

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ



n° 48 – 1^{er} mai 2026

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Traversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental: www.cetri.be

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus: www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelismots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M. Éditeur: <https://m-editeur.info>

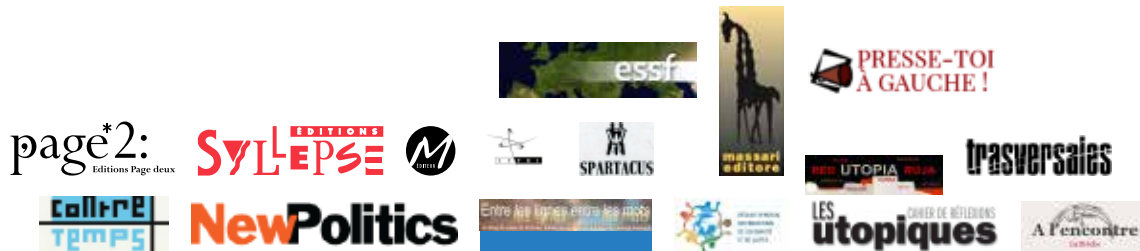
New Politics: newpol.org

Presse-toi à gauche!: www.pressegauche.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Traversales: www.traversales.net

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0384-4

Illustration de couverture: Katya Gritseva.

Iconographie: collection Brigades éditoriales de solidarité et RESU (p.6, 17, 29, 35, 37, 42, 49, 52, 53, 57, 58, 59); Union syndicale Solidaires (p.26); DR (p.87, 96); Ukraine Solidarity Campaign (p.66, 75, 86); Solidarity Collective (p.8, 13, 109); Ukraine CombArt (p.103-108).

Table des matières

Le thésaurusse du moi

PATRICK SILBERSTEIN

5

Pacifisme toxique

UN ENTRETIEN AVEC MIRA

7

SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE

Des générateurs pour les hôpitaux d'Ukraine

UNE CAMPAGNE DU RESU

19

Sauvons Azat Miftakov

UNE DÉCLARATION DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

20

Pour un 1^{er} Mai solidaire de l'Ukraine résistante

UN TRACT DU COMITÉ FRANÇAIS DU RESU

21

Solidarité syndicale avec l'Ukraine

RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

22

«Le Bélarus est coagresseur dans cette guerre»

L'ESPACE INTERNATIONAL DE LA CGT

23

Le père de Dima, anarchiste russe tué au combat sous l'uniforme ukrainien, raconte

UNE COÉDITION ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS) ET PAGE 2 (LAUSANNE)

25

Les causes communes réclament des combats communs : soutien à l'Ukraine et aux opposants russes

BERNARD RANDÉ

27

«Tchernobyl, on n'oublie pas, on ne pardonne pas »

HUGUES JOSCAUD

29

PAROLES D'UKRAINE

Y a-t-il une issue à la crise ?

VITALIY DUDIN

31

Victimes d'accidents du travail contre la « machine à broyer » bureaucratique

OLEKSANDR KITRAL

36

Perspectives ouvrières

DÉCLARATION DE FONDATION

41

Pour la nationalisation sous contrôle ouvrier !

SOTSIALNYI RUKH

43

Pourquoi l'École d'économie de Kiev enrichit-elle les membres du gouvernement ?
SOTSIALNYI RUKH
44

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

CORRESPONDANTS

48

Végan en temps de guerre

PATRICK LE TRÉHONDAT

54

PRISES DE POSITION

Oui, l'Ukraine est un « vrai pays »

OWEN HATHERLEY

61

La gauche et le pacifisme sélectif : quand la solidarité devient un délit

SINISTRA PER L'UCRAINA

65

« C'est ainsi que nous avons fondé la Campagne de solidarité avec l'Ukraine »

ENTRETIEN AVEC CHRIS FORD

69

CARNETS DE GUERRE

La guerre en quelques mots et quelques chiffres...

ANTOINE RABADAN

89

Ce que l'Ukraine nous apprend aussi

MARCEL LE CHAMBORRAND

95

BOÎTE ALERTE

« Nous avons été recrachés sur la rive d'une nouvelle réalité et nous réapprenons à respirer. »

DOMINIQUE BOURY

98

« On dansera quand même »

BERNARD RANDE

101

Filmer, témoigner, résister

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

102

David Chichkan

CORRESPONDANCE

109



Le thésaurusse du moi

Patrick Silberstein¹

Ce 48^e numéro de *Soutien à l'Ukraine résistante* s'ouvre par une très émouvante et très troublante interview de Mira: «Pacifisme toxique». Jeune Ukrainienne - je la suppose jeune - engagée dans le collectif antiautoritaire Solidarity Collectives - dont nous avons déjà parlé dans ces colonnes -, elle nous emmène à la découverte de la mémoire en charge de sa famille. Elle nous raconte son engagement, ses rencontres, sa stupéfaction devant ce Français de gauche vantant les pacifistes de 1940 qui ne voulaient pas mourir pour Dantzig alors que, dit-elle en substance, d'autres sont allés se faire tuer pour Barcelone, elle nous dit son désarroi devant ce camarade allemand qui affirme connaître un Russe qui est quelqu'un de bien, elle contient sa colère froide devant ces gens de gauche qui disent n'être pas poustinistes mais... Ces mots, dit-elle, «ouvrent les portes de l'enfer»...

Elle nous raconte son pays meurtri, piétiné, colonisé, nié. Elle déterre - c'est le mot qui convient - les souvenirs d'une famille qu'elle n'a pas connue, d'une famille murée dans le silence, d'une famille qui a eu honte de ce que

l'histoire et les hommes lui ont fait subir. Elle nous confie, parole politiquement incorrecte, la détestation de sa famille pour les Russes et pour les Allemands. Elle interpelle, sans le dire, celles et ceux qui s'offusquent qu'on puisse en Ukraine désormais refuser d'écrire en russe ou de parler le russe. Elle nous rappelle que le silence de la mer est aussi une résistance.

Ce qu'elle nous dit, c'est pour moi - et sans doute pour beaucoup d'entre nous -, non pas une révélation, mais une claque administrée à ma propre mémoire, assoupie et quelque peu redimensionnée par la culture politique. Enfant, fils de survivants - youpin pour le dire autrement -, cosmopolite belleveillois de naissance (et plus tard internationaliste de conviction), j'ai en effet baigné - surnagé même - dans un monde similaire à celui dont nous parle Mira. Chez nous, on n'achetait pas Made in Germany et, si je n'ai pas appris la langue de Goethe au lycée, c'est parce que mon père avait émis un oukase: «Verboten», avait-il grondé. Sa propre mère, ma grand-mère, née quelque part en Pologne russe et pogromisée, n'avait, elle, plus jamais prononcé un mot de polonais après son arrivée ici, en 1910. Alors oui, Mira, comme tu le dis si bien, il faut nous imprégner de cette subjectivité pour affronter le plus lucidement possible ces «portes de l'enfer» qui claquent devant nous.

Et pourtant, je le sais, nous le savons, Missak est mort en proclamant qu'il n'avait pas de haine pour le peuple allemand. Oui, nous le savons. C'est ça qu'il faut penser, dire, hurler, mettre en pratique. Chaque jour, partout. Mais sachons aussi que ce sont là les paroles d'un combattant.

1. Patrick Silberstein est membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du RESU.

Mais, mais, mais... ce n'est pas aussi simple pour les bonnes gens, pour les victimes plongées dans la douleur du silence.

Mira a aussi, l'air de rien, des paroles terribles pour les adeptes des certitudes confortables et pour les neutralistes en tous genres :

Il serait très bénéfique pour nos camarades occidentaux d'apprendre de nos expériences d'oppression et de libération, d'y participer et de construire leurs propres expériences à partir d'exemples concrets plutôt que de se contenter d'être des critiques en chambre ou de fermer les yeux. Dans ce contexte, je ne comprends pas très bien comment on peut se dire anarchiste ou antifasciste, dire «plus jamais ça» – et pourtant ne pas voir l'invasion fasciste et la résistance antifasciste héroïque qui se déroulent actuellement en Ukraine.



Pour conclure, je n'oublie pas le thésaurus de Mira :

Holodomor
Goulag
Camp de concentration
Colonialisme
Dékoulakisation
NKVD
Occupation
Camp de travail
Untermenschen
Gaza/Louhansk
Tchernobyl
Famine
Déportation
Mémoire/oubli
Camps de filtration

Travail forcé
Esclave
Invasion
Menace existentielle...

Mais aussi :
Antifascisme
Résistance
Liberté.



Pacifisme toxique

Un entretien avec Mira¹

Dans le cadre du projet «Décoloniser les cultures du souvenir», Sinistra per l'Ukraina a lancé une série d'entretiens et d'articles avec des activistes antiautoritaires sur le colonialisme, la culture du souvenir des camarades tombés au combat, le militantisme en temps de guerre et la coopération internationale. Dans le contexte de la guerre à grande échelle en Ukraine, nous tentons de réfléchir à l'actualité sous l'angle de la construction d'une culture du souvenir durable. La première publication est un entretien avec Mira, une militante des Solidarity Collectives, qui organise des initiatives à l'échelle internationale et partage son expérience de la résistance antiautoritaire.

Commençons par une question : qui es-tu, et comment te décrirais-tu ? Quel est ton rôle dans Solidarity Collectives ?

Je m'appelle Mira, je fais partie d'ABC Kyiv et de Solidarity Collectives et je suis l'organisatrice du festival Good Night Macho Pride, qui est actuellement suspendu mais qui, je l'espère, reprendra un jour.

Je travaille au sein du département médias de Solidarity Collective. J'organise des événements avec des camarades de différents pays, j'anime des discussions, je négocie des soutiens pour notre collectif, je vends des produits

dérivés et je collecte des dons. J'explique aussi à celles et ceux qui ne comprennent pas, voire qui sont parfois en désaccord, pourquoi nous sommes déterminé·es à soutenir l'Ukraine dans cette guerre. J'explique ce qui motive nos camarades qui se battent et pourquoi tous ceux et toutes celles qui luttent pour des avancées démocratiques – militant·es de gauche, anarchistes, antiautoritaires – pourquoi nous devons désormais soutenir l'Ukraine.

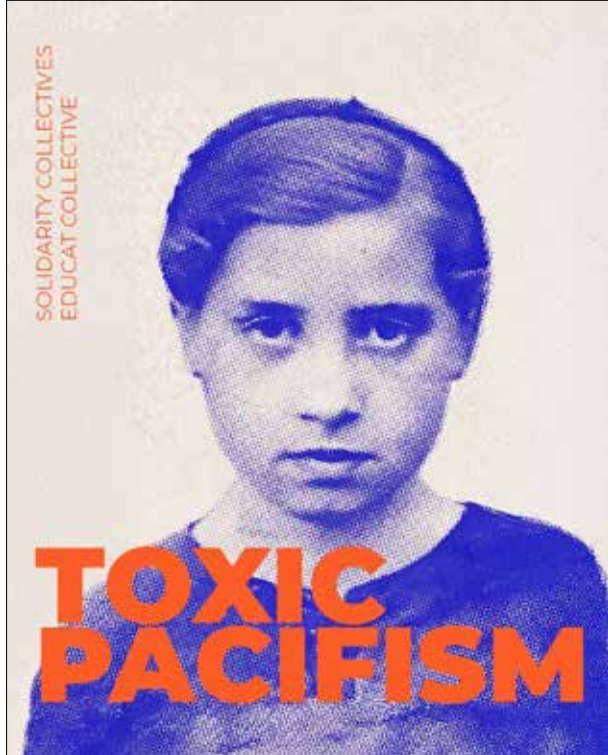
Environ combien d'initiatives as-tu contribué à organiser au fil des ans ?

Plus de 200, je ne sais pas exactement combien.

Y a-t-il une tendance qui se dégage dans la façon dont les personnes qui assistent à vos conférences perçoivent l'Ukraine ? Ces personnes viennent-elles avec beaucoup d'empathie ou avec des discours de propagande conservateurs, par exemple ? Existe-t-il un schéma commun ?

La plupart des gens ne savent rien de l'Ukraine ni de cette guerre. Beaucoup sont des jeunes qui vivent loin de la guerre et en ont, bien entendu, entendu parler, mais on ne peut pas dire qu'ils et elles savent vraiment quoi que ce soit. Il y a des personnes qui nous soutiennent très activement depuis toutes ces années. Elles organisent elles-mêmes des initiatives de soutien à l'Ukraine et parlent même de nous dans certains pays. Ensuite, il y a une minorité – disons que dans une salle de 50 personnes, ils ne sont généralement pas plus de deux – qui répète

1. Cet entretien a été publié en anglais le 17 mars 2026 par [Solidarity Collectives](#). Traduction française : Brigades éditoriales de solidarité.



simplement la propagande russe et qui, malheureusement, y croient sans réserve.

Elles commencent généralement leurs phrases par «Je ne soutiens pas Poutine, mais...». C'est après ce «mais» que les portes de l'enfer s'ouvrent. Je pense que la propagande russe diffère d'un pays à l'autre; le «*whataboutisme*²» diffère par conséquent lui aussi. Il y a également une autre critique classique: «Les anarchistes ne devraient pas être dans l'armée!» Je leur réponds qu'il y a des exceptions et qu'historiquement nous ne sommes pas les premier-es, et que nous ne serons certainement pas les dernier-es à le faire. Mais certaines personnes refusent de voir la réalité et pensent de manière très sectaire, comme si elles étaient

2. NdT. Sophisme visant à dévier une critique par des références à d'autres griefs réels ou présumés.

des anarchistes dans l'abstraction. Pour elles, il existe des règles qui ne peuvent être enfreintes, même si le monde bascule.

D'autres s'interrogent sur les nationalistes, mais, en réalité, leur présence a considérablement diminué au cours de l'année écoulée. Je pense qu'elles ont enfin compris que ce sont des personnes très différentes qui se battent. Oui, il y a des nationalistes, mais il y a aussi beaucoup d'autres personnes.

D'autres encore s'interrogent sur ce petit collectif marginal qui s'appelle Assembly³ et qui n'est pas du tout actif en Ukraine. De toute évidence, ce n'est pas un véritable collectif travaillant «sur le terrain», car il n'y a aucune information sur ce que font ces gens en Ukraine. Il n'y a que leurs interminables textes.

Je crois que si un collectif anarchiste ne fait rien, ce n'en est pas un, ce sont des imposteurs. Si c'est un collectif, il doit faire quelque chose. Si ce sont des anarchistes, elles et ils doivent agir. Et si elles et ils n'agissent pas, mais se contentent d'exprimer des «opinions»... Que peut-on en dire alors?

Les gens posent des questions à leur sujet parce qu'il est important pour les «antimilitaristes» de trouver au moins un groupe qui se fasse l'écho de leurs opinions. Si vous allez en Grèce, en Italie ou en Espagne, on vous

3. NdT. À propos d'Assembly, on peut se reporter à cette interview initialement parue dans le journal de la [Fédération anarchiste italienne](#). Y est développée une critique virulente des groupes libertaires ukrainiens partie prenante de la résistance à l'armée russe.

interroge sur le 2 mai⁴ – c’est sans doute l’un des sujets de prédilection des « pacifistes » locaux qui racontent que des syndicalistes ont été tué·es pour leur appartenance à un syndicat, ce qui est une pure absurdité.

Les mêmes prétendent également que les habitant·es du Donbass aspirent à l’émancipation, ce qui est loin d’être vrai. Elles et ils ne cessent de répéter tous ces clichés dépassés. Les stéréotypes y sont omniprésents; elles et ils pourraient taguer un « Z » à l’entrée d’un événement – tout peut arriver. Cela dépend donc vraiment du pays. Mais je dirais que c’est moins un problème aujourd’hui. Nous les intéressons davantage la première année de la guerre.

Aujourd’hui, ces gens s’efforcent davantage d’organiser leurs propres événements et de promouvoir l’idée que l’Europe est en train de se militariser et qu’il faut empêcher la militarisation de l’Europe et désarmer immédiatement. Je pense qu’elles et ils ont également compris que me crier dessus et se comporter comme des brutes ne leur vaut pas l’acceptation de la communauté locale, ce n’est donc pas dans leur intérêt. C’est pourquoi ces groupes ont changé

4. NdT. Le 2 mai 2014, environ 2000 personnes rassemblées pour participer à une marche pacifique « Pour l’unité de l’Ukraine » ont été attaquées par un groupe prorusses. Après des affrontements et la mort de deux militants pro-européens (abattus par balle), 300 partisans prorusses se sont barricadés dans le bâtiment des syndicats. Les deux camps se sont affrontés avec des cocktails Molotov, provoquant un incendie à l’intérieur du bâtiment, au cours duquel 48 militants prorusses sont décédés. L’origine de l’incendie est encore discutée.

de stratégie pour se rendre plus sympathiques aux yeux des habitant·es.

Qualifierais-tu cela de pacifisme toxique ?

Waouh, c’est bien vu ! Eh bien, il y a ce schéma récurrent où un homme m’interpelle en criant. C’est généralement un homme blanc de plus de 40 ans. Alors que la société prône la tolérance sur bien d’autres sujets, ces personnes ont l’impression de pouvoir dire tout ce qu’elles veulent à l’occasion de nos initiatives. Encore une fois, cela dépend du pays, mais dans de nombreux endroits, les « pacifistes » ont reproché aux Ukrainien·nes d’être responsables de la guerre. Beaucoup restent les bras croisés et observent calmement, alors qu’elles et ils seraient indigné·es par une telle culpabilisation des victimes dans d’autres situations.

Existe-t-il un pacifisme raisonnable ? Existe-t-il une position pacifiste qui témoigne de la solidarité avec l’Ukraine ?

Je me considère comme une antimilitariste radicale. Je suis contre la guerre, je n’aime pas la guerre. Je pense que nous, ici, savons bien mieux ce que signifie détester la guerre que tous ces gens qui se disent antimilitaristes en Europe. Nous sommes les vrais antimilitaristes : nous voulons que la guerre cesse. C’est pourquoi certain·es de nos camarades se sont engagé·es dans l’armée – pour faire partir la Russie de ce territoire et mettre fin à la guerre.

Tout dépend vraiment de l’interprétation que l’on donne au pacifisme et à l’antimilitarisme. Si l’on prend le pacifisme dans son sens classique,

alors je ne comprends pas vraiment à quoi il sert pour les anarchistes. Désolée, mais on n'obtient pas justice simplement en demandant gentiment. Ce n'est pas seulement une question de guerre, c'est une question qui concerne tous les aspects de la vie.

Dans quelle mesure penses-tu que l'opinion et les mouvements anarchistes occidentaux reproduisent une pensée impérialiste marquée par le «campisme» plutôt que la logique coloniale elle-même? En d'autres termes, manquent-ils d'une vision réflexive et décoloniale du monde?

Je pense que Donald Trump leur permet de croire plus facilement que «tout n'est pas si simple». En 2022, le principal reproche qui nous était fait concernait l'OTAN. Aujourd'hui, ils ont cessé d'en parler et trouvent de nouveaux arguments. Mais là encore, cela dépend beaucoup du pays. Je ne sais pas pourquoi, aux Pays-Bas par exemple, je n'ai rencontré personne qui voyait les choses en noir et blanc, refusant de nous aider ou nous dénigrant. Mais ensuite, on prend le train pour la partie francophone de la Belgique, et là, on constate une situation différente, avec davantage d'indifférence et d'agressivité. Il est intéressant de voir comment cela est lié à la langue et aux langues dans lesquelles la propagande russe a été traduite. Je pense que c'est là que réside le problème. Cela dit, je ne peux pas dire que je sache exactement comment cela fonctionne.

Il existe des pays où il est très difficile de dépasser cette dualité. C'est pourquoi nous nous

retrouvons dans une situation étrange où l'on comprend que l'occupation de Gaza est une mauvaise chose, mais où, pour une raison quelconque, l'occupation de Louhansk ne semble pas si grave. Malheureusement, même à gauche, on a tendance à considérer les Ukrainiens et les Russes comme un seul et même peuple⁵.

Par exemple, en Allemagne, on me parle presque à chaque fois des «bons Russes» que des camarades connaissent. Je connais moi aussi des Russes tout à fait honnêtes. Je ne comprends simplement pas pourquoi ces camarades tiennent tant à partager cette information. Ils ne parleraient pas d'emblée à un·e Kurde des bons Turcs ni à un·e Palestinien·ne des bons Israéliens. Pourquoi nous traitent-ils ainsi?

Je pense que le problème vient du fait que nous passons souvent pour une sorte de peuple de l'Est qui s'est disputé pour une raison quelconque. Elles et ils ne connaissent presque jamais notre histoire. Par exemple, on a beaucoup parlé du conflit israélo-palestinien, et c'est un sujet d'actualité depuis de nombreuses années. C'est un peu plus facile avec les Kurdes, qui n'ont pas d'État, donc qui ne semblent pas sympathiser avec l'État, bien qu'il y ait eu de nombreux problèmes similaires de leur côté, tant au sujet de l'OTAN que du nationalisme. Mais dans notre cas, il est étrange qu'on ne sache rien de ce conflit, de l'histoire de l'Ukraine et de l'histoire de la Russie qui y est liée. Pourtant, l'idée courante est que nous nous sommes disputé·es

5. NdT. C'est d'ailleurs ce qu'affirme Poutine.



d'une manière ou d'une autre et que nous devons nous réconcilier.

Une opinion marginale...

À l'occasion d'une initiative organisée avec nos camarades en Allemagne, qui nous soutiennent et nous fournissent régulièrement de l'aide humanitaire, j'ai discuté avec ces camarades, qui sont «de notre côté». Leur réponse a été: «La seule chose qui nous pose probablement problème, c'est le nationalisme d'une grande partie de la population ukrainienne.» Je leur ai demandé: «Qu'entendez-vous exactement par nationalisme en ce moment?» Réponse: «Eh bien, c'est la haine envers les Russes.»

Je leur ai alors raconté que ma grand-mère avait été emmenée dans un camp de travail pendant la Seconde Guerre mondiale et forcée de travailler comme une esclave en Allemagne pendant quatre ans. Même sur son lit de mort, je pense qu'elle les détestait encore – elle ne s'est jamais débarrassée de ce sentiment. Je leur ai demandé: «Considérez-vous ma grand-mère comme une nationaliste parce qu'elle détestait les Allemands?» Leur réponse a été: «Non, c'est la haine des opprimés.» J'ai dit: «D'accord, mais en quoi est-ce différent de la haine des Ukrainien·nes envers les Russes aujourd'hui?» Ce à quoi ils ont répondu: «Oh, eh bien, ça pourrait être différent!»

C'est étrange que ce rapprochement ne se fasse pas. C'est comme si on ne pouvait pas établir ce lien, alors que la situation est très similaire. Ma grand-mère a également survécu

à l'Holodomor et a ensuite été contrainte par le pouvoir soviétique de travailler en Pologne, juste après son enfermement dans un camp allemand. Je ne pense pas qu'elle aimait beaucoup les Russes non plus.

Raconte-nous ce dont ta famille se souvient de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holodomor, et comment ces expériences ont façonné ta vie et celle de ta famille.

Ma grand-mère m'a beaucoup raconté car je n'ai connu aucun des membres de ma famille qui ont combattu pendant la guerre. Ils sont malheureusement morts prématurément. Un de mes grands-pères est mort alors qu'il avait une cinquantaine d'années des suites des blessures reçues pendant de la Seconde Guerre mondiale et de celles qu'il avait subies avant sa capture; les soins médicaux étaient pratiquement inexistant dans le camp de concentration.

Mon autre grand-père est mort d'un cancer moins d'un an après la catastrophe de Tchernobyl, ce qui, en principe, fait aussi partie, pour moi, de l'expérience coloniale. Les Ukrainien·nes ont été maintenu plusieurs jours dans l'ignorance de la catastrophe. On les a laissés là sans pouvoir partir, sans rien faire pour réduire les dommages que Tchernobyl avait causés à leur santé. Il est très difficile de dénombrer les victimes car beaucoup sont décédées en Ukraine dans les années qui ont suivi la catastrophe et ne sont généralement pas considérées comme des victimes de Tchernobyl.

Outre les récits de ma grand-mère, il y a d'autres souvenirs, comme une carte envoyée

depuis le camp: elle avait réussi à soudoyer un policier allemand pour qu'il l'achemine à sa mère. Je possède cette carte postale ainsi qu'une photo prise au camp. Presque personne ne dispose d'objets de ce genre, car la censure était généralement si stricte qu'il était impossible de faire passer quoi que ce soit. Du côté de ma mère, je possède également des documents sur la Seconde Guerre mondiale, ainsi que quelques-uns sur la Première Guerre mondiale. J'ai des lettres, des avis de décès et des photos.

Ta famille nourrissait donc de l'animosité envers l'Union soviétique ?

Ma famille détestait les occupants.



Tu veux dire les Allemands ?

Tous les occupants. Les Russes n'étaient pas non plus très bien reçus à cause de l'Holodomor. Ou à cause de la dékoulakisation. Il y avait de nombreuses raisons de ne pas les aimer. Le problème, c'est qu'il était très facile pour les familles de conserver des souvenirs de la Seconde Guerre mondiale. Mais pour d'autres choses... ce n'était pas si simple. C'était risqué ou considéré comme déshonorant.

Mon arrière-grand-mère, par exemple, avait un frère qui s'était engagé comme volontaire et qui avait été tué. J'ai entendu parler de lui toute ma vie: Anatoliy, ceci, Anatoliy cela, mais personne ne savait où se trouvait sa tombe. J'ai découvert où elle se trouve: en Crimée. Mais je ne peux pas m'y rendre à cause de la nouvelle occupation de la péninsule. Je pense que ce

serait formidable si quelqu'un se rendait enfin sur la tombe d'Anatoliy. Près de 100 ans se sont écoulés; ce serait un beau geste. Malheureusement, un autre envahisseur occupe désormais cette terre.

Un autre frère avait refusé de faire son service militaire et avait été «déporté». Quand les «*vatniks*⁶» glorifient la Seconde Guerre mondiale et disent: «Oh, mais aujourd'hui, il y a la déportation», c'est qu'elles et ils ne comprennent tout simplement pas ce qu'était vraiment la «déportation» à l'époque. Je ne savais rien de ce frère, car il était considéré comme honteux d'admettre que quelqu'un ne voulait pas défendre sa patrie et avait tenté de s'enfuir. Finalement, sa famille, qu'il avait emmenée de Kyiv à Kharkiv pour échapper à la guerre et à la mobilisation, s'est retrouvée dans une situation très difficile. Pendant l'occupation de l'Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale, Kharkiv était dans une situation pire que Kyiv, et sa fille cadette est morte. Personne ne parlait de lui. Je n'ai découvert ses lettres qu'à l'âge adulte. Elles n'avaient pas été détruites; c'était simplement un sujet dont on ne parlait pas.

On ne le sait pas toujours en Occident, mais celles et ceux qui sont revenu·es de captivité ont dû passer par les camps de filtration du NKVD à leur retour en Union soviétique. C'est le même processus que la Russie met actuellement en œuvre dans les territoires occupés. On vous présente devant un officier et vous devez prouver que vous n'êtes pas un «traître».

6. NdT. Terme péjoratif désignant les partisans de la propagande du gouvernement russe.

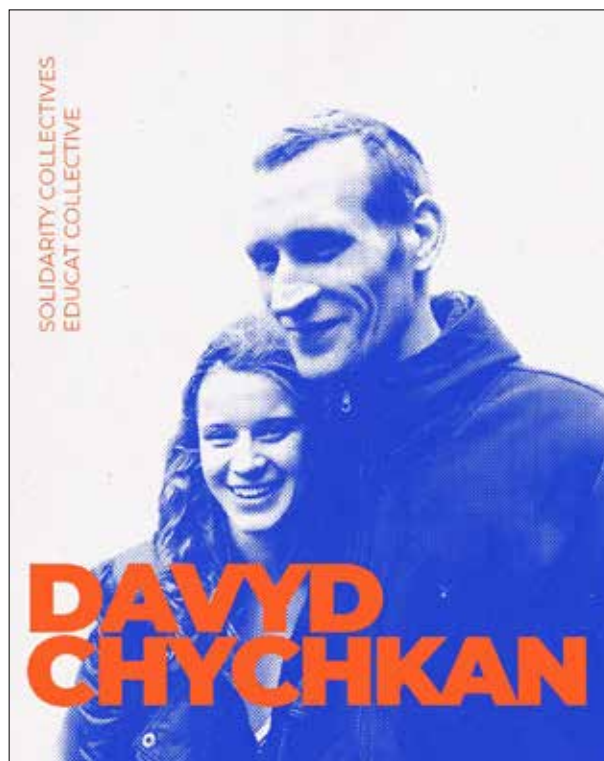
C'est-à-dire que vous n'avez pas été trop docile ou coopératif avec l'administration du camp de concentration. Quand on parle de l'histoire de l'Holocauste en Europe, personne n'y a mené ce genre d'enquêtes. Mais en Union soviétique, oui.

Mon grand-père a été interné dans un camp de concentration, mais il a passé le tri et est parti combattre. Il a continué à se battre pendant la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1946. Quant à mon arrière-grand-père, je ne peux pas en être certaine, mais il semble qu'il ait échoué au processus de sélection. Même sa petite-fille, ma mère, ignorait qu'il avait combattu pendant la guerre. Il disait qu'il était aveugle et qu'il n'avait pas combattu, mais nous avons retrouvé sa carte d'identité militaire. Il a été dans un camp de concentration de juillet 1941 à mai 1945. Il a dû se passer quelque chose qui l'a contraint à dissimuler son service militaire.

Peut-être que cela a été moins étudié dans d'autres familles, mais si vous creusez davantage, vous découvrirez que tout le monde a des proches qui n'ont pas passé le processus de filtration ou qui ne voulaient pas se battre. Ils ont été soit emprisonnés, soit contraints de se battre. Mais ce ne sont pas ces histoires que l'on raconte. Après la guerre, tout le monde veut tout oublier, et s'il y a quelque chose dont on peut être fier, ce sont les héros. Si une personne n'est pas un héros, alors elle peut être oubliée.

Selon toi, quelles autres similitudes existe-t-il entre les méthodes soviétiques et celles actuellement utilisées par la Russie dans cette guerre ?

À part la déportation? Les exactions commises contre la population. Je dirais qu'il y a des parallèles avec la manière dont l'Union soviétique s'est comportée lorsqu'elle a occupé l'Europe et d'autres territoires. Cependant, il y a aussi des similitudes avec les Allemands, car ma grand-mère, par exemple, a tout simplement été enlevée chez elle à l'âge de 14 ans. Ils l'ont emmenée de force pour qu'elle travaille en Allemagne. Aujourd'hui, la Russie enlève également des enfants, et nous ne pouvons que deviner ce qu'ils leur font là-bas. Dans le même temps, la Russie exploite activement l'image de



la «Grande Guerre patriotique» comme la seule force positive ayant pris part à ce conflit, utilisant ce discours pour justifier sa guerre contre l'Ukraine. Il est toutefois surprenant que nous, en tant que militant·es et ukrainien·nes, ne cherchions pas à remettre en cause ce discours et à affirmer notre propre participation légitime à la Seconde Guerre mondiale. Est-ce parce que nous voulons prendre nos distances ?

Je pense qu'il nous serait difficile de revendiquer notre victoire sur les nazis, entre autres, parce que la Russie est très active dans ce domaine. Malheureusement, c'est le résultat de la colonisation. Ils utilisent cette partie de l'histoire à leur avantage. Beaucoup de gens en Occident perçoivent l'URSS comme la Russie, et la Russie s'attribue le mérite de toutes les victoires et réalisations communes d'autres nations, en les présentant comme les siennes.

Et le monde se laisse prendre au piège. Il est important d'expliquer tout cela, mais c'est difficile car ici, en Ukraine, tant de choses se sont passées pendant tant d'années d'occupation. En général, avant le début de la guerre et au tout début, les gens disaient : «Oh mon Dieu, l'Allemagne ne peut pas aider l'Ukraine car elle ne peut pas risquer de bombarder à nouveau la Russie.» Bien qu'elle n'ait jamais occupé la Russie dans son intégralité, seulement une petite partie. Ils ont occupé l'Ukraine et la Biélorussie à deux reprises, la deuxième fois, c'était tout le pays. Sur les cartes de la Première Guerre mondiale, une grande partie de l'Ukraine est également occupée. Également par les Allemands. Ils ne ressentent aucune culpabilité envers nous, mais ils en ressentent envers Moscou, même

s'ils ne l'ont jamais occupée à une telle échelle. Ils nous considèrent, à travers un prisme historique, comme des Russes et ne s'intéressent pas à notre opinion car ils ne reconnaissent pas notre capacité d'agir.

C'est ainsi que ça se passe avec la Seconde Guerre mondiale. Quand on dresse la liste des personnes assassinées par l'Allemagne nazie pendant la guerre, on cite : les Juifs/Juives, les Roms, les homosexuel·les et les communistes. On oublie presque toujours de mentionner les Slaves. Ce ne sont pas des Russes qui ont été tué·es : ce sont des Slaves, des «*untermenschen*». Par exemple, les Slovènes, car ce sont aussi des Slaves. Elles et ils vivent simplement un peu plus loin, alors on les oublie aussi. C'est comme ça que ça se passe.

Penses-tu que l'expérience de la Seconde Guerre mondiale a influencé la participation à cette guerre des anarchistes et des antiautoritaires ukrainien·nes, qui ont très probablement des souvenirs traumatisants dans leur histoire familiale ?

J'en suis certaine, même si les gens ne s'en rendent pas compte. Tout au long de notre histoire, nous avons été attaqué·es et occupé·es, et nous avons dû nous défendre. Ainsi, lorsque nous avons été envahi·es à nouveau, beaucoup de personnes savaient comment réagir.

Quand je me suis réveillée au son des premières explosions, l'une de mes premières pensées a été : «Que disait ma grand-mère ? Qu'ont-ils fait là-bas au début, quand tout a



commencé?» Mais elle n'a rien dit; elle n'a cessé de parler du camp. Eh bien, tant pis.

Je veux dire, pourquoi ne m'a-t-elle pas donné de conseils concrets sur ce qu'il fallait faire? Avec le recul, je me rends compte qu'il est assez étrange d'en vouloir à ma grand-mère pour ça. Elle espérait que «plus jamais» signifiait vraiment «plus jamais», comme on nous l'avait toujours dit. Mais elle avait très peur – elle a continué à faire sécher du pain sur le balcon jusqu'à la fin de sa vie, au cas où il y aurait une famine ou une guerre. Soixante à soixante-dix ans se sont écoulés, mais ce traumatisme ne l'a jamais quittée, même si elle l'a vécu très jeune, alors qu'elle grandissait dans le camp.

Je pense donc que cela a bel et bien un impact. Par exemple, j'ai récemment rencontré un Français qui m'a raconté toutes sortes de choses. Il m'a dit que la France avait une tradition pacifiste si forte que nombre de militants de gauche n'avaient pas participé à la Seconde Guerre mondiale et avaient préféré fuir. J'ai été très choquée d'entendre cela, car un de mes arrière-grands-pères a tenté de fuir, et c'est considéré comme honteux, donc personne n'en parle. À l'entendre, c'est comme si les gens de gauche avaient fui pour ne pas avoir à combattre les fascistes – alors que nos arrière-grands-pères, nos grands-pères et certaines de nos grands-mères ont dû se battre, car elles et ils n'avaient ni la possibilité ni le privilège de fuir la guerre. Certaines personnes sont fières de ce [défaitisme]. Je trouve cela étrange.

Nous savons que, pour nos aîné·es, l'occupation était une menace existentielle qui visait à les exterminer. Nous comprenons aussi aujourd'hui

que toute occupation représente une menace existentielle : les occupants viendront vous tuer, ils se fichent complètement de vous. Car ce sont des envahisseurs et ils ont déjà commis des actes aussi terribles que de s'introduire chez les gens et de leur prendre tout ce qu'ils possèdent – leurs maisons, leurs terres. Il est inconcevable de simplement dépouiller les gens de tout ce qu'ils ont. Il est clair pour nous que c'est le mal et qu'il se propagera jusqu'à ce qu'on y mette un terme. Si on ne les arrête pas, les envahisseurs et les fascistes l'emporteront. C'est la vie.

Et pour ce Français que j'ai rencontré, on pourrait croire que les nazis sont simplement venus tuer des Juifs/Juives, mais qu'au fond, tout le monde menait une vie normale. Je connais des histoires de Français·es qui avaient des proches dans la Résistance, mais les siens se sont probablement enfuis. Alors maintenant, il se dit : «S'il arrive quelque chose, je m'enfuirai aussi. Ce n'est pas grave.» Mais nous n'avons pas cette option, car personne ne s'est «enfui». Peut-être que certain·es civil·es sont parti·es, mais tous ceux qui étaient soumis au service militaire sont restés et ont combattu. Il y a probablement eu plus de gens qui se sont enfuis pendant la guerre actuelle. Car aujourd'hui, c'est possible, mais à l'époque, ça ne l'était pas.

Si l'on prend l'exemple de la Seconde Guerre mondiale, le souvenir des personnes qui y ont perdu la vie, comme celui des proches, s'estompe peu à peu. Dans quelle mesure est-il important et possible de veiller à ce que la mémoire des anarchistes tué·es pendant cette guerre ne tombe pas dans l'oubli ? À quel point

cette tendance à l'oubli sera-t-elle, selon toi, d'actualité ?

C'est toujours d'actualité : tôt ou tard, tout le monde finit par être oublié. C'est vrai, cela ne peut pas durer éternellement. La Seconde Guerre mondiale, ça va encore, mais les guerres napoléoniennes ont été complètement oubliées. Nos ancêtres y ont probablement pris part eux aussi, mais nous n'en savons rien, n'est-ce pas ?

Mais, par exemple, dans ma famille, mon arrière-grand-mère a conservé toutes les lettres de son frère ainsi que l'avis de décès. Je trouve important d'avoir quelque chose de tangible ; cela rend cette histoire très réelle. Je pense que le problème, c'est que tout est oublié faute de souvenirs. C'est pourquoi je crois que la politique de la mémoire est très importante. Il est crucial de préserver non seulement l'histoire de la personne, mais aussi les écrits des camarades qui ont perdu la vie, s'il reste des souvenirs d'elles et eux, et il y a toujours des souvenirs – leurs objets personnels, leurs photographies.

C'est pourquoi je trouve très symbolique que nous ne puissions pas montrer les visages ni les noms de nos camarades bélarusses qui ont été tués. En effet, cela ferait courir un grand danger à leurs familles tant que le régime de Loukachenko sera au pouvoir. Le régime pourrait s'en prendre à leurs mères ou à d'autres proches. Cela s'est déjà produit, c'est pourquoi nous avons adopté cette politique.

C'est très important, et je pense que c'est l'un de ces symboles qui, si nous gagnons, nous permettra de les nommer et de montrer leurs

visages. Il est essentiel de préserver tout cela, et c'est une très bonne chose qu'il existe beaucoup de documents sur certaines personnes. Par exemple, il existe un site web commémoratif consacré à Dima Petrov⁷ : on y trouve des vidéos le mettant en scène, ainsi que des livres. J'espère qu'il y aura également beaucoup de documents sur d'autres camarades. J'ai entendu dire qu'un documentaire allait être réalisé sur David Chichkan. Il existe une vidéo où on le voit lire de la poésie. Il est peut-être temps pour nous de créer des archives. Nous pouvons imprimer des photos et des textes, les rassembler et les conserver. Ce serait bien si nous pouvions à terme créer des sites web et rassembler les images.

C'est ainsi que j'ai organisé un événement pour SolCol à Montpellier, en France, qui avait la correspondance de Durruti avec un gars qui vivait à Montpellier. C'est comme ça que leurs archives ont commencé à être mises en place, ce qui est vraiment cool. Et mon discours et les récits sur nos camarades au front ont été ajoutés aux archives de Montpellier.

Nous avons aussi planté des arbres, mais ils ne sont pas en très bon état. Il nous faudrait un lieu officiel, peut-être un petit parc avec des arbres. En Suisse, il existe toute une forêt de ces arbres, avec des photos et des étiquettes portant des noms accrochées dessus. Il y en a déjà pour nos camarades – pour Marsi, Finbar, Cooper et Dima. Il existe un endroit dans le monde, ce parc, où l'on rend hommage aux anarchistes

7. NdT. Voir Dimitri Petrov, *Le jour des parents*, Lausanne/Paris, Page 2/Syllepse.



– celles et ceux qui sont mort-es au Kurdistan, celles et ceux qui sont mort-es ici, les makhnovistes et d'autres. Bon, je ne suis pas sûre pour les makhnovistes, mais il y avait là des figures historiques. Les moyens de commémoration, réels et virtuels sont très importants.

Il est essentiel qu'elles et ils ne deviennent pas des chevaliers en armure étincelante. Elles et ils doivent rester dans nos mémoires comme des camarades avec leurs forces et leurs faiblesses. C'est-à-dire ce qu'elles et ils étaient. Ni plus ni moins.

Veux-tu ajouter quelque chose ?

Je pense que les anarchistes, et le mouvement anarchiste en général, défendent souvent la liberté et la libération des peuples et des nations, afin que chacun-e puisse être libre, heureuse/heureux et égal-e. Mais celles et ceux qui vivent dans des pays impérialistes ont moins d'expérience de l'oppression collective. Elles et ils devraient y réfléchir et reconnaître que leur seul accès à cette réalité passe par nous ou par d'autres qui vivent dans des pays colonisés.

Malheureusement – ou, dans un sens, heureusement –, nous avons l'expérience des générations passées, de leur oppression et de leur lutte pour leurs droits. Nous avons notre lot de guerres, d'oppressions et de pertes. C'est une expérience vraiment difficile à vivre aujourd'hui. Mais je pense que le mieux que nous puissions faire est de veiller à ce que cette lutte ne soit pas vaine.

La culture du souvenir en fait partie, car en nous souvenant de ces personnes, nous nous

souvenons de leur parcours, de leurs chagrins, de leurs épreuves et de leur courage à se soulever contre l'oppression et à lutter. Je pense que le sens de la culture du souvenir ne réside pas dans la mort, mais dans le souvenir de la vie des personnes.

Il serait très bénéfique pour nos camarades occidentaux d'apprendre de nos expériences d'oppression et de libération, d'y participer et de construire leurs propres expériences à partir d'exemples concrets plutôt que de se contenter d'être des critiques en chambre ou de fermer les yeux.

Dans ce contexte, je ne comprends pas très bien comment on peut se dire anarchiste ou antifasciste, dire « plus jamais ça » – et pourtant ne pas voir l'invasion fasciste et la résistance antifasciste héroïque qui se déroulent actuellement en Ukraine. Comment peut-on refuser de s'impliquer ?



SOLIDARITÉ
INTERNATIONALISTE

En détruisant systématiquement des infrastructures vitales pour la fourniture d'électricité, de chauffage et d'eau, l'armée de Poutine vise explicitement la population civile dans l'espoir de briser sa résistance. Voici l'appel à la **solidarité** qu'adresse *Soyez comme nous sommes*, le mouvement syndical ukrainien d'infirmières et de travailleur•euses de la santé :

« Les hôpitaux sont mal équipés en générateurs, surtout hors de Kyiv et des grandes villes, et en fonction des besoins et de nos moyens nous livrons des générateurs aux hôpitaux et surtout à certains services (cardiologie etc.) qui en ont le plus besoin. Il s'agit de préserver des vies. Les membres de notre syndicat recensent les besoins et font ce qui est possible pour y répondre. Mais c'est très difficile de répondre à toutes les demandes.

Oksana Slobodyana, présidente de *Soyez comme nous sommes*, le 19 février 2026

Les Ukrainiennes et les Ukrainiens vivent un hiver très rigoureux, durant lequel la température a chuté jusqu'à - 30° C. Faute d'électricité, non seulement la vie quotidienne devient éprouvante, mais des services essentiels tels que l'enseignement et la santé sont ébranlés. La vie des civils est en jeu.

Une campagne internationale de solidarité pour l'achat de générateurs s'est spontanément engagée. L'aggravation des destructions des installations énergétiques nécessite une amplification de cette campagne.

Nous nous adressons à toutes celles et ceux qui considèrent que la population civile de l'Ukraine, pour résister à l'agression poutinienne, a besoin non seulement d'une défense anti-aérienne afin de s'opposer aux raids aériens de toute nature, mais d'un soutien aux infrastructures civiles essentielles. Il y a évidemment urgence. C'est le sens de l'appel de *Soyez comme nous sommes*.

Victor Aubert, IA appliquée au diagnostic ; **Pedro Bausero**, médecin-chercheur, Sorbonne Université ; **Abraham Behar**, président de l'Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire (AMFPGN) ; **Jean-Michel Benazeraf**, médecin urgentiste ; **Alexandra Boussuge**, infirmière libérale ; **Vincent Buard**, médecin généraliste ; **Michèle Capdet**, infirmière puéricultrice, Croix-Rouge Française ; **Patrick Chemla**, psychiatre et psychanalyste ; **Olivier Dumont**, praticien hospitalier, centre hospitalier Bugey-Sud ; **Danielle Gaudry**, gynéco-obstétricienne ; **Delphine Glachant**, psychiatre, vice-présidente de l'Union syndicale de la psychiatrie ; **Jean Louis Fiore**, médecin généraliste ; **René Frydman**, gynécologue-obstétricien, professeur émérite ; **André Grimaldi**, professeur émérite, CHU Pitié-Salpêtrière ; **Albert Herskowitz**, médecin, porte-parole de Memorial 89 ; **Martine Lalande**, médecin généraliste ; **Myriam Lescop**, sage-femme ; **Jonathan London**, médecin interniste, hôpital Diaconesses-Croix Saint Simon ; **Pierre Paresys**, psychiatre de secteur, vice président de l'Union syndicale de la psychiatrie ; **Raphaël Pitti**, médecin humanitaire, président de Husome France ; **Patrick Silberstein**, médecin généraliste ; **Caroline Storey**, pédiatre, hôpital Robert Debré ; **Nora Tenenbaum**, médecin rhumatologue ; **Aurélie-Anne Thos**, infirmière, hôpital Tenon ; **Ramon Vila**, co-secrétaire de la fédération SUD Santé Sociaux

Soutenez la campagne d'achats de générateurs électriques pour l'Ukraine

(les dons aux associations d'intérêt général ouvrent droit à une réduction d'impôts. Le RESU-France fournira un reçu fiscal)

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
E mail :
Montant du don :

⇨ Par HelloAsso : scannez le QR code ou tapez :
helloasso Réseau de solidarité avec l'Ukraine



⇨ Par virement : compte « RESEAU DE SOLIDARITE AVEC L UKRAINE »
IBAN : FR76 1027 8060 5400 0209 5630 145
BIC : CMCIFR2A

⇨ Par chèque à l'ordre de RESU-France à envoyer à :
RESU-France c/o Hervé VULLION
212, avenue du Maine – 75014 PARIS

✉ ukrainesolidaritefrance@gmail.com – <https://www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225>

Des générateurs
pour les hôpitaux d'Ukraine

Une campagne du RESU



Sauvons Azat Miftakhov

Une déclaration de l'Union syndicale Solidaires



Le régime de Poutine poursuit la guerre et l'occupation militaire en Ukraine, et exerce une féroce répression envers les dissidentes et dissidents

Liberté pour Azat Miftakhov !

Azat Miftakhov est un mathématicien russe, emprisonné par le régime de Poutine depuis 2019 pour s'être simplement intéressé à d'autres modèles politiques que celui du Kremlin. La situation d'Azat Miftakhov est particulièrement emblématique de la définition du « prisonnier politique », car il est à ce point innocent de tous les crimes imaginaires dont on l'accuse que le pouvoir a cherché pendant deux ans comment inventer des motifs pour le mettre en prison.

Azat Miftakhov vient d'être transféré dans une prison de haute sécurité, au-delà du cercle polaire, sans droit de correspondance ni de visite. Sachant que cette prison est celle où a été assassiné Navalny, on peut craindre pour sa vie.

L'Union syndicale Solidaires, membre du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#), dénonce cette nouvelle mesure liberticide du régime en place en Russie. Nous affirmons notre solidarité avec celles et ceux qui, en Russie s'opposent à l'autoritarisme du pouvoir, aux déserteurs qui refusent la guerre menée en Ukraine, aux peuples opprimés par l'impérialisme russe, à celles et ceux qui, de l'exil, poursuivent le combat pour l'émancipation sociale.



Azat Miftakhov est en danger de mort

contribuons à la sauver en faisant connaître sa situation le plus largement possible !

Le 22 avril 2026

Union syndicale Solidaires – 31 rue de la grange aux belles, 75010, Paris – www.solidaires.org – contact@solidaires.org



1 травня

Від Києва до Донецька...

І працівники та працівниці України захищають свої права

Ось уже чотири роки працівники та працівниці України захищають свої права перед обличчям імперіалістичної агресії Російської Федерації, право на незалежність своєї країни та її суверенітет, а також свої соціальні та демократичні здобутки. Їхні здобутки знаходяться під загрозою як через ультраліберальні заходи уряду Володимира Зеленського та його прем'єр-міністра Юлії Свириденко, так і, насамперед, через фашистський режим Путіна, який у самій Росії позбавляє населення найелементарніших демократичних свобод, репресує та вбиває будь-яку опозицію.

З початку агресії сотні тисяч найманих працівників приєдналися до Збройних сил України. Багато з них були членами профспілок, і їхні профспілки підтримують їх на фронті, надаючи матеріальну та моральну допомогу. Багато хто з них сьогодні об'єднується у профспілки військових (такі як ті, що з 2014 року об'єдналися у «Ветеранку»); призовники також захищають права ЛГБТ у лавах армії. Залізниця, університети, лікарні... Проте, незважаючи на смертоносні російські бомби, українці та українки не відмовляються від класової боротьби. Вони чинять опір антисоціальному атакам української олігархії та уряду Свириденко-Зеленського. Їхні профспілкові організації виступають проти скасування Трудового кодексу, закриття шкіл чи лікарень...проти корупції.

На підприємствах та в державних службах боротьба триває. Так, залізничники здобули перемогу і домоглися виплати того, що їм

належало згідно з колективним договором з компанією «Укрзалізниця». Ігор Старосік, залізничник із Кривого Рогу, разом зі своїм профспілковим об'єднанням КВПУ переміг залізницю і домогся виплати компенсації за час хвороби.

У Києві 1 000 студентів і студенток Київського національного університету імені Тараса Шевченка, на заклик своїх профспілкових організацій, мобілізувалися проти сексистського насильства з боку ректора та з метою його відставки, захопивши ректорат. Медичні працівники захищають систему охорони здоров'я, яка перебуває під загрозою як через російську агресію, так і, як у Франції, через заходи жорсткої економії. Ми вітаємо скасування звільнення 40 лікарів швидкої допомоги з Мирнограда в Донецькій області, яких підтримала профспілка медичних працівників «7» (яку підтримує RESU). Незважаючи на війну та воєнний стан, що перешкоджає профспілковій діяльності, український профспілковий рух бореться за свободу, демократію та свої соціальні вимоги.

І здобуває перемоги!

Український робітничий рух живе і бореться!

Міжнародна солідарність з працівниками та працівницями України!

Франція, 1 травня 2026 року



Ілюстрація : Катерина Грицева

**Французький комітет Європейської мережі солідарності з Україною (RESU) :
ukrainsolidaritefrance@gmail.com**

**Pour un 1^{er} Mai
solidaire de l'Ukraine résistante**

Un tract du Comité français du RESU



Solidarité syndicale avec l'Ukraine

Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine
à télécharger

Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine Bulletin syndical

Janvier-mars 2026

NUMÉRO 18

[Politique de l'ENSU en matière de médias publics](#)



Une équipe des infrastructures de Kyïv en train de réparer une conduite d'eau endommagée par une attaque de drone ou de missile russe

Dans ce numéro

Bienvenue dans l'édition de janvier-mars 2026 du bulletin syndical ENSU-RESU. Nous vous prions de nous excuser pour ce retard de publication. Celui-ci est dû au travail nécessaire à l'organisation d'une délégation ukrainienne pour participer à la Première Conférence internationale antifasciste pour la souveraineté des peuples, qui s'est tenue à Porto Alegre, au Brésil, du 26 au 29 mars.

L'ENSU a estimé qu'il était très important, pour une conférence qui a rassemblé entre 5 000 et 6 000 opposants à la menace croissante du fascisme et de l'extrême droite, venus de plus de 40 pays, d'entendre directement les représentants des syndicats et de la gauche ukrainiens parler de la résistance de leur peuple face à la variante du Kremlin de ce fléau.

Dans le prochain numéro de notre *Bulletin syndical*, nous publierons un compte rendu complet des résultats obtenus par la délégation ukrainienne à Porto Alegre pour la cause des droits nationaux et sociaux de leur pays.

Ce numéro se concentre sur la tentative de la Russie de contraindre l'Ukraine à la soumission en menant une guerre d'extermination contre ses infrastructures électriques, hydrauliques, de transport et de communication. Son thème sous-jacent, qui ressort clairement de la couverture du prix effroyable payé par les cheminots du pays, est que la solidarité de la classe ouvrière et des syndicats avec l'Ukraine, bien que déjà importante à ce jour, doit être redoublée.

De son côté, le syndicat ukrainien du secteur de la santé *Soyez comme nous sommes* donne un bel exemple de solidarité internationale, comme en témoignent ses messages de solidarité adressés aux luttes de ses camarades travailleurs de la santé à New York et à Buenos Aires.

Nous consacrons également un dossier aux luttes du mouvement féministe ukrainien, très dynamique, à travers des entretiens avec l'Atelier féministe et Ivanka, une membre de *Solidarity Collectives* qui décrit en détail les défis auxquels est confrontée une femme soldat sur la ligne de front. Nous vous présentons à nouveau nos excuses pour le retard de ce numéro.

Sommaire

Éditorial : Soutenez dès maintenant les travailleurs et travailleuses d'Ukraine 1	2-4	Luttes des femmes en Ukraine	28-41
La guerre criminelle de la Russie contre les infrastructures ukrainiennes	5-10	Luttes étudiantes en Ukraine	42
Luttes ouvrières en Ukraine – secteur de la santé	11-15	Autres actualités et analyses sur l'Ukraine	43-52
Campagne : Halte aux importations de combustibles fossiles russes	16-19	Solidarité (actualités)	53-57
Autres luttes ouvrières en Ukraine	20-27	Solidarité (collectes de fonds)	58
		Luttes ouvrières en Biélorussie	59-60
		Pour en savoir plus	61

Europe Orientale & Europe du Nord



Interview avec Aliaksandr Yarashuk, président du Congrès biélorussien des syndicats démocratiques (BKDP)¹

Vous avez été emprisonné dans des conditions éprouvantes avec très peu de contacts avec l'extérieur. Quelles ont été vos impressions une fois la liberté retrouvée ?

Vous savez, l'histoire s'accélère. On le ressent très fort quand on passe trois ans et demi en prison. Malheureusement, le monde a changé pour le pire, il ne peut y avoir d'autre appréciation. Et par endroits la dégradation est vertigineuse.

Le droit international est ouvertement remis en question, les droits et libertés des citoyens sont ostensiblement piétinés. Sous nos yeux, les gens

1. Extraits de l'entretien d'Aliaksandr Yarashuk, réalisé à Brème en Allemagne en avril 2026. Président du BKDP, Aliaksandr a été expulsé de son pays en septembre 2025 après avoir passé trois ans et demi en prison. Nous avons choisi les passages ayant trait à la situation internationale et à la guerre en Ukraine. On pourra se reporter à l'intégralité de l'entretien en cliquant [ici](#).

sont privés de leurs droits fondamentaux.

Il existe désormais une menace directe pour la liberté et la démocratie, même dans les pays qui semblaient en être des bastions inébranlables. Notre certitude était que ces pays pouvaient générer de façon durable les principes de la démocratie afin que l'accès aux droits et libertés s'améliore dans différents pays, sur différents continents. Aujourd'hui, tout cela est fortement remis en question. C'est le défi auquel nous faisons face.

Comment regardez-vous rétrospectivement la contestation populaire des élections truquées de 2020 ?

En 2020 le peuple biélorusse a fait sa révolution de la Dignité. Pour la première fois depuis des décennies, les gens ont senti qu'ils pouvaient assumer la responsabilité de leur propre destin collectif, de vivre dans la liberté et la démocratie. Cela s'est accompagné d'une renaissance sans précédent de la conscience nationale. [...]

Votre position dénonçant immédiatement l'agression russe contre l'Ukraine a-t-elle pesé dans votre condamnation ?

« Le Bélarus est coagresseur
dans cette guerre »

L'Espace international de la CGT



Je sais avec certitude, on me l'a clairement laissé entendre, que la décision de m'arrêter a été motivée par le fait que je me suis dressé ouvertement contre la guerre, contre l'agression de la Russie et du Bélarus en Ukraine. Le Bélarus est coagresseur dans cette guerre.

Cette guerre nous montre à quel point de tels régimes politiques sont dangereux. Parce qu'ayant accumulé le potentiel d'agression, ayant réprimé leur propre peuple, les travailleurs, ils passent inévitablement de la violence à l'intérieur du pays à l'agression vis-à-vis de l'extérieur.

Le désir des dirigeants actuels de la Russie de restaurer l'empire les a conduits à commettre l'irréparable. La guerre est aussi le moyen de détourner les travailleurs des problèmes internes du pays, des bas salaires, des conditions de travail indignes, de la violation des droits. Et il n'y a pas d'autres explications que celles-ci quant aux raisons de cette guerre déclenchée par la Russie.

Si la Russie l'emporte, nous pouvons affirmer avec certitude qu'elle ne tardera pas à poursuivre son expansion militaire vers d'autres pays voisins. Et son allié le plus proche, le Bélarus, dispose maintenant d'armes nucléaires. Nous sommes immensément préoccupés par cela.

Hier encore la prolifération des armes nucléaires semblait impensable, impossible. Des événements historiques de première importance se sont déroulés dans les années 1990 quand ces armes ont été retirées du territoire de l'Ukraine et du Bélarus. Aujourd'hui, l'Ukraine résiste à l'agression militaire de la Russie et du Bélarus et les armes nucléaires ont fait leur retour au Bélarus. À ma sortie de prison, j'ai été

tout simplement stupéfait de constater à quel point les menaces émanant de notre région se sont accrues.

[...] Les régimes antidémocratiques et autoritaires ont dans leur ligne de mire les libertés syndicales, le travail décent, l'interdiction du travail forcé. Il va falloir défendre tout cela dans une lutte acharnée. Je pense qu'aujourd'hui, il est plus important que jamais que les travailleurs de tous les pays manifestent leur solidarité dans la lutte pour leurs droits.

Et quel avenir pour le Bélarus ?

Le Bélarus sera sans aucun doute un pays libre et démocratique. Mais il faut imaginer l'ampleur des transformations à réaliser, puisque le pays traverse une crise systémique.

Personnellement, je n'ai aucun doute sur le fait que les manifestations de 2020 représentent un événement clé. La colonne vertébrale de ce système inhumain a été brisée, mais le régime a été sauvé par l'agression militaire russe contre l'Ukraine. Je reste toutefois persuadé que nous assistons en réalité à son agonie.

Je crois que cette guerre ne se terminera pas bien pour le régime russe non plus. Des changements importants auront lieu dans mon pays ainsi qu'en Russie : il faut s'y tenir prêts.

Il y a une expression chez moi : «Les morts s'agrippent aux vivants.» Ces deux régimes ont fait leur temps, ils sont morts, mais ils s'accrochent à la vie de toutes leurs forces. Ils veulent anéantir tout potentiel d'avenir, mais je crois fermement que leur temps est compté.

Le père de Dima,
anarchiste russe tué au combat
sous l'uniforme ukrainien, raconte



Une coédition Éditions Syllepse (Paris) et Page 2 (Lausanne)

avec le concours de Sophie Bouchet-Petersen, Clara Brissaud, Patricio Calderon, Pierre Chamechaude, Bernard Dréano, Claude Deleville, Nico Dix, Jacques Kirsner, Michel Lanson, Anne Le Huérou, Irène Paillard, Bernard Randé, Mariana Sanchez, Laurent Vogel, Hervé Vullion, l'Alliance européenne des citoyens, les comités belge et français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, le Réseau Bastille, Solidarity Collectives, Ukraine CombArt, l'Union syndicale Solidaires. Traduit du russe par Clara Brissaud. Préface par Pierre Chamechaude et Bernard Dréano. En librairies le 15 mai 2026.



Les causes communes réclament des combats communs : soutien à l'Ukraine et aux opposants russes

Si, dans la guerre de la Russie contre l'Ukraine, n'était posée que la question du soutien au peuple ukrainien debout contre l'envahisseur, il n'y aurait guère de doute sur la direction que devraient prendre notre réflexion et nos discussions. Il conviendrait d'estimer la meilleure façon de soutenir l'État ukrainien lorsqu'il sert le peuple ukrainien dans son combat, et d'en dénoncer les faiblesses ou les intérêts divergents dans le cas contraire. Il faudrait aider la population ukrainienne à s'organiser, mais aussi à surmonter les épreuves épouvantables de la guerre, par le soutien matériel et moral, par le soutien politique dans notre propre sphère.

On peut dire que le RESU est entré pleinement dans ce dispositif.

Cette action, toute tournée vers le peuple agressé, suppose que nous soyons en relation constante avec les acteurs ukrainiens concernés, qu'en quelque sorte nous baignions dans le peuple ukrainien. Ceci concerne celui qui se bat sur le front (Maksym Butkevych!), qui soutient l'arrière (Soyez comme nous sommes, syndicat indépendant dans le secteur des soignants), qui agit dans la société (les différentes manifestations artistiques ukrainiennes en France), qui initie des actions, ne seraient-elles qu'humanitaires, en France, en Europe ou ailleurs (l'ambulance mitraillée, la campagne

pour les générateurs), qui relaie les témoignages de toutes sortes provenant d'Ukraine, (réalisateurs de films, organisateurs de conférences...) qui aide les Ukrainiens contraints à l'exil, qui participe aux actions de la diaspora (Union des Ukrainiens de France), qui initie ou soutient les manifestations politiques de défense du peuple ukrainien, qui agit en ce sens en direction de ses élus et de son État.

En raison même de cette ambiance, que nous arborons souvent nous-mêmes sous la forme du bleu et jaune, il nous est moins naturel de nous tourner vers le peuple russe.

Tout d'abord et principalement parce que c'est le peuple «de» l'État agresseur. Cette préposition a une polysémie commode, mais qui conduit à la confusion. Le peuple n'appartient pas à cet État, quand bien même il vit dans ses frontières et dans son Histoire. En revanche, cet État l'utilise évidemment comme un outil, soit qu'il l'ait partiellement aliéné, soit qu'il l'ait tout simplement mis dans les fers. Et lorsque la Russie utilise les chaînes et les barreaux de prison, il est à penser que c'est faute d'une emprise idéologique suffisante.

Or, d'une part, les mêmes raisons qui nous font défendre le peuple ukrainien doivent nous faire défendre le peuple russe. Cette défense sera globalement moins chimiquement pure, mais

laquelle l'est parfaitement? D'autre part, pour défendre le peuple ukrainien, il est nécessaire de défendre toutes les tentatives, même épi-sodiques, même disséminées, de Russes qui, par leur combat, affaiblissent le régime agresseur. C'est le bon sens même.

Les difficultés ne sont pas minces. Il existe des organisations qui maintiennent le cap. Russie Libertés, par exemple, tout en menant des campagnes en faveur des droits de l'être humain en Russie, apporte son soutien à l'Ukraine et aux peuples victimes du Kremlin, soutien y compris matériel. Une organisation comme Memorial a été créée en Russie, avant d'y être interdite, mais après avoir essaimé dans d'autres contrées. Bien entendu, des organisations internationales comme Amnesty maintiennent leur défense des droits de l'être humain en Russie. La caractéristique de ces associations est qu'elles sont interdites ou inexistantes en Russie même. C'est l'une des difficultés.

Une conséquence de cet état de fait : nous ne sommes en relation, à de rares exceptions près, qu'avec des organisations ou individus exilés. Et le plus souvent exilés pour leur opposition à la guerre en Ukraine, à la politique de Poutine, ou simplement à la défense des droits syndicaux, politiques ou « démocratiques » (au sens des droits démocratiques) dans leur pays.

Quand ils ne sont pas exilés, ils sont persécutés, en prison ou assassinés. Les défendre est une gageure.

Azat Miftakhov est un mathématicien qui, au moment de soutenir sa thèse, en 2018, a été arrêté pour avoir créé un syndicat dans son université. Il a été condamné pour « terrorisme » en 2021. Il est en prison depuis huit ans, et vient d'être transféré dans la prison où Navalny a été extrêmement probablement empoisonné.

Cette unité de lieu est instructive. Que l'on soit un militant syndicaliste, comme Miftakhov, ou un opposant politique libéral, comme Navalny, la répression est la même. Nous devons apprendre cette chose de Poutine : la liberté ne devrait avoir qu'un visage, comme la prison politique n'en a qu'un.

L'organisation Solidarité FreeAzat et l'organisation Ukraine CombArt ont co-organisé une soirée de projections de films, dont il a été rendu compte au sein du RESU. Cette fraternité dans la solidarité est un bel exemple de ce que nous devons faire. Nous pouvons nous saisir du cas d'Azat Miftakhov comme nous nous sommes saisis de la situation de Maksym Butkevych. Nous n'avons pas à craindre de partager la victoire, car nous aurons partagé le combat.

Bernard Randé¹



1. Bernard Randé est membre du Comité français du RESU et du comité Free Azat.



«Tchernobyl, on n'oublie pas, on ne pardonne pas»

Lesquare Taras-Chevchenko, charmant jardin adossé à la cathédrale Saint-Vlodymyr-le-Grand - rendez-vous traditionnel de la manifestation hebdomadaire de l'Union des Ukrainiens de France - était plein en ce samedi 25 avril 2026.

le 40^e «anniversaire» de la catastrophe de Tchernobyl, survenue le 26 avril 1986.

L'Union des Ukrainiens de France, mais aussi le RESU, Ukraine Comb'Art, PLU, Kalyna, etc., avaient répondu à l'appel.



À l'appel de l'ICUV (International Center for Ukrainian Victory) et parrainé par Oleksandra Matviitchouk, Prix Nobel de la paix 2022, des initiatives célébraient, partout en Europe,

La manifestation s'élançait donc sur le boulevard Saint-Germain en direction de la place Saint-Michel. Quoique modeste, le cortège était très combatif. Aux mots d'ordre

traditionnels répondait un «Tchernobyl, on n'oublie pas, on ne pardonne pas, solidarité avec l'Ukraine» de circonstance, s'attirant la sympathie d'un public nombreux déambulant sur les trottoirs en ce beau jour de printemps.

Galia Ackerman fut la première à prendre la parole, à l'arrivée, devant la fontaine Saint-Michel. L'historienne, dont le dernier livre *Le KGB à Tchernobyl*, s'appuie sur les archives publiées en 2019 par les autorités ukrainiennes, démontre comment le KGB, force répressive et pouvoir technocratique, avait de la construction jusqu'à la liquidation après la catastrophe, orchestré tout le processus de décomposition du régime soviétique finissant.

En révélant la filiation entre ce processus et le régime de Vladimir Poutine, Galia Ackerman rappelait l'actualité de Tchernobyl.

Les élue-s parisiens Geneviève Garrigos et François Béchiau ont insisté sur l'urgence du soutien des gouvernements européens à la résistance ukrainienne.

François Grunewald, directeur scientifique du groupe Urgence et réhabilitation-développement, fit son intervention en costume de liquidateur. Ce simple artifice nous rappelait l'horreur d'une des plus grandes catastrophes de notre temps. Il s'est attaché à illustrer - à travers Tchernobyl, la destruction du barrage de Kakhovka -, la sentence, paraphrasant Brecht, inscrite sur la pancarte qu'il portait au cou : «Le ventre est encore fécond d'où surgit... le nucléaire!»

Albert Herszkowicz a détaillé les incidences sur la santé des populations touchées par l'explosion du réacteur. Il a ensuite analysé comment, en France, le professeur Pellerin, représentant français à l'ONU pour les questions nucléaires, avait conduit à minimiser la dangerosité des retombées de Tchernobyl.

Florent Murer, de Kalyna, a rappelé le non-respect du mémorandum de Budapest et la pression permanente mise par le pouvoir du Kremlin autour de la centrale de Zaporijjia et le chantage à l'arme atomique.

Vitalii Osipa, élu de Fontenay-sous-Bois (qui comme sa voisine Nogent-sur-Marne abrite une communauté ukrainienne très active dans la solidarité), a évoqué le traumatisme encore présent dans la société ukrainienne.

Pour le RESU, Hugues Joscaud, après avoir appelé les manifestants à participer au défilé du 1^{er} Mai où l'Union des Ukrainiens de France tiendra un point fixe, a résumé les différentes interventions élargissant le propos à tous les écides engendrés par la guerre de Poutine.

Invité par Kalyna, un droniste ukrainien, après avoir remercié les manifestants pour leur soutien à la résistance ukrainienne, a entonné, avec Jean-Pierre Pasternak, l'hymne *Chtche ne ymer-la Oukraïna* («L'Ukraine n'est pas morte»).

Hugues Joscaud¹

1. Hugues Joscaud est membre du Comité français du RESU.

PAROLES
D'UKRAINE

Y a-t-il une issue à la crise ?

Vitaliy Dudin¹

Le parlementarisme ukrainien est-il encore vivant ? Les rumeurs provenant de la Verkhovna Rada concernant des député·es qui se seraient « lassé·es » d'exercer leurs fonctions après sept (!) années de mandat ont suscité toute une série de réflexions pessimistes. Même le président de l'Ukraine a exprimé son inquiétude face à une éventuelle démission des élu·es, ce qui témoigne de signes réels d'une crise politique. Mais qu'est-ce qui se cache derrière tout cela ? Divers facteurs ont conduit à cette crise : le caractère périphérique de notre économie, la forme particulière des relations entre les pouvoirs, ainsi que les intérêts personnels des député·es. La crise s'est aggravée en raison de la tentative du gouvernement de faire passer les réformes fiscales exigées par le FMI, sans lesquelles le financement des besoins de l'État est menacé. Parallèlement, les parlementaires perdent toute motivation à travailler de manière disciplinée sans la perspective de recevoir des « primes » en liquide. Cependant, tous ces problèmes ne semblent être que les symptômes d'un mal plus profond : le capitalisme oligarchique a fait son temps, et le Parlement est inca-

pable de mener les réformes qui serviraient les intérêts de la société.

Ce qu'exige le FMI

Un débat animé concernant la nouvelle tranche du FMI de 8,1 milliards de dollars a lieu actuellement : il est question de l'introduction de la TVA pour les travailleuse·s indépendant·es, de taxes sur le commerce via des plateformes telles qu'OLX, de « prix du marché » de l'électricité inabordable pour la population, ainsi que de nombreuses autres décisions susceptibles d'enfoncer le peuple ukrainien dans l'endettement, de vider de sa substance l'idée même d'État social et, par conséquent, d'affaiblir la capacité à défendre sa souveraineté.

Le gouvernement présente l'approbation du programme du FMI comme une simple preuve de bonnes relations avec le monde. Mais derrière ces déclarations se cache une autre réalité : la politique économique du pays est de plus en plus déterminée non pas par la demande sociale, mais par les exigences des créanciers extérieurs. Et c'est précisément au moment où des millions de personnes ont perdu leur logement, leurs revenus et leur sentiment de sécurité que l'État est poussé à s'engager sur la voie de l'austérité. Ces changements risquent de nuire le plus aux personnes défavorisées, même si les petites entreprises subiront également des répercussions négatives.

La réaction de l'establishment politique ukrainien face à ces exigences est particulièrement révélatrice. Le Parlement, qui devrait être le lieu de représentation des intérêts de la société, se décharge en fait de ses responsabilités.

1. Vitaliy Dudin est porte-parole de Sotsialnyi Rukh. Publié le 26 mars 2026 par <https://rev.org.ua/news/>. Traduction Patrick Le Tréhondat.

Les député-es ne sont pas prêt-es à voter ouvertement en faveur de décisions antiso-ciales – telles que le renforcement de la pression fiscale sur les travailleur-euses indépendant-es plutôt que sur le grand capital.

Il est vrai que le rejet catégorique de l'idée d'augmenter les impôts pour les entreprises correspond peu à la réalité: la guerre crée les conditions objectives d'une mobilisation fiscale. Si les député-es souhaitaient protéger les petits entrepreneur-es et les travailleur-euses indépendant-es, ils devraient plaider en faveur d'une imposition adéquate du grand capital. Mais ils ne proposent aucune alternative aux plans du FMI.



La crise de légitimité est-elle déjà là ?

L'instinct de survie des parlementaires renforce leur réticence à voter en faveur des initiatives du gouvernement (rédigées, bien sûr, à l'étranger). Le gouvernement souhaite leur faire porter la responsabilité des conséquences négatives de l'adoption du paquet de réformes du FMI.

L'impossibilité de rassembler les voix s'explique aussi autrement: en raison de l'attention portée par la NABU et la SAP [agences anti-corruption] aux député-es, ceux-celles-ci ont cessé de recevoir des «primes» en liquide, ce qui a fait disparaître leur motivation à voter. Cette explication est plausible, car le corps des député-es n'est en aucun cas composé de personnes idéologiques, mais d'égoïstes intéressés.

La question se pose de savoir dans quelle mesure le Parlement lui-même est légitime. Cet ensemble d'individus est loin de représenter



le peuple qui se bat et travaille avec abnégation. Au cours des années d'invasion, la société ukrainienne a subi une profonde transformation et s'est enrichie d'une multitude de héros et d'héroïnes, mais ce sont toujours les mêmes serviteurs bornés du capital qui siègent à la Verkhovna Rada.

Le décalage total entre la 9^e législature et la classe ouvrière est particulièrement frappant, elle ne tient absolument pas compte des intérêts des salarié-es qui contribuent à la préservation de l'État et dont sont issus, pour la plupart, les soldat-es. Cela se manifeste comme suit: si un consensus s'est dégagé au sein de la Rada sur l'inadmissibilité d'une augmentation des impôts pour les entreprises, les voix en faveur des travailleur-euses sont quant à elles pratiquement inaudibles. L'attitude à l'égard du nouveau

Code du travail de l'Ukraine, qui a été approuvé à la quasi-unanimité lors de la réunion de la commission compétente, est révélatrice. La sacralisation des droits des entrepreneur·es et le mépris des problèmes des travailleur·euses constituent un indicateur clair de classe que servent toutes les fractions de la Verkhovna Rada.

Le tableau d'ensemble

En somme, ce Parlement est incapable de générer des idées progressistes et est insensible à la souffrance des gens ordinaires, et sa capacité d'action est remise en question. Cette situation rend l'Ukraine extrêmement vulnérable face aux défis actuels. Seule la prise de conscience du rejet total par la société des idées libertariennes et de soumission au marché oblige les député·es à s'abstenir de voter des lois qui profitent ouvertement aux employeurs ou aux créanciers. Les député·es sont contraints de faire preuve d'une certaine prudence en raison de la reprise des retransmissions des séances de la Verkhovna Rada, qui constituent un levier de contrôle démocratique.

Le déclin de l'industrie, combiné à la politique anti-ouvrière du pouvoir, les obligera à accepter les exigences du FMI, peut-être moins radicales que celles en cours. Compte tenu des efforts visant à préserver l'inviolabilité des biens des capitalistes, l'Ukraine a cruellement besoin de financements extérieurs.

Dans ce contexte, le nouveau programme du FMI ne résout pas le problème clé: la dépendance à l'égard de la dette. Il la renforce. L'Ukraine continue de suivre une trajectoire où

les nouveaux crédits servent à rembourser les anciens, tandis que la question de l'annulation de la dette extérieure est reportée.

Des facteurs mondiaux viennent compliquer davantage la situation. L'escalade au Proche-Orient, y compris la guerre des États-Unis contre l'Iran, a conduit à revoir la politique de sanctions et à réintroduire les ressources énergétiques russes sur les marchés mondiaux. Cela affaiblit la position de l'Ukraine et réduit son pouvoir de négociation, rendant sa dépendance vis-à-vis des financements extérieurs encore plus profonde.

Au final, nous nous retrouvons dans un cercle vicieux: le gouvernement contracte de nouveaux emprunts, le coût social de cette politique augmente, et le Parlement n'a d'autre choix que d'approuver des idées imposées, allant ainsi à l'encontre des intérêts de la majorité de la population. Mais les plus grands problèmes sont causés par le Conseil des ministres, qui cède ouvertement les intérêts de l'Ukraine aux grandes entreprises, échappe à tout contrôle public et, comme l'ont montré les événements récents, ne s'appuie pas sur la coalition. Si les député·es souhaitent relancer le système, ils et elles doivent poser la question d'un changement de gouvernement, qui conduit le pays sans contrôle vers une impasse.

Une voie alternative

Étant donné que des élections sont actuellement impossibles, la sortie de cette crise se situe sur deux plans.

Premièrement, il s'agit de la démission du Conseil des ministres de l'Ukraine, associée à



une démocratisation radicale. La composition actuelle du Conseil des ministres est infiltrée par des agents du capital oligarchique et transnational. L'histoire de la Première ministre Yulia Svyrydenko, qui perçoit de la Kyiv School of Economics des honoraires supérieurs à son salaire, est révélatrice. La nomination de nouveaux ministres doit s'accompagner d'un débat public sur les candidatures lors des réunions des commissions parlementaires, avec la participation obligatoire de représentants des travailleur·euses. Afin de réduire les risques liés à la concentration du pouvoir entre les mains d'un Parlement dont le mandat a expiré, il convient de mettre en œuvre (1) le transfert de mécanismes d'actions concrètes au niveau des collectivités locales, (2) l'implication des collectifs de travailleur·euses dans la gestion des entreprises stratégiques, (3) le refus de prendre des décisions d'importance sociale sans consultation préalable des syndicats.

Deuxièmement, la cessation de la coopération avec le FMI et la mobilisation des réserves internes de l'économie. Rien qu'en 2025, l'Ukraine a consacré des centaines de millions de dollars au remboursement de ses dettes envers le FMI. Si l'État renonce à rembourser ces prêts, la coopération avec le Fonds sera probablement remise en question. Dans ce cas, il est vital de redresser l'économie par le biais de sa socialisation : il s'agit d'une fiscalité progressive sur les revenus, du transfert des entreprises stratégiques dans le giron de l'État (l'exemple positif

d'Ukrnafta² sert de référence) et d'une limitation stricte de la rémunération des dirigeants des monopoles (actuellement les revenus se chiffrent en millions, comme ceux du directeur général d'Ukrposhta³, sapent les fondements de la justice). Les fonds ainsi obtenus doivent être affectés à la création d'emplois hautement rémunérés, à la réindustrialisation et aux besoins des Forces armées ukrainiennes.

Seule la combinaison de ces deux axes est capable de briser la logique de dépendance dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Ukraine. Sans contrôle démocratique par le biais d'une représentation politique des collectifs de travailleurs à la base, toute « réforme » restera un instrument de redistribution au profit du grand capital, et sans changement de modèle économique, même la plus large participation politique ne donnera pas de résultats tangibles pour la majorité, c'est-à-dire précisément pour les travailleur·euses.

La ligne de conduite actuelle, imposée sous le prétexte de la « stabilisation », perpétue en réalité les inégalités et fait peser le fardeau de la guerre sur ceux qui ont déjà payé le prix fort. Il n'y a ni place ni temps pour les illusions : soit un enfoncement plus profond dans la dépendance à l'endettement et le démantèlement de l'État social, soit la construction d'une alternative fondée sur les intérêts du travail, la solidarité sociale et une véritable souveraineté économique.

2. NdT. En 2022, en raison de plusieurs scandales de corruption, la société pétrolière d'Ukrnafta a été nationalisée.

3. NdT. Entreprise publique ukrainienne chargée de la distribution du courrier.

Et ce choix ne peut être délégué ni au gouvernement, ni aux institutions internationales. Il doit faire l'objet d'une lutte politique au sein du pays - une lutte pour déterminer qui, et dans l'intérêt de qui, décidera de l'avenir de l'Ukraine.

Du même auteur

« Ukraine. Les héros des infrastructures cesseront-ils d'être maltraités en 2026 ? »

« Kyiv en état d'urgence : comment le capitalisme sauvage aggrave la destruction »

« Pourquoi Zelensky a-t-il remanié le gouvernement ? »

« La résistance sociale des cheminots »

« Qu'est-ce qui empêche la fin de la guerre en Ukraine ? Deux problèmes principaux »

« Cinq problèmes concernant l'accord USA-Ukraine sur les minéraux »

« Syndicats, déréglementation et dialogue social »

« Mobilisation nouvelle manière = crise du modèle libéral de l'emploi ? »

« Sept conclusions pour un 24 février »

« Nouvelles attaques contre le code du travail »



Victimes d'accidents du travail contre la « machine à broyer » bureaucratique

Oleksandr Kitral¹

Avec le début de la guerre à grande échelle, le nombre de personnes handicapées en Ukraine est passé de 2,7 millions à 3,4 millions. Malgré la nécessité d'améliorer le soutien aux victimes, la réalité montre qu'il existe de nombreux obstacles à l'obtention d'une aide sociale. Une telle approche est inacceptable car elle détruit la foi des gens dans la reconstruction future du pays. Dans cet article, Oleksandr Kitral raconte l'histoire de citoyen-nes qui ont été blessé-es ou ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions. Les victimes ou leurs proches ont dû se battre pendant longtemps devant les tribunaux pour obtenir une indemnisation et faire face à l'arbitraire bureaucratique des fonctionnaires.



Le tribunal a tranché

Lorsqu'un·e employé·e tente d'obtenir de son employeur une indemnisation pour des conditions de travail inappropriées ayant entraîné un accident, il ou elle se trouve dans une situation difficile, car l'employeur dispose de

ressources administratives et financières pour faire appel à des avocats qualifiés. Mais il arrive que la chance sourie aux employé-es. C'est ce qui est arrivé à Mykola Zakharets, père de deux jeunes enfants et habitant du village de Lenkovtsi, dans le district de Chepetivka, région de Khmelnytsky. Alors qu'il travaillait dans un silo, l'homme est tombé et a subi de multiples blessures. L'employeur a promis de prendre en charge tous les frais médicaux, mais a demandé à l'homme de ne pas signaler qu'il s'était blessé sur son lieu de travail. Cependant, lorsque l'employeur a pris connaissance du montant des frais médicaux, il est revenu sur sa promesse. Le directeur du silo à grains avait chargé Mykola Zakharets de nettoyer la galerie supérieure, alors que cette tâche ne faisait pas partie des fonctions de l'ouvrier. En traversant la passerelle, Mykola est soudainement tombé dans un trou et a fait une chute de six mètres sur un sol en béton. Il a ensuite dû subir plusieurs opérations dans des cliniques régionales et de la capitale, et des personnes compatissantes ont collecté des fonds pour financer son traitement. Comme l'employeur a refusé de rembourser les dommages et, selon Mykola Zakharets, l'a empêché d'obtenir une copie de son livret de travail et d'autres documents nécessaires pour obtenir des indemnités par l'intermédiaire du Fonds d'assurance sociale de l'Ukraine, l'homme a saisi la justice. D'autant plus que l'administration du service public ukrainien du travail a reconnu l'accident comme étant lié au travail. Par la suite, le tribunal interrégional, puis la cour d'appel, ont établi la responsabilité de l'employeur, qui avait fait appel à un autre ouvrier,

1. Journaliste d'investigation sociale. Publié par <https://regionews.ua/>, 4 février 2026. Traduction Patrick Le Tréhondat.



sans formation professionnelle appropriée pour entretenir le passage de la galerie supérieure. Les arguments de l'avocat de l'employeur selon lesquels la victime avait enfreint les règles de sécurité en traversant la galerie du silo à grains n'ont pas été retenus par les magistrats. Au final, Mykola Zakharets a obtenu une indemnisation d'un montant de 100 000 UAH [1 950 euros].

Aujourd'hui, Mykola, qui a été classé dans la troisième catégorie d'invalidité, élève seul ses deux fils scolarisés, tandis qu'un autre fils aîné se trouve au front. Mykola a expliqué que la collecte des documents nécessaires pour obtenir les indemnités d'assurance et pour saisir la justice lui avait demandé beaucoup d'efforts et de temps.

«Si j'avais été blessé ailleurs, ce serait autre chose. Mais ici, tout le monde a vu que l'accident s'est produit pendant le travail. Malgré

tout, j'ai dû dépenser beaucoup d'énergie: je n'ai pas apporté les bons documents, je n'ai pas signé la déclaration correctement, il fallait des témoins. Il a été très difficile d'obtenir justice», a conclu l'homme.

Ils ont défilé l'injustice systémique

L'exemple suivant montre que le système d'aide sociale en Ukraine n'est pas destiné à soutenir les citoyen·nes de manière globale. Suite à l'adoption d'une nouvelle législation, le Fonds d'assurance sociale a été supprimé à compter du 1^{er} janvier 2023 (loi 2620-IX) et ses pouvoirs ont été transférés au Fonds de pension ukrainien. Pour les personnes ayant subi un accident du travail ou devenues invalides, cela a radicalement changé la situation, car elles ont été privées de la plupart de leurs avantages.

Selon les données de l'ONG «Assemblée nationale des personnes handicapées d'Ukraine», les travailleur·euses victimes d'un accident du travail ont perdu leur aide à domicile permanente, qui était compensée par le versement de la moitié du salaire minimum, la prise en charge des frais de cure thermale, de services domestiques à hauteur du quart du salaire minimum, de soins médicaux spéciaux à hauteur du salaire minimum, de produits d'hygiène, du linge de lit et des sous-vêtements, des chaussures, des médicaments gratuits, ainsi que des allocations pour une alimentation supplémentaire prescrite par les médecins.

Refusant de se résigner à ce qu'ils considéraient comme une injustice de la part des législateurs, les victimes d'accidents du travail se sont regroupées et ont commencé à adresser des demandes à différents ministères, agences et députés. Ils et elles ont rencontré à plusieurs reprises des représentants du ministère de la politique sociale, de la famille et de l'unité de l'Ukraine, et ont obtenu de participer aux réunions de la commission de la Verkhovna Rada ukrainienne chargée de la politique sociale et de la protection des droits des ancien·es combattant·es.

L'organisatrice et leader du groupe, Anna Bal, dont le mari a également été blessé alors qu'il travaillait dans une mine et se déplace désormais en fauteuil roulant, estime que les autorités ont agi de manière injuste envers les Ukrainiens victimes d'accidents du travail.

«Nos concitoyen·nes travaillent, payent des impôts, cotisent à la Caisse d'assurance sociale et assurent leur santé. Si mon mari avait su qu'il

courait un risque élevé d'être blessé dans une mine et qu'il ne serait pas pris en charge par l'État, aurait-il accepté d'y travailler?», a demandé Anna Bal.

Elle souligne que l'État s'est engagé à indemniser les citoyen·nes pour leur perte de revenus et à créer les conditions nécessaires à une vie normale. En effet, de nombreuses Ukrainien·nes victimes d'accidents du travail sont classées dans la première catégorie d'invalidité. Au final, la lutte a porté ses fruits. Le Cabinet des ministres a adopté plusieurs résolutions importantes - n° 438 et n° 947 - et des modifications ont été apportées à la législation - loi ukrainienne 4158-IX -, ce qui a finalement permis de rétablir la majeure partie de l'aide aux victimes d'accidents du travail, qui avait été supprimée auparavant. Cela s'est produit après deux ans et demi de mobilisations actives de la part de la population. Cependant, toutes les prestations n'ont pas pu être rétablies et la lutte des citoyen·nes se poursuit.

Une aide qui n'est pas pour tout le monde

Il ne faut pas penser que l'Ukraine ne prend pas de mesures systématiques pour soutenir les travailleurs. La loi 2980-IX du 20 mars 2023 semble être une initiative vraiment significative. Son titre complet est «Loi sur l'aide financière unique pour les dommages causés à la vie et à la santé des travailleur·euses d'infrastructures critiques, des fonctionnaires et des responsables locaux à la suite de l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine». La loi stipule que si un·e employé·e d'une infrastructure



critique est devenu invalide dans l'exercice de ses fonctions, il ou elle reçoit une aide financière unique d'un montant de 200 000 à 800 000 UAH [3 900 à 7 800 euros] (en plus des prestations d'assurance). En cas de décès, les proches reçoivent 1 million d'UAH [19 506 euros]. Cependant, cette législation n'est, pour le moins, pas très efficace.

Selon les estimations du Sotsialnyi Rukh, depuis le début de la guerre totale, des centaines d'employé·es d'infrastructures critiques ont été tué·es et des milliers ont été blessé·es. Pourtant, l'aide prévue par la loi 2 980 n'a été versée que dans quelques centaines de cas. La raison principale en est la bureaucratie excessive, car l'administration publique refuse massivement de verser des indemnités aux personnes en invoquant le fait que l'entreprise n'était pas inscrite au registre des d'infrastructures critiques. Le problème est que la décision de créer ce registre a été prise par le gouvernement en avril 2023, alors que nombre d'employé·es d'entreprises stratégiques (eau, énergie, chemins de fer) qui sont désormais inscrites dans le registre des infrastructures critiques ont été tués ou blessés en 2022 et au début de 2023, c'est-à-dire avant la création du registre. Peu de leurs proches ont finalement reçu des indemnités.

Parmi ceux qui ont été privés d'indemnités figure Natalia Chevtchenko, veuve d'un employé de l'entreprise communale de production d'eau et d'assainissement d'Izioum, dans la région de Kharkiv. Le mari de Natalia, Mikhail Chevtchenko, travaillait comme mécanicien dans un garage et a perdu la vie dans l'exercice de ses fonctions le 7 mars 2022, lorsque les troupes

russes sont entrées dans Izioum. Natalia a déclaré qu'elle était convaincue à 100 % que sa famille pourrait obtenir une indemnisation, mais l'entreprise de production, de distribution d'eau et d'assainissement de la région de Kharkiv a refusé de lui verser des prestations.

Anatoliy Babitchev, conducteur de train de la société Ukrzaliznytsia, qui avait auparavant reçu la distinction nationale « Légende nationale de l'Ukraine », remise par le président Volodymyr Zelensky en mars 2022, n'a pas non plus reçu d'indemnisation. Anatoliy et sa femme Natalia ont évacué sans relâche pendant neuf jours des personnes de Kostyantynivka, Kharkiv, Kratyrsk et Lyman, malgré les bombardements. Dans la nuit du 12 au 13 mars, le train dans lequel se trouvait le couple a été pris sous le feu, et la femme d'Anatoliy a trouvé la mort. Comme Anatoliy l'a raconté, personne, ni dans les instances publiques ni au travail, ne l'a informé de la possibilité de percevoir des indemnités. Il l'a appris par hasard en février 2025 lors d'un événement organisé par le Sotsialnyi Rukh. Comme le délai de trois ans pour déposer les documents nécessaires à l'obtention des allocations expirait dans quelques semaines, Anatoliy n'a pas eu le temps de rassembler les documents requis et sa famille a finalement perdu le droit à ces allocations. Bien sûr, on peut dire que la méconnaissance de la législation est le problème d'un individu. Cependant, dans le cas présent, nous avons affaire à un système d'aide sociale qui, semble-t-il, n'est pas intéressé à informer de manière exhaustive les travailleur·euses concerné·es et les membres de leur famille.

Comment un « malentendu » bureaucratique a privé des personnes de leurs allocations

Il existe en Ukraine un autre programme important : une aide financière plus importante pour les citoyen·nes qui sont devenu·es invalides dans les zones où des combats ont lieu (ou ont eu lieu). La législation accorde à ces personnes les mêmes avantages qu'aux ancien·nes combattant·es, ce qui leur donne droit à des pensions plus élevées et à une liste élargie d'aides sociales et médicales. Mais le problème réside dans la bureaucratie excessive. Au printemps dernier, un scandale a éclaté en Ukraine parce que le statut de personne handicapée à la suite de la guerre n'était pas accordé aux habitant·es de Marioupol qui avaient été blessé·es après le 5 mars 2022. Dans l'ordre du ministère du développement des communautés et des territoires de l'Ukraine, la « fin des combats » dans la ville était fixée au 4 mars. Or, les combats à Marioupol se sont poursuivis jusqu'au 20 mai. Ce n'est qu'après de nombreuses publications dans les médias et l'indignation du public que le ministère du développement a mis à jour la date de fin de la défense de Marioupol au 20 mai.

En raison de la négligence des fonctionnaires, de nombreux habitant·es de Marioupol [réfugié·es] n'ont finalement pas pu obtenir les indemnités auxquelles ils avaient droit. Certain·es ont même perdu espoir et ont décidé de renoncer à toute tentative d'obtenir justice. L'un d'entre eux était Leonid Bezkrorny, chef du service d'orthopédie et de traumatologie pédiatrique d'un établissement médical de

Marioupol. Malgré les bombardements et le manque de médicaments, le médecin et ses collègues ont continué à fournir des soins médicaux aux habitants de la ville assiégée dès le début de la guerre totale. Le matin du 19 mars, alors qu'il se rendait à son travail, le médecin a été pris sous le feu, gravement blessé, et a ensuite dû être amputé d'une jambe. Leonid Bezkrorny a expliqué qu'une fois rétabli, il avait rassemblé les documents nécessaires, à l'exception du rapport du médecin légiste qui prouvait que sa blessure avait été causée par des éclats d'obus. Mais c'est précisément ce document qui a finalement constitué un obstacle insurmontable pour le médecin, qui a alors renoncé à toute tentative d'obtenir le statut de personne handicapée de guerre. Alors qu'il se trouvait à Tcherkassy, Leonid Bezkrorny s'est adressé à la police locale pour obtenir le rapport du médecin légiste, mais on lui a répondu de manière grossière d'aller dans la région de Donetsk ou de Louhansk pour régler toutes ses questions. Ses démarches auprès d'autres structures n'ont pas non plus abouti.

« Je ne voulais pas me battre, supplier. Il est clair que ce statut donne droit à quelque argent, à des avantages. Mais j'ai décidé que tant que la guerre dure, je préfère consacrer toute mon énergie à aider les gars au front », a conclu Leonid Bezkrorny et il a consacré tout son temps libre à des activités bénévoles.

Les exemples cités ne sont pas seulement des cas extrêmes auxquels sont confrontés certaines Ukrainien·nes. Ils reflètent la réalité peu reluisante du système actuel d'aide sociale, qui n'est manifestement pas à la hauteur des défis



actuels. Une telle approche est inacceptable, car elle sape toute confiance des citoyen·nes dans l'État en tant qu'institution. Comment une personne pourrait-elle investir ses forces dans la reconstruction et le développement du pays, sachant que ses arrières restent sans protection? Si le pire devait arriver, cette personne ou ses proches devraient-ils, comme les personnes de l'article, frapper à toutes les portes des ministères et des agences, saisir la justice pour obtenir ce qui leur est dû en vertu de la loi? À l'heure actuelle, où les personnes motivées sont le principal moteur de la reconstruction et du développement du pays, l'ensemble du système étatique devrait se concentrer sur le soutien de cette «ressource».

Perspectives ouvrières

Déclaration de fondation

À l'initiative de jeunes travailleur·euses, notamment d'anciens membres de Priama Diia, a été fondé Perspective ouvrière qui se veut un lieu d'échanges et d'études critiques sur les expériences sur les différents lieux de travail.

Les années passent, de nouvelles générations grandissent. Elles font des études, cherchent à financer leurs études ou simplement à aider leur famille financièrement – et elles entrent sur le marché du travail. Et nous faisons partie de cette génération.

Vivre sa première expérience professionnelle s'avère être une découverte quelque peu inattendue. Nous plongeons dans un abîme inconnu et obscur, dans lequel nous apprenons à survivre. Pourquoi obscur? Parce que la plupart d'entre nous, lorsque nous entrons dans le milieu de travail, ne comprenons pas pleinement quels sont nos droits en tant que travailleur·euses, quelles sont nos possibilités, et quelles sont les conséquences du fait qu'à l'école ou à l'université, on ne nous a pas expliqué ce que l'ignorance de ces droits et possibilités allait nous coûter.

En conséquence, les jeunes travailleur·euses ordinaires (mais aussi les plus âgé·es) se retrouvent pris dans les rouages des relations de travail, dont l'algorithme et les mécanismes ne leur sont pas tout à fait clairs. Même si l'on parvient finalement à s'y retrouver, il devient



évident que la structure de ces relations est loin d'être démocratique et égalitaire : du sommet jusqu'à la base, elle est imprégnée d'une division hiérarchique entre dirigeants et dirigé-es, où la voix de ces dernier-es ne vaut rien.

Dans de telles conditions de travail, le ou la travailleur-euse ukrainien-ne lambda se retrouve sans défense face aux forces sociales extérieures – ses supérieurs, l'administration de l'école, les managers, etc. – qui contrôlent et disposent de son temps et de son corps sur le lieu de travail comme bon leur semble, au mépris de son opinion, de son consentement, de sa dignité et de son approbation.

Beaucoup, après avoir traversé l'enfer des relations de travail, finissent par s'y résigner et commencent à les percevoir comme « naturelles et inévitables ». Notre équipe a, quant à elle, décidé de faire le contraire : ne pas se résigner,

mais étudier les mécanismes des relations de travail. Mais pas seulement étudier comment fonctionne le travail, mais aussi comprendre quels moyens existent pour que nous puissions aider les travailleur-euses à agir : influencer leur lieu de travail, améliorer leurs conditions de travail, éradiquer de ces relations toute forme d'exploitation et d'atteinte à la dignité de la personne, et enfin créer un espace de travail dans lequel on a envie de travailler pour le bien de son pays.

C'est précisément à la mise en lumière de ces recherches et de ces rapports de résistance que sera consacrée cette chaîne [Telegram], sur laquelle vous trouverez des notes sur la logique structurelle de tel ou tel lieu de travail, ainsi que des réflexions et des documents sur les moyens de renforcer la voix des travailleur-euses.

Pour la nationalisation sous contrôle ouvrier !

Sotsialnyi Rukh

Au cours des deux années qui ont suivi sa nationalisation, Ukrnafta a généré plus de profits qu'au cours des vingt années où elle était une entreprise privée. C'est le 5 novembre 2022, que la société anonyme Ukrnafta a été transférée à l'État.

Jusqu'en 2022, Ukrnafta appartenait à l'oligarque Ihor Kolomoyskyi. Entre 2022 et 2023, les bénéfices d'Ukrnafta ont atteint près d'un milliard de dollars américains, dépassant les bénéfices réalisés par la société pendant toute la période où elle appartenait à Ihor Kolomoyskyi.

Depuis sa nationalisation, Ukrnafta a également : versé un montant record de 75 milliards de hryvnias en impôts ; mené des études sismiques pour la première fois en onze ans ; commencé à forer un nouveau puits de pétrole pour la première fois en treize ans, avec l'intention d'en forer dix autres dans les années à venir.

L'exemple d'Ukrnafta démontre que la nationalisation des grandes entreprises peut effectivement entraîner une augmentation des bénéfices, des recettes fiscales et de l'innovation dans le secteur. Le soi-disant « propriétaire

efficace » issu des mythes néolibéraux est souvent, en réalité, un gaspilleur et un accapareur qui ne sait que se soustraire à l'impôt dans des paradis fiscaux.

Nous continuons à réclamer sans relâche la nationalisation de tous les actifs acquis injustement par les oligarques à la suite de la privatisation prédatrice des années 1990. Ces actifs ont été confisqués au peuple ukrainien et doivent lui être restitués.

Cependant, la nationalisation n'est qu'une première étape vers la construction d'une société équitable et n'est pas une solution miracle à tous les problèmes. Pour éviter que les entreprises nationalisées ne soient pillées ou ruinées par des fonctionnaires incompétent-es, elles doivent être soumises au contrôle des travailleurs et des travailleuses.


Le collectif de travail doit avoir les moyens d'influencer la gestion de l'entreprise afin qu'elle ne devienne pas une nouvelle source de corruption.

L'exemple d'Ukrnafta a montré que l'assainissement des entreprises emblématiques de l'influence oligarchique peut, à long terme, conduire à la reprise économique.

La prochaine étape devrait être la nationalisation de l'aciérie de Kryvyi Rih et d'autres entreprises qui se sont retrouvées en difficulté financière dans le contexte de la guerre. Il est temps de rétablir la sécurité économique.

Pourquoi l'École d'économie de Kiev enrichit-elle les membres du gouvernement ?

Sotsialnyi Rukh¹



Cette année, la déclaration des avoirs des responsables politiques a choqué la population comme jamais auparavant. Alors que la pauvreté ne cesse de croître, les dirigeants du gouvernement ukrainien ont reçu des millions de hryvnias (UAH) d'une institution privée qui promeut un programme favorable aux oligarques sous couvert d'éducation. Il s'agit de la Première ministre Yulia Svyrydenko et du ministre de l'économie Oleksiy Sobolev, qui ont reçu des millions de la part de la Kyiv School of Economics (KSE). La dépendance excessive des membres du gouvernement vis-à-vis de cette institution jette le doute sur leur dévouement aux intérêts de l'État, et leurs revenus suscitent un sentiment d'injustice chez les enseignants ordinaires. La collaboration extrêmement étroite entre ces personnalités politiques laisse penser que les honoraires d'enseignement constituent une ré-

munération pour la promotion de réformes et de discours néolibéraux qui représentent un danger pour la société ukrainienne.

C'est la Première ministre d'Ukraine, Yulia Svyrydenko, qui a déclaré avoir perçu la rémunération la plus élevée de la part du KSE : 3 243 529 UAH [62 730 euros].

Elle met systématiquement en œuvre une politique visant à réduire le rôle de l'État dans l'économie et à accroître la « flexibilité » du marché du travail. Dans ce contexte, l'importante rémunération versée par une institution qui soutient idéologiquement de telles approches ne semble pas être une coïncidence fortuite. Il ne faut pas oublier que son protégé était Andriy Yermak [chef du bureau du Président du 11 février 2020 au 28 novembre 2025, mis en cause dans l'affaire de corruption d'Energoatom], connu pour son amitié avec Timofey Milovanov, qui dirige le KSH.

On peut simplement ajouter qu'un professeur ordinaire d'une université ukrainienne gagne 25 000 à 30 000 UAH par mois [entre 483 et 580 euros] alors que la charge de travail pédagogique dépasse clairement celle des conférenciers d'élite du Conseil des ministres.

De son côté, 1 816 728 UAH [35 135 euros] ont été perçus par Oleksiy Sobolev, qui dirige le ministère de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture de l'Ukraine [depuis juillet 2025].

Il convient de rappeler les mesures politiques qui ont été prises par ce ministre :

- c'est sous sa direction qu'a été élaboré le projet de Code du travail de l'Ukraine, qui

1. Article publié sur le site de Sotsialnyi Rukh, le 10 avril 2026 et sur [À l'Encontre](#). Traduction : édition-rédaction de [À l'Encontre](#).

simplifie le licenciement des salarié·es et sert les intérêts des employeurs ;

- il a appelé à la vente des principaux actifs stratégiques, y compris Energoatom ;

- c'est avec sa participation qu'a été élaboré le projet de décret du Conseil des ministres sur la liquidation d'importants organismes de protection de l'environnement, ce qui a suscité l'indignation des écologistes.

L'influence des apologistes du libre marché, qui opèrent sous la bannière du KSH, ne se limite pas à ces deux membres du gouvernement.

Le « corps enseignant » comprend également le vice-Premier ministre chargé de l'intégration

européenne Taras Katchka [en fonction depuis juillet 2025], le ministre des finances Serhiy Martchenko [en fonction depuis mars 2020] et la ministre de la culture Tetiana Berejna [en fonction depuis octobre 2025]... Il est vrai que les informations concernant leurs honoraires d'enseignement font pour l'instant défaut. Réfléchissez : ces personnes se soucieront-elles de l'état de l'enseignement public, alors qu'elles sont accueillies à bras ouverts dans de tels établissements privés ?

Malheureusement, les responsables susmentionnés disposent de pouvoirs suffisants pour transformer l'Ukraine en un État qui n'assume aucune responsabilité en matière de



développement économique, ne contrôle pas l'état de l'environnement et ne protège pas les droits des travailleurs et travailleuses. C'est précisément ce type d'État dont rêvent les fondateurs de l'École d'économie de Kyiv, parmi lesquels figure le tristement célèbre oligarque Viktor Pintchouk [une des premières fortunes de l'Ukraine, il est en retrait de la scène publique, et a des liens avec l'ex-conseillère de Donald Trump Kellyanne Conway].

Ainsi, la question des honoraires versés par l'École d'économie de Kyiv dépasse le cadre de l'éthique ou des déclarations. Elle touche à un problème plus large, à savoir l'influence des milieux orientés vers les affaires sur l'élaboration de la politique publique et les priorités de développement du pays. Il en résulte un modèle fermé : des groupes de lobbyistes représentant les oligarques et les élites économiques achètent tout simplement les politiciens, ce qui recrée des conditions favorables aux grandes entreprises. Les politiciens, quant à eux, ne restent pas en reste et favorisent la KSE, renforçant ainsi la position de cette institution. Dans ce schéma, les intérêts sociaux passent au second plan, cédant la place à la logique de l'efficacité économique et de l'attractivité des investissements. Les gens ordinaires sont relégués au second plan et n'ont ni la possibilité d'influencer les décisions du pouvoir, ni celle de gagner décemment leur vie par un travail honnête. C'est ainsi que se consolide un modèle où la population se voit attribuer le rôle d'une main-d'œuvre flexible, tandis que l'élite multiplie ses privilèges. Tandis que des idées impopulaires telles que «le profit avant

tout» acquerront un poids disproportionné dans la société.

Il est possible de briser ce cercle vicieux : les ministres qui aiment enseigner dans des institutions idéologiquement engagées ne devraient travailler que là-bas. Ils n'ont rien à faire aux plus hautes fonctions de l'État, car leurs décisions nuiront a priori au bien-être de la population, en la rendant encore plus vulnérable face aux forces du capitalisme sauvage. Assez de «cumuls de mandats» au détriment de l'Ukraine ! Toutes les décisions de Svyrydenko, des Sobolev et de leurs semblables doivent être minutieusement réexaminées afin de détecter toute trace d'influence des intérêts oligarchiques. Ce gouvernement népotiste et incompetent doit démissionner, cédant la place à des personnes plus honnêtes qui, par leur travail quotidien, ont sauvé l'Ukraine pendant la guerre.



PENDANT LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

Correspondants

27 MARS

Odessa : défense du patrimoine

Une centaine de personnes se sont rassemblées sur le boulevard des Français près du monument architectural situé au 10, boulevard des Français, pour protester contre la destruction de ce bâtiment historique et les projets immobiliers. Les manifestants scandaient : « Nous ne laisserons pas Odessa être détruite », « Odessa est notre maison, nous y vivons », « Non à la construction illégale ! ». Une participante à l'action, Karina, qui habite sur le boulevard des Français, a exprimé son indignation face à la destruction des monuments à Odessa : « Certains achètent des propriétés, des monuments historiques, et détruisent tout. Nous, les Odesites, restons silencieux, nous nous plaignons, mais je crois qu'il est de notre devoir d'exprimer publiquement notre position et de défendre Odessa. Notre ville doit être belle et touristique. »

29 MARS

Réunion syndicale dominicale

« Une réunion s'est tenue avec les équipes médicales de la région de Kirovohrad, afin de

protéger les professionnels de santé. J'ai été agréablement impressionnée par le dynamisme de mes collègues : les gens travaillent et planifient l'avenir (malgré la destruction claire et délibérée du réseau public des établissements de santé), ce qui nous incite à ne pas baisser les bras. Je suis fière et j'apprécie énormément leur dévouement et leur travail sur leur terre ; ni les Moscovites ni l'« optimisation » du ministère, qui devrait se battre pour nous, ne pourront nous détruire », rapporte Oksana Slobodiana, présidente de Soyez comme nous sommes.

2 AVRIL

Non-paiement intégral des salaires pour 2024-2025

Une réunion d'urgence du personnel de l'établissement s'est tenue à l'hôpital polyvalent de Starosynnyavska en présence du président du conseil municipal, Oleksandr Mykolayets. Elle faisait suite à de nombreuses plaintes du personnel et de la population. Motif : le non-paiement intégral des salaires de 2024-2025 et des promesses non tenues de la direction. Une infirmière a notamment dénoncé l'état déplorable des installations : « Je veux que les autorités locales viennent constater l'état de nos bureaux. Les chaises sont préhistoriques, les rideaux viennent de chez moi, et il y a toujours une fuite du plafond et au niveau de la canalisation d'égout. Comparez vos bureaux aux nôtres... »



4 AVRIL

Une triste affaire

L'artiste et militaire Vladislav Zayarnuk (pseudonyme Plisetsky) a tenté de mettre fin à ses jours en mars dans une unité d'entraînement de la région de Lviv. Vladislav avait écrit au capitaine qu'il ne pouvait pas prendre les armes, mais qu'il était prêt à se rendre utile au service de toute autre manière, par exemple, avec une caméra à la main. Après que le centre ait appris qu'il était gay, il a été victime d'homophobie : on l'a obligé à manger à l'écart des autres et on lui a confisqué son téléphone même pendant les heures autorisées. Et ces derniers mois, on ne lui permettait pas de voir ses proches. Selon le syndicat des militaires LGBTQ+, c'est après avoir été roué de coups par le sergent Bohdan Khudyk devant la formation que Vladislav a tenté de mettre fin à ses jours.

7 AVRIL

Femmes syndiquées

L'association régionale du Donbass occidental du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (IPMU) vient d'annoncer la création d'une nouvelle section syndicale. Selon le syndicat KVPU, la section est dirigée par Natalia Ilyukhina, contremaître de la section production de l'atelier mécanique de l'usine. La section locale du syndicat NPGU de l'usine rassemble des salarié·es engagé·es prêt·es à agir pour défendre leurs droits et intérêts légitimes. Parmi les militant·es, on retrouve notamment Yulia Lyudvig, Liliya Tupika et Iryna Rusina, qui connaissent

parfaitement leur secteur, se soucient de leurs collègues et comprennent les besoins des employé·es de l'usine.

9 AVRIL 2026

Assistance juridique aux soldats

À Zaporijjia, dans le cadre du projet Advokat+ visant à mettre en place un système d'assistance juridique pour le personnel militaire, les premières réunions ont eu lieu avec des soldats de deux brigades des Forces armées ukrainiennes et d'une brigade de la Garde nationale ukrainienne. Au cours de ces réunions, les avocats ont consigné les demandes juridiques des combattants en première ligne :



Des avocats du projet Advokat+ lors d'une rencontre avec la 79^e ODSHBr.

«Les premières visites ont confirmé la demande d'assistance juridique immédiate concernant des questions à la fois fondamentales et cruciales : services, soutien financier, VLK, transfert, préparation de documents et de

rapports», indique le rapport. Advokat+ est un programme pilote du comité de l'Association nationale des avocats d'Ukraine pour la protection des victimes d'agression armée. Il vise principalement à fournir une assistance juridique au personnel militaire, puis ultérieurement aux membres de leur famille et aux personnes soumises au service militaire.

Le site de l'Association nationale des barreaux d'Ukraine (NAAU) annonce notamment que l'Association et la Garde nationale ont convenu de coopérer en matière de protection juridique du personnel militaire.

10 AVRIL

Reconstruite Kharkiv par en bas



Des architectes de Kharkiv ont lancé un projet de reconstruction par en bas de Kharkiv. L'objectif du projet est de soutenir la reconstruction rapide du centre-ville de Kharkiv. À cette fin, les urbanistes d'Urban Reform souhaitent impliquer les habitants et les communautés de la ville et créer une plateforme ouverte au dialogue et à l'échange d'expériences. L'équipe d'Urban Reform recueille des visions, des idées ainsi que des études sur la ville afin de renforcer les liens entre les espaces et les citoyens. Le projet porte le nom de «Kharkiv: un avenir commun». En effet, souligne le site d'Urban Reform, «la reconstruction ne commence pas par le béton. Elle commence par une vision partagée. Ce projet vise à ce que l'on se sente à nouveau chez soi.»

Ivano-Frankivsk : attaque homophobe contre le centre LGBTQ+

Le bâtiment abritant le centre culturel LGBTQ+ d'Ivano-Frankivsk a de nouveau été pris pour cible. Cette fois-ci, ce sont les murs qui ont été dégradés. Après avoir collé des autocollants sur les fenêtres, des inconnus sont passés au vandalisme. Sur la façade, ils ont laissé une série de tags: «Dieu, patrie, patriarcat», «Des sodomites travaillent ici» et, le plus original: «Christ Akbar». «Les défenseurs des "traditions", qui se cachent derrière la foi, mélangent les religions en une seule bouillie, car l'agression va presque toujours de pair avec l'ignorance. Notre centre communautaire à Ivano-Frankivsk continue de fonctionner selon son horaire habituel. Nous offrons un soutien psychologique et juridique et restons un espace ouvert pour la communauté», dénonce Insight LGBTQ NGO.

11 AVRIL

Rapport sur la collecte de fonds en faveur des résidences universitaires

Cet hiver, nous avons lancé une initiative d'entraide directe destinée aux étudiant-es vivant dans des conditions difficiles dans les résidences universitaires. Nous avons recueilli les demandes d'aide via un formulaire Google. Les demandes provenaient principalement des résidentes de la résidence universitaire Naoma à Kyiv et de la résidence n° 3 de l'Université de Kryvyi Rih. où vivent certains de nos membres. Un étudiant de la résidence universitaire de l'Université de Lviv a également sollicité notre aide. Le 21 février, nous avons annoncé une

collecte de dons en nature et d'argent, et dès le 8 mars, tous les articles avaient été remis à ceux et celles qui en avaient besoin. [...] Ont été achetés et remis: 4 radiateurs soufflants, 6 batteries externes, 1 sac de couchage, 4 lampes de poche, 2 lots de chauffe-mains (10 pièces chacun). Des personnes bienveillantes nous ont également fait don des articles suivants, que nous avons remis aux résidents des résidences universitaires: 2 couvertures; 1 sac de couchage; 2 lots de 10 chauffe-mains, 1 radiateur. Au total, 10022 UAH ont été collectés, dont la majeure partie a servi à l'achat de matériel et au paiement des frais de livraison, tandis que le reste, soit 745 UAH, a été versé aux collectifs de solidarité. Nous exprimons notre immense gratitude à toutes les personnes qui ont fait un don et donné du matériel! De simples gestes comme ceux-ci peuvent changer beaucoup de choses dans votre quotidien ou dans celui d'autres étudiant-es. Nous vous encourageons à lancer des actions d'entraide sur le modèle de la nôtre, et si nécessaire, nous serons ravis de vous aider à organiser et à mettre en place ce processus.

Priama Diia

Zaporijjia: défense des espaces verts

Alors que l'armée russe a lancé le 10 avril 756 frappes sur le territoire de Zaporijjia, des habitants défendent les espaces verts de la ville. Une pétition visant à interdire l'aménagement de parcs et de places publiques a été lancée. Les auteurs de l'initiative soulignent que la ville souffre déjà d'une grave pénurie d'espaces verts: selon les normes d'urbanisme de l'État

(DBN), la commune a besoin de 1 670 hectares d'espaces verts, alors qu'en 2017, la superficie réelle n'était que de 617 hectares. Les militants exigent l'interdiction de toute réduction des espaces verts. Comme le souligne la pétition, des décisions sont actuellement prises dans la ville concernant l'aménagement des espaces verts notamment sans que les militaires au front de la ville puissent y participer.

12 AVRIL

Kyiv: le Parlement étudiant demande la démission du recteur

Le 1^{er} avril, un millier d'étudiantes ont manifesté devant le bâtiment principal de l'université Taras Chevtchenko de Kyiv pour exiger des explications publiques sur des agressions sexuelles commises par le recteur et sa suspension pendant la durée de l'enquête. Le dimanche 12 avril, le Parlement étudiant a saisi le ministère de l'éducation de l'affaire et a adopté une déclaration recensant les griefs formulés à son encontre: les agressions sexistes, les manquements à l'éthique et la corruption. À la demande du ministère, les instances étudiantes ont fourni un long document étayant leur demande. Le Parlement étudiant est l'organe représentatif suprême de l'autonomie étudiante: il est composé de délégués de chaque unité structurelle de l'Université, assure la représentation de la population étudiante et, dans les limites de ses compétences, veille à la formulation et à la transmission de la position de la communauté étudiante aux autorités publiques ukrainiennes.

17 AVRIL 2026

Khmelnyskyi: licenciement annulé

Le tribunal a donné raison à une infirmière qui avait été renvoyée de l'école de la police militaire d'État ukrainienne et a ordonné sa réintégration et le versement d'une indemnité. Natalia Linnyk, travaillait comme infirmière au service de santé du lycée depuis décembre 2024. En juin 2025, elle a été licenciée après plusieurs mesures disciplinaires. D'après Natalia, la direction du lycée l'a en réalité transférée vers d'autres fonctions, notamment la restauration, qui ne relevait pas de sa compétence. Le dossier indique que la plaignante a signalé des problèmes d'approvisionnement alimentaire, notamment des pénuries d'ingrédients de base. Elle a par la suite reçu un avertissement, puis a été licenciée pour négligence présumée dans l'exercice de ses fonctions. Le tribunal a déclaré illégales les décisions disciplinaires et de licenciement, a réintégré Natalia Linnyk à son poste à compter de juin 2025 et a ordonné qu'elle soit rémunérée à hauteur de son salaire moyen pour la période d'absentéisme forcé. Selon la décision du tribunal, l'indemnisation pour absentéisme forcé s'élève à plus de 70 000 hryvnias (1 360 euros). Le tribunal a également accordé 5 000 hryvnias de dommages et intérêts pour préjudice moral et plus de 1 200 hryvnias de frais de justice.

[Soyez comme nous sommes](#)

Contre les bombardements: le choix du solaire

Les Ukrainiens ont de plus en plus recours à l'énergie solaire. La demande d'installation de

centrales solaires a augmenté en Bucovine. Le nombre de personnes souhaitant installer des panneaux a quasiment quadruplé, selon un installateur de Stroyntsi.



Un habitant de Marchyntsi, Vitaliy Lilik, a installé une centrale de 10 kW et paie maintenant environ 2 500 hryvnias par mois pour cet investissement. Il explique que pour son logement, ce montant est comparable à sa facture d'électricité. «L'intérêt n'est pas de faire des profits, mais d'atteindre l'indépendance énergétique. [...] Dans quelques années, la centrale électrique nous appartiendra et l'électricité sera gratuite», explique Lilik. «On couvre ainsi 70 à 80 % de ses besoins et, en été, on peut se passer complètement de l'électricité du réseau. Cependant en hiver, quand il pleut ou qu'il neige, la production peut être insuffisante, mais on peut alors se réapprovisionner sur le réseau électrique», explique l'installateur.



20 AVRIL

Poltava: contre l'optimisation des écoles

Les parents d'élèves des lycées Volodymyr Korolenko n° 10 et n° 29 ont assisté à une réunion de la commission du conseil municipal de Poltava sur l'éducation le 17 avril. Ils ont interpellé les députés au sujet des changements prévus dans le réseau des établissements d'enseignement. La commission a notamment examiné un appel collectif de parents d'élèves du Lycée n° 10 concernant l'interdiction ou la restriction de l'inscription des enfants dans les premières classes de cet établissement scolaire. Des représentants du Lycée n° 29 ont également pris la parole devant la commission, déclarant qu'ils ne souhaitaient pas que l'établissement devienne un gymnase et perde son statut de lycée dans le cadre de l'optimisation. La représentante des parents du lycée n° 10, Veronika Skrylnyk, a déclaré que pendant la guerre, la question de la sécurité des enfants devait rester primordiale. «Il ne s'agit pas d'inscrire simplement des enfants en première année, mais d'enfants vivant dans des conditions de guerre. La décision d'inscrire des enfants dans des écoles qui ne disposent pas de leurs propres abris semble malavisée», a-t-elle déclaré.



Végan en temps de guerre

Patrick Le Tréhondat¹

Le largage de rations végétariennes est certainement un des aspects les plus surprenants de l'armée ukrainienne. En respect des choix alimentaires de ses combattant-es, elle leur permet même lorsqu'ils ou elles sont en zone de combat, d'avoir accès à de la nourriture végétalienne. Décidément, l'armée ukrainienne ne ressemble en rien aux autres armées du monde. Ivanka, soldate au front, a raconté son expérience de militaire végane et de ses largages par drones :



Récemment [...] je suis partie pour une mission de deux à trois semaines et où il faut tout emporter avec soi, car il n'y a aucun moyen de se procurer de la nourriture... J'ai demandé à Кожної Тварини [Chaque animal] de me fournir leurs rations sèches véganes, car ils proposent d'excellents plats : bortch, haricots, bouillie avec de la viande hachée de soja. J'ai emporté une ration pour deux jours et avant j'ai distribué les rations pour le reste du temps à ceux qui devaient nous livrer tout cela – les largages avaient lieu environ une fois tous les deux ou trois jours. Je les ai emballées, enveloppées avec du ruban adhésif et j'ai signé pour chaque largage [par drone] : Ivanka².

1. Propos recueillis le 4 février 2026.

2. Voir «Ivanka, notre combattante», [Entre les lignes entre les mots](#).

Pour en savoir plus sur l'association Кожної Тварини, Margot, coordinatrice du projet «Rations végétaliennes pour les forces de défense ukrainiennes», a bien voulu répondre à nos questions.

Peux-tu te présenter ainsi que l'organisation «Кожна Тварина» et ses activités ?

Je m'appelle Margot, je suis coordinatrice du projet «Rations végétaliennes pour les forces de défense ukrainiennes» de l'organisation communautaire Кожна Тварина. À l'automne 2025, notre fondation a commencé ses activités. Notre objectif est de promouvoir le véganisme et de créer un mouvement pour les droits de tous les animaux en Ukraine. Parmi nos projets, nous proposons un cours gratuit sur le véganisme intitulé Vegan-ekspres, le festival Vegan Week-end, dans le cadre duquel nous collectons des fonds pour les Forces de défense ukrainiennes, «Trava pop-up» - un événement gastronomique axé sur une cuisine végétale originale et, bien sûr, il y a notre programme «Rations végétaliennes pour les forces de défense ukrainiennes», dans le cadre duquel nous envoyons des rations aux militaires qui ne consomment pas de produits d'origine animale. Nous créons également du contenu éducatif sur le véganisme sur les réseaux sociaux, nous avons un blog et un podcast «Ce n'est pas ton plat» sur la vie dans un monde non végan.

Que signifie pour vous le véganisme ? Peut-on dire que le véganisme porte en lui un projet de civilisation qui rompt avec le capitalisme ?

Le véganisme est une position éthique contre l'exploitation des animaux à quelque fin que ce soit. Les personnes de toutes opinions politiques peuvent être véganes. Et ce n'est pas seulement une pratique alimentaire ?

Le véganisme n'est pas seulement un régime alimentaire. Les animaux sont exploités dans des domaines très variés: fabrication de matériaux (cuir, fourrure, laine, soie, etc.), divertissement (cirques, delphinariums, équitation, utilisation dans le cinéma, etc.), élevage, vente d'animaux dits «de compagnie» (chats, chiens, poissons, animaux exotiques, etc.), les tests sur les animaux et dans bien d'autres domaines. Nous nous opposons à l'exploitation des animaux dans tous les domaines, à toutes fins. Le simple fait de renoncer seulement aux produits d'origine animale dans l'alimentation ne peut être considéré comme du véganisme.

En Ukraine, le véganisme est très répandu parmi les jeunes, en particulier parmi les jeunes radicaux, par exemple dans le mouvement féministe. Pourquoi le véganisme est-il si populaire en Ukraine ?

Nous ne disposons pas de données sur la prévalence du véganisme dans le mouvement féministe ou dans d'autres communautés. Mais l'année dernière, notre mouvement a mené une enquête nationale sur l'attitude des Ukrainien·nes à l'égard du bien-être animal et du véganisme. Mille personnes y ont participé. Selon ses données, 11 % des Ukrainien·nes ne mangent pas de viande, mais consomment d'autres produits d'origine animale, et 2 % des

personnes s'identifient comme végétaliens. Les jeunes se sont révélés les plus ouverts au changement: 38 % dans la tranche d'âge 16-19 ans et 33 % chez les 20-29 ans.

Pour plus d'informations sur cette étude, vous pouvez consulter notre [blog](#).

Comment pratiquer le véganisme dans un pays en guerre ?

À l'heure actuelle, il n'y a aucun obstacle à la pratique du véganisme dans notre pays, à l'exception, bien sûr, du front. Cependant, même au front, les militaires véganes trouvent le moyen de respecter leur position éthique. Et nous, en tant qu'organisation végane, essayons de les aider dans cette démarche en envoyant des rations véganes au front. Les supermarchés regorgent de produits végétaux les plus divers. Le marché compte des fabricants ukrainiens et étrangers d'alternatives végétales pour tous les goûts: saucisses végétales, fromages, viande hachée, boulettes, lait, yaourts, etc. Pour les habitant·es des petites villes et des villages, tous les produits peuvent être commandés dans des boutiques en ligne.

Vous distribuez gratuitement des plats végétaliens aux bénévoles et aux forces de défense. Pouvez-vous nous parler de cette activité ?

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, nous avons lancé le projet «Rations végétaliennes pour les forces de défense ukrainiennes», dans le cadre duquel nous avons d'abord fourni des repas végétaliens gratuits aux bénévoles, aux forces de défense, aux

végétaliens, aux végétariens et à tous ceux qui avaient besoin d'aliments végétaux dans douze villes d'Ukraine. Actuellement, notre activité se limite exclusivement à l'envoi de rations végétales aux militaires.

Nous avons développé les rations végétaliennes (plats prêts à consommer dans des emballages sous vide) en collaboration avec un diététicien qualifié, afin qu'elles répondent pleinement aux besoins des militaires en protéines, lipides, glucides et calories. Nous envoyons des rations végétales aux militaires qui, pour des raisons éthiques, médicales ou religieuses, ne consomment pas de produits issus de l'exploitation animale. Pendant cette période, nous avons envoyé plus de 1 200 rations végétaliennes hebdomadaires aux militaires et nous continuerons à le faire jusqu'à ce que les rations végétales soient introduites dans l'armée ukrainienne au niveau national. À cette fin, nous sommes en communication avec le ministère de la défense ukrainien, auquel nous avons présenté en 2024 des échantillons prêts à l'emploi de rations végétaliennes développées par notre association.

Nous achetons les produits grâce aux dons versés sur le compte du fonds caritatif. Vous pouvez faire un don en suivant le lien sur notre [site web](#).

Vous collectez également des fonds pour l'armée. En Occident, le véganisme est souvent associé au pacifisme. Pourquoi vous êtes-vous engagés à aider les militaires ?

Le véganisme est un principe éthique selon lequel l'être humain s'oppose à l'exploitation

des animaux. L'Ukraine subit un génocide de la part de la Russie. Notre pays, notre nation, est en train d'être détruit. Tout notre peuple est uni dans la lutte pour sa survie. Chacun-e d'entre nous est soit dans l'armée, soit pour l'armée. Les végétalien-nes dans notre armée sont un exemple frappant de la manière dont une personne peut défendre son pays tout en restant fidèle à ses principes en matière de respect du droit des animaux à ne pas être exploités.

Les militaires doivent recevoir une alimentation qui corresponde à leurs principes et à leurs besoins. Et nous nous battons pour que des options végétales soient introduites dans l'armée au niveau national. Mais tant que cette lacune existe, nous sommes heureux d'être un soutien fiable et de leur offrir la possibilité de choisir des options végétales.

Comment voyez-vous l'avenir de l'Ukraine ?

Aujourd'hui, l'avenir de l'Ukraine dépend directement de la solidarité et du soutien de nos partenaires internationaux. L'Ukraine se bat non seulement pour sa propre liberté, mais aussi pour la sécurité et les valeurs démocratiques de toute l'Europe, c'est pourquoi ce soutien est essentiel. Si l'Ukraine résiste, elle deviendra l'un des pays leaders dans le domaine militaire, avec la plus grande expérience de la guerre moderne, des technologies éprouvées au combat et des armes de dernière génération. Dans le même temps, nous mettrons tout en œuvre pour que l'Ukraine devienne l'un des pays les plus végétaliens au monde. L'avenir appartient au végétalisme !









PRISES DE POSITION

Oui, l'Ukraine est un « vrai pays »

Owen Hatherley¹

Les frontières de l'Ukraine ne sont pas plus arbitraires que celles de la Pologne, de la Grèce, de l'Italie ou de l'Allemagne.

En 2014, lorsque la Russie a annexé la Crimée, la *London Review of Books* a publié un article du philosophe anglais Glen Newey. Son titre, «Remember Eastern Rumelia», faisait référence à un État éphémère créé à la fin du 19^e siècle. Conçue pour freiner les ambitions panslavistes dans l'Empire ottoman déclinant, la Roumélie orientale fut rapidement absorbée par la Bulgarie indépendante².

L'implication était claire : l'Ukraine, elle aussi, est un faux État, un protectorat occidental aux frontières dénuées de sens, voué à être oublié par l'histoire, tout comme la Roumélie orientale, dont seuls les collectionneurs de timbres rares se souviennent aujourd'hui. Pour une oreille anglaise, «Rumelia» évoque «Ruritanie», un royaume imaginaire inventé par le romancier victorien Anthony Hope dans *Le prisonnier de*

*Zenda*³. La Ruritanie est généralement située en Europe de l'Est et évoque un folklore ridicule, des dictatures pompeuses et la pauvreté – l'équivalent européen d'une république bananière.

Dans la période précédant l'invasion récente de l'Ukraine par la Russie, il n'était pas rare d'entendre, dans certaines franges de la gauche, des spéculations sur un éventuel redécoupage plus efficace de ses frontières. Peut-être Vladimir Poutine et Joe Biden auraient-ils pu s'asseoir ensemble pour décider quelles parties du pays devaient être cédées à son voisin oriental⁴. À cette époque, une organisation de la gauche britannique qui aurait dû faire preuve de plus de discernement a publié une carte du pays montrant la Crimée, reconnue par le droit international comme partie intégrante de l'Ukraine, comme faisant partie de la Russie. Cette habitude de pensée s'applique généralement aux États post-soviétiques tels que l'Ukraine, le Bélarus, la Moldavie et les «stans» [pays dont des noms se terminent par le suffixe persan «-stan» (qui signifie «pays»)] d'Asie centrale – des pays dont la diversité ethnique, les frontières tracées à l'époque soviétique et l'apparition sur la carte

1. Owen Hatherley est rédacteur culturel de *Tribune* (Londres). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Red Metropolis: Socialism and the Government of London*. Article traduit pour [Europe solidaires sans frontières](#) par Adam Novak.

2. La Roumélie orientale (1878-1885) était une province autonome ottomane créée par le traité de Berlin. Elle fut rattachée à la Bulgarie en 1885.

3. *The Prisoner of Zenda* (1894) est un roman d'aventures se déroulant dans un royaume fictif d'Europe centrale. Le terme «ruritanien» est depuis devenu synonyme de petits États imaginaires aux traits folkloriques exagérés. Publié en français en 1938, le roman a été adopté pour le cinéma par Richard Thorpe avec Stewart Granger en 1952.

4. Sur le discours de Poutine niant l'existence de l'Ukraine comme nation distincte, voir Antoine Dolcerocca, «Héritage impérial : Poutine et le nationalisme grand russe», [Europe solidaire sans frontières](#), mars 2022.

semblent susciter une étrange incrédulité bien-pensante quant à leur réalité.

C'est, fondamentalement, absurde. L'Ukraine est irréaliste de la même manière que l'Italie ou l'Allemagne sont irréelles. Son «éveil national» au 19^e siècle n'avait rien d'exceptionnel. Des radicaux déclassés ont construit une nouvelle identité à partir d'une histoire linguistique, culturelle et religieuse préexistante qui divergeait de manière notable de celle de leurs voisins; il y eut un poète national (ici l'écrivain-artiste paysan anti-impérialiste Taras Chevtchenko⁵), un renouveau de l'art populaire, une vague de nouvelles publications dans la langue nationale, et des revendications d'autonomie portées par des mouvements sociaux. Après la Révolution d'Octobre, cela conduisit à une indépendance de courte durée, et en 1922, l'Ukraine fut admise dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques en tant que membre disposant du droit de sécession⁶. Ses frontières furent élargies aux dépens de la Pologne, de la Roumanie, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie en 1945, et elle exerça ce droit de sécession lors d'un référendum en 1991. Toutes les régions de



ce pays divers votèrent en sa faveur: le cœur rural de l'Ouest et du Centre, l'Est industriel russophone, le Sud multiculturel et maritime, et même la République autonome de Crimée, largement peuplée de «Russes ethniques».

L'Ukraine, comme le Bélarus et la Russie, trouve ses racines dans le vaste État médiéval de la Rus' de Kiev, fondé par les Vikings au 9^e siècle, d'abord comme principauté païenne puis orthodoxe, avec sa capitale à Kiev⁷. Après son effondrement sous les invasions mongoles, les terres de la Rus' devinrent successivement parties de la Lituanie, de la Pologne, de la Horde d'Or et, plus tard, de la Moscovie. Une révolte permit à la plus grande partie de la Rus' de faire sécession de la Pologne et d'exister pendant un temps comme un hetmanat indépendant dirigé par l'ordre militaire cosaque⁸. Ce qui constitue aujourd'hui l'Ukraine fut finalement absorbé au 18^e siècle, principalement dans l'empire tsariste, dont la capitale était Saint-Pétersbourg, et partiellement dans l'Empire des Habsbourg, centré sur Vienne. À peu près à la même époque, des colonisateurs cosaques ukrainophones s'installèrent dans les «champs sauvages» des anciennes terres turques au sud et à l'est, que

5. Taras Chevtchenko (1814-1861), né serf, devint le poète national ukrainien. Ses œuvres, écrites en ukrainien, exprimaient les aspirations nationales et sociales du peuple ukrainien sous la domination tsariste. Il fut exilé en Sibérie pour ses écrits.

6. Sur l'histoire de la République populaire ukrainienne (1917-1921) et l'héritage progressiste de cette période, voir «L'héritage progressiste de la République populaire ukrainienne (1917-1921)», [Europe solidaire sans frontières](#), décembre 2023. On se reportera également à Zbigniew Kowalewski, *Révolutions ukrainiennes*, Paris, Syllepse, 2025.

7. La Rus' de Kiev (9^e-13^e siècles) était un ensemble de principautés slaves orientales unies par des liens dynastiques, commerciaux et religieux. Elle constitue l'ancêtre historique revendiqué par l'Ukraine, la Russie et la Biélorussie.

8. L'hetmanat cosaque (1648-1764) était un État ukrainien semi-autonome dirigé par des hetmans (chefs militaires) cosaques, issu du soulèvement de Bohdan Khmelnytsky contre la domination polonaise.

la tsarine Catherine la Grande baptisa Nouvelle-Russie⁹.

En raison de cette complexité, la création d'une Ukraine indépendante – fondée sur les régions où une majorité parlait ce qu'on appelait alternativement la langue ruthène ou ukrainienne («des confins») plutôt que le polonais ou le russe – impliquait d'assembler des régions qui n'avaient pas fait partie de la même entité politique depuis de nombreux siècles. Cela n'est inhabituel que si l'on oublie que c'est précisément ainsi qu'émergèrent les États indépendants d'Italie, d'Allemagne, de Grèce, de Pologne et de Roumanie au cours des 19^e et 20^e siècles, chacun assemblé à partir de différents empires et principautés par des mouvements nationalistes, des guerres impériales et des soulèvements populaires.

Ah, mais l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, la Grèce – ce sont des nations «historiques», de vraies nations, avec une vraie littérature et une vraie culture. En réalité, il n'existe guère plus de preuves d'une conscience nationale commune dans ces pays avant le 19^e siècle qu'en Ukraine; mais la distinction entre nations «historiques» et «non historiques» provient, à gauche, de l'interprétation par Friedrich Engels des révolutions de 1848 en Europe centrale. Frappé par la manière dont certains groupes (les Allemands, Polonais ou Italiens, relativement lettrés et organisés) se soulevèrent contre l'Empire des

9. La «Nouvelle-Russie» (Novorossia) désignait les territoires conquis sur l'Empire ottoman au 18^e siècle, comprenant les actuelles régions de Kherson, Mykolaïv, Odessa et le Donbass. Ce terme a été réactivé par la propagande russe depuis 2014.

Habsbourg cette année-là, tandis que d'autres (les Tchèques, Slovénes, Roumains ou Ukrainiens, majoritairement ruraux et illettrés) ne le firent pas, Engels théorisa que cela tenait à l'absence de cultures nationales cohérentes chez ces derniers peuples. Il est significatif que la réfutation marxiste de cet argument ait été formulée par un Ukrainien, Roman Rosdolsky, dans les années 1960¹⁰. Rosdolsky demandait s'il était tenable d'attribuer le progressisme à un nationalisme et l'arriération à un autre. Chaque nationalisme tendait plutôt à mêler les deux en son sein.

L'Ukraine ne fait pas exception

Pourtant, même le terme «nationalisme ukrainien» désigne désormais généralement les traditions du fascisme ukrainien, qui émergea dans l'ancienne partie habsbourgeoise de l'Ukraine sous domination polonaise dans les années 1930, sous la direction de Stepan Bandera¹¹. Aucune ambiguïté ici: le nationalisme de Bandera était un mouvement ignoble, génocidaire et raciste. Avant les années 1940, cependant, le «nationalisme ukrainien» aurait également englobé l'écrivain et militant Ivan

10. Roman Rosdolsky (1898-1967), historien marxiste ukrainien, critique de la théorie des «peuples sans histoire» d'Engels dans son ouvrage *Friedrich Engels et les peuples sans histoire: la question nationale dans la révolution de 1848*, Paris, Syllepse, [1964], 2018.

11. Stepan Bandera (1909-1959) dirigeait la faction radicale de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN-B). Ses partisans collaborèrent avec les nazis en 1941 et participèrent à des massacres de Polonais et de Juifs. Son héritage reste très controversé en Ukraine.

Franko, premier traducteur du *Capital* de Karl Marx en ukrainien ; les socialistes réformistes du Parti social-démocrate ukrainien, qui dirigèrent l'éphémère République populaire ukrainienne de 1917-1920 ; et son aile gauche révolutionnaire des « borotbistes », qui se rangèrent du côté des bolcheviks et contribuèrent à faire entrer l'Ukraine dans l'Union soviétique selon ses propres termes, avec une autonomie nationale et linguistique significative¹².

Depuis l'indépendance, la mémoire nationale officielle a eu tendance – particulièrement en Ukraine occidentale – à puiser dans l'Armée insurrectionnelle ukrainienne d'extrême droite de Bandera et dans une réinterprétation des hécatombes de la famine induite par la collectivisation de 1932-1933 comme une catastrophe spécifiquement ukrainienne, malgré les millions de morts également survenus au Kazakhstan et dans le sud-ouest de la Russie lors du même événement. Et pourtant, la mémoire de la guerre contre l'Allemagne nazie a été invoquée à maintes reprises en 2022. Comme l'a souligné le socialiste ukrainien Volodymyr Artiukh, des citations non attribuées de Joseph Staline apparaissent fréquemment dans la rhétorique galvanisante du temps de guerre actuel. Lorsque les Ukrainiens ont comparé le bombardement de Kharkiv à celui de Leningrad, ou le siège de Marioupol à celui de Stalingrad, c'est parce

12. Les borotbistes étaient des communistes ukrainiens issus du Parti ukrainien des socialistes-révolutionnaires. Ils fusionnèrent avec le Parti communiste ukrainien en 1920, apportant une sensibilité nationale au bolchevisme ukrainien. La plupart furent victimes des purges staliniennes.

qu'ils se considèrent comme les équivalents de l'Armée rouge du début des années 1940 et les Russes de Poutine comme la Wehrmacht¹³.

Si toutes les nations sont des constructions, alors l'Ukraine l'est aussi. Elle est diverse et inégale, mais moins divisée économiquement que la Grande-Bretagne, moins divisée linguistiquement que le Canada, moins divisée politiquement que les États-Unis, moins divisée culturellement que l'Italie. En tant que nation, l'Ukraine est ordinaire.

13. Sur les débats actuels au sein de la gauche ukrainienne, voir Francesca Barca, « Ukraine : Guerre, inégalités, néolibéralisme : les défis de la gauche ukrainienne », [Europe solidaire sans frontières](#), février 2025.



La gauche et le pacifisme sélectif : quand la solidarité devient un délit

Sinistra per l'Ucraina¹

Ces derniers jours, la polémique qui a éclaté à Bologne autour des initiatives de solidarité avec l'Ukraine a pris des proportions qui vont bien au-delà de la dissidence politique légitime. Ce à quoi on assiste n'est pas seulement un conflit de positions, mais un processus de délégitimation systématique à l'encontre de ceux qui, au sein de la gauche, ont choisi de soutenir ouvertement la résistance ukrainienne.

Au cœur de cette affaire se trouve un événement prévu le 10 avril dans les locaux de Làbas, un lieu social historique de Bologne : la projection du documentaire *Anti-authoritarians at War*, suivie d'un débat avec une représentante des [Solidarity Collectives](#), un réseau ukrainien d'inspiration anarchiste, antifasciste et transféministe. Solidarity Collectives est un réseau bénévole qui soutient les combattants de gauche au sein des forces armées ukrainiennes et fournit une aide

humanitaire aux populations des zones frontalières, avec des principes fondamentaux qui incluent l'anti-autoritarisme, l'anti-impérialisme et l'antifascisme. Il ne s'agit donc pas d'une organisation nationaliste ou pro-gouvernementale, mais d'une réalité ancrée dans les traditions libertaires de la gauche internationale.

Pourtant, cet événement a suscité des réactions qu'il est difficile de qualifier autrement que de tentative de censure politique. Rifondazione Comunista a officiellement demandé à l'administration municipale d'intervenir pour empêcher cette initiative, qualifiant l'événement d'«insulte à la mémoire de la Résistance» et invoquant le règlement sur les collaborations entre les acteurs civiques et les institutions, tout en demandant une vérification de la compatibilité de l'événement avec les principes constitutionnels. L'argumentation est aussi prévisible que révélatrice : Solidarity Collectives est présenté comme «pro-nazi» parce qu'il collecte des fonds pour du matériel militaire en faveur des combattants ukrainiens. Une accusation qui, appliquée avec cohérence, aurait dû conduire ces mêmes forces politiques à condamner toute forme de résistance armée dans l'histoire - y compris celle des partisans italiens.

L'espace [Làbas](#) a défendu son choix avec clarté :

Nous avons fait la connaissance de Solidarity Collectives peu après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie de Poutine. Nous nous sommes dit qu'il était fondamental d'ouvrir un dialogue avec ceux qui, partageant avec nous les idéaux de liberté et

1. L'article de «La gauche pour l'Ukraine» (Plateforme des socialistes et des libertaires pour la résistance ukrainienne et la paix), a été publié par le site italien [Micromega](#) le 10 avril 2026 et traduit en français par Michel Lanson pour le site du Réseau Bastille.



d'égalité, se trouvaient confrontés à la contradiction de devoir prendre les armes pour ne pas succomber à la puissance militaire d'une agression impérialiste.

Les organisations engagées dans la collecte d'aide et le soutien direct à la population touchée par l'agression russe sont donc devenues la cible d'attaques mêlant insinuations, déformations et, dans certains cas, de véritables campagnes de diffamation. Le fait que ces attaques trouvent également un écho dans des milieux qui se définissent comme des «mouvements» ou des «espaces sociaux» soulève de profondes questions sur la crise d'une certaine culture politique.

Il vaut la peine de s'attarder sur le type de pacifisme qui anime ces prises de position. Il ne s'agit pas d'un pacifisme cohérent – celui qui exigerait le retrait russe des territoires occupés et le respect du droit international – mais d'un

pacifisme sélectif qui ne vise que ceux qui se défendent. C'est ce qu'a déclaré avec une extrême lucidité Mira, militante d'ABC Kyiv et de Solidarity Collectives, dans une récente interview publiée dans le cadre du projet «Decolonising Cultures of Remembrance» :

Nous sommes les véritables antimilitaristes : nous voulons que la guerre cesse. Et c'est pour cela que certains de nos camarades se sont engagés dans l'armée – pour faire en sorte que la Russie quitte cette terre et que la guerre prenne fin².

Une position qui démolit le discours dominant selon lequel soutenir la résistance équivaut à soutenir la guerre : au contraire, c'est le refus des armes à ceux qui se défendent – comme le rappelle également le document programmatique

2. Voir l'entretien avec Mira dans ce numéro de *Soutien à l'Ukraine résistante*, p. 7.

du Laboratoire internationaliste – qui n’est pas la paix, mais une condamnation à la capitulation et au massacre.

Mira a décrit comment, dans des pays comme la Grèce, l’Italie et l’Espagne, les soi-disant « pacifistes » reprennent de manière obsessionnelle des clichés déformés sur les événements du 2 mai 2014 à Odessa et sur la question du Donbass, répétant des récits stéréotypés qui, dans certains cas, s’accompagnent d’actes concrets d’intimidation. C’est une dynamique que le site Antiauthoritarian Alliance, promoteur de la tournée italienne des Solidarity Collectives, résume avec précision : « Contre le défaitisme déguisé en radicalisme. Avec la résistance ukrainienne, sans ambiguïté. »

Le cas de Bologne est emblématique, mais pas isolé. D’un côté, il existe des réseaux de solidarité qui opèrent de manière transparente, dans le but d’apporter une aide concrète à une population sous le feu des attaques. De l’autre, émergent des prises de position qui, au nom d’un anti-impérialisme souvent abstrait et sélectif, finissent par nier ou relativiser la responsabilité de l’agression russe, en déplaçant le centre de la polémique vers ceux qui tentent d’agir. L’article d’[antiauth.space](#) intitulé « Le stalinisme avec un A barré » – dont l’affaire de Bologne constitue la toile de fond – suggère que cette dérive n’est pas fortuite : il existe un courant du mouvement anarchiste et libertaire italien qui, dans son hostilité à la résistance ukrainienne, reproduit des schémas autoritaires et campistes difficilement distinguables, sur le fond, des positions de la gauche étatiste qu’il prétend combattre.

C’est dans ce glissement que s’opère une fracture significative. On ne discute plus de « comment » aider ou de quelle est la meilleure stratégie pour la paix, mais on établit qui est légitimé à exprimer sa solidarité et dans quelles conditions. Et lorsque la réponse implicite devient que toute forme de soutien à la résistance ukrainienne est suspecte, voire complice de logiques bellicistes, on s’engage sur un terrain dangereux – que le Laboratoire internationaliste définit avec précision comme l’expression d’une gauche « toxique, nuisible, vouée à être phagocytée par la droite ».

Ce qui rend le tableau encore plus inquiétant, c’est la provenance de certains des discours qui circulent ces derniers jours. Sans qu’il soit nécessaire d’en amplifier la visibilité, il est évident que certains contenus reprennent fidèlement des schémas propagandistes bien connus : la réduction du conflit à un affrontement entre blocs, la négation de l’autonomie ukrainienne, la criminalisation de toute forme de résistance qualifiée de « nazie » ou « instrumentalisée ». Le fait que ces cadres soient repris, plus ou moins consciemment, même par des milieux de la gauche radicale italienne, est précisément le problème structurel que le document du Laboratoire internationaliste identifie comme la cause de l’échec politique de la gauche face aux révolutions nord-africaines, puis face à l’invasion de l’Ukraine : un catalogue rigide des opprimés « acceptables », qui exclut systématiquement les peuples d’Europe de l’Est.

Ce n’est pas la première fois que cela se produit. Mais le cas de Bologne montre avec une clarté particulière à quel point ces dynamiques

SINISTRA PER L'UCRAINA



peuvent affecter le tissu politique et social. Lorsque la polémique se transforme en attaque personnelle, lorsque la dissidence devient délégitimation morale, lorsque l'on en arrive à demander à une administration municipale d'empêcher un débat public, le risque est d'éroder les espaces mêmes de la confrontation démocratique – précisément ceux que les organisations protestataires elles-mêmes disent vouloir défendre.

En ce sens, l'expérience de Sinistra per l'Ucraina et du Laboratorio Internazionalista représente une tentative importante de recomposition. Non pas parce qu'elles proposent une ligne unique ou indiscutable, mais parce qu'elles revendiquent la possibilité, pour ceux qui se reconnaissent dans des valeurs progressistes, de soutenir une population agressée sans pour autant renoncer à une vision critique du contexte international. C'est une position inconfortable, certes, car elle brise des schémas bien établis et remet en question des réflexes

idéologiques profondément enracinés. Mais c'est aussi la seule qui prenne au sérieux le principe de solidarité internationaliste sans double standard – cette solidarité que la gauche a pratiquée envers le Chili, le Vietnam, les Kurdes du Rojava, et qui ne peut être refusée au peuple ukrainien au nom d'un anti-impérialisme géographiquement sélectif.

L'affaire de Bologne n'est donc pas un épisode isolé, mais un symptôme. Elle montre à quel point il est urgent, y compris au sein de la gauche italienne, de rouvrir un espace de discussion qui ne soit pas prisonnier d'automatismes ou de récits importés, mais capable de partir de la réalité concrète. Et la réalité, aujourd'hui, c'est qu'il existe un peuple qui résiste à une invasion, qu'il existe des camarades qui le font avec les outils de l'auto-organisation, de l'entraide et de l'antifascisme militant. Décider de quel côté se ranger – ou du moins reconnaître cette asymétrie fondamentale – devrait être le point de départ, et non celui d'arrivée.

« C'est ainsi que nous avons fondé la Campagne de solidarité avec l'Ukraine »

Entretien avec Chris Ford¹

«Si l'Ukraine l'emporte, ce serait une défaite majeure pour le projet autoritaire – non seulement pour Poutine, mais aussi pour Trump».

Dans la plupart des pays d'Europe, les mouvements de solidarité avec la résistance populaire ukrainienne se sont formés dans les jours ou les semaines qui ont suivi l'invasion massive du 24 février 2022. La Grande-Bretagne constitue une exception. L'Ukraine Solidarity Campaign – qui participe activement au RESU – existe depuis 2014.

Pourrais-tu nous parler de ton parcours universitaire et de la manière dont tu as découvert l'Ukraine ?

J'ai fait ma licence en histoire ukrainienne, puis j'ai poursuivi des études de troisième cycle en histoire ukrainienne à la School of Slavonic & East European Studies de l'University

1. Chris Ford est historien et membre fondateur de l'[Ukraine Solidarity Campaign](#) en Grande-Bretagne. Il est interrogé par Artem Tivda, membre de Sotsialnyi Rukh. L'interview a été publiée [en ukrainien](#) et [en anglais](#) par la revue *Spilne* (12 mars 2026) et en français par le [RESU-Belgique](#).

College de Londres. Ma thèse portait sur le Parti social-démocrate des travailleurs ukrainiens, les *Nejalejnyky*.

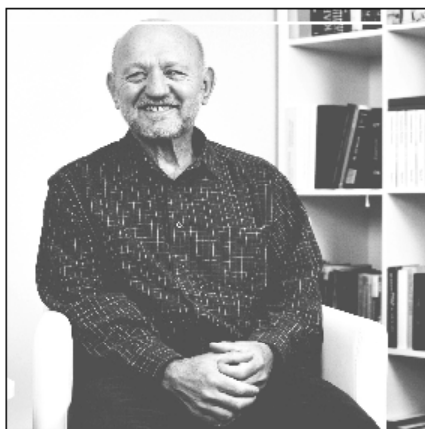
Mon intérêt pour l'Ukraine a commencé de manière concrète à travers le mouvement polonais Solidarnosc alors que je vivais en Ecosse. Pendant la grande grève des mineurs de 1984, le régime de Jaruzelski en Pologne, soutenu par l'URSS, a envoyé du charbon pour aider le gouvernement de Margaret Thatcher à briser la grève. À cette époque, j'ai commencé à écrire et à militer en faveur de Solidarnosc. Grâce à ce travail, j'ai rencontré des membres progressistes de la diaspora ukrainienne, ce qui a suscité un intérêt plus profond pour l'Ukraine.

Parmi les premiers Ukrainiens progressistes que j'ai rencontrés figuraient Bohdan Krawchenko et Marko Bojcun. Globalement, après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux représentants de la gauche ukrainienne indépendante ont fui l'URSS et se sont installés au Royaume-Uni. Krawchenko et ses camarades ont publié le magazine de la diaspora ukrainienne *Dialog* et l'ont fait passer clandestinement en Ukraine pendant l'ère soviétique. En anglais, il a publié le magazine *Meta* en collaboration avec Mick Antoniwi, un futur député gallois d'origine ukrainienne. Krawchenko a vécu au Canada, où il a ensuite dirigé l'Institut canadien d'études ukrainiennes. Grâce à Taras Kuzio et aux éditeurs du magazine *Suchasnist*, j'ai eu le privilège de rencontrer les dissidents et survivants du goulag Leonid Plioutch et Levko Lukianenko, que j'ai accompagnés à des réunions avec l'Internationale socialiste.

Le collectif Dialog avait à l'origine des liens avec la 4^e Internationale antistalinienne, mais avait évolué vers une orientation plus indépendante. Krawchenko était l'un des fondateurs de la revue très respectée *Krytyka*, éditée par le théoricien marxiste sud-africain Hillel Tiktin.

Marko Bojcun

(1951-2023)



Un marxiste ukrainien

SYLÉPSE



De plus, Dialog entretenait des liens étroits avec le Parti démocratique révolutionnaire ukrainien (URDP), qui publiait la revue *Vpered*. Les survivants de la gauche radicale ukrainienne avaient fondé l'URDP en 1947, sous l'impulsion

de figures telles qu'Ivan Maistrenko, Hryhory Kostiuk, Borys Levytskyi.

J'ai eu le privilège de devenir l'ami personnel de Levko Maistrenko – le fils du célèbre révolutionnaire ukrainien Ivan Maistrenko. Levko était membre du Parti démocratique révolutionnaire ukrainien, connu depuis 1990 sous le nom de Parti républicain démocratique ukrainien. C'est lui qui m'a aidé à publier une nouvelle édition de l'histoire de la famille Maistrenko.

Dans les années 1980, j'ai rencontré Marko Bojcun, et nous avons ensuite collaboré à la publication de la revue *Ukraine Today*. Marko et moi partageons des points de vue communs sur la question nationale et la politique de gauche progressiste. Il avait déjà terminé sa thèse à cette époque, et en 2017, son livre *The Workers' Movement and the National Question in Ukraine (1897-1918)*.

L'histoire a toujours été très importante pour moi, et en tant qu'historien, j'ai essayé de mettre en lumière la vérité sur des personnes qui s'écartaient de la ligne officielle de la propagande stalinienne et de la gauche traditionnelle.

Le Kremlin a tenté de présenter toutes les nuances de résistance anti-stalinienne – en particulier à gauche – comme traîtresses, et tout ce qui était ukrainien comme d'extrême droite, ultra-conservateur ou fasciste. Pourtant, il y avait toute cette histoire très progressiste, qu'il était selon moi vraiment important de mettre en lumière afin de retracer les racines de notre propre mouvement. Ce sont les forces progressistes, les sociaux-démocrates et les socialistes, qui ont été les pionniers de la renaissance de l'Ukraine, pas les conservateurs.

Dans les années 1980, nous avons organisé le soutien à l'autodétermination ukrainienne et aux dissidents de l'Ukraine soviétique par le biais de la résistance polonaise. J'ai fait passer clandestinement de l'aide à la résistance polonaise et, via la Pologne, aux dissidents en Ukraine. J'ai présenté des dissidents de Lviv à des camarades du Parti socialiste polonais (PSP) réformé. Avec le PSP, de jeunes militants de gauche ukrainiens et des sociaux-démocrates lettons, nous avons organisé une manifestation illégale à Varsovie en août 1989 pour marquer l'anniversaire du pacte Hitler-Staline. Marko et d'autres avaient déjà établi des contacts avec le Mouvement populaire d'Ukraine (Rukh), et nous avons republié leur déclaration fondatrice dans *Ukraine Today*, ainsi que celle de la nouvelle organisation social-démocrate de Lviv.

D'origine irlandaise et originaire d'Écosse, je m'intéressais naturellement aux questions liées à la question nationale. Reconnaisant des parallèles avec l'histoire polonaise, j'ai commencé à étudier l'histoire de la gauche ukrainienne. De plus, à cette époque, des ouvrages pionniers voyaient le jour, comme le livre de James Mace sur le communisme national.

J'ai combiné mon intérêt pour l'histoire avec l'activisme. Lors de ma première visite en Ukraine en 1985, j'ai apporté des samizdats de dissidents soutenant les syndicats indépendants : « Pour la liberté de l'Ukraine » et « Contre la guerre en Afghanistan ». Je les ai laissés dans des cabines téléphoniques à Kiev et à Donetsk, où la distribution de ce type de matériel était strictement interdite. Plus tard, j'ai fait campagne

pour le mineur dissident Vladimir Klebanov, qui avait organisé un syndicat libre dans le Donbass.

J'avais hâte de rencontrer la nouvelle gauche ukrainienne. Je crois que le premier militant de gauche ukrainien que j'ai rencontré était Zakhar Popovytch, vers 1999, aux Pays-Bas, où se tenait une conférence internationale ouverte aux représentants de la nouvelle gauche. Comme j'étais partisan des mouvements marxistes humanistes, j'avais également été invité.

Depuis combien de temps la Campagne de solidarité avec l'Ukraine existe-t-elle, et comment a-t-elle été créée ?

Lorsque l'Euromaïdan a commencé, Marko et moi avons réuni un groupe d'initiative pour discuter de deux choses : comprendre ce qui se passait réellement en Ukraine et apporter un soutien concret aux militants de gauche progressistes ukrainiens. Au Parlement britannique, nous avons organisé des auditions sur l'actualité en Ukraine et les réponses appropriées, en invitant des intervenants ukrainiens – Zakhar Popovytch et Volodymyr Ichtchenko – qui représentaient des points de vue différents. Du côté britannique, Jeremy Corbyn et John McDonnell ont également pris la parole.

Un débat intense a eu lieu au sein de la société britannique tant sur le côté réactionnaire de la contestation ukrainienne que sur les aspects progressistes de la révolution de la Dignité. Zakhar a évoqué les syndicats indépendants de Kryvyi Rih et l'implication du mouvement ouvrier dans les manifestations de l'Euromaïdan. Ce soutien populaire a souvent été ignoré par les

médias, alors qu'il constituait un élément important de ces développements politiques et historiques. Cela a provoqué une scission majeure au sein de la gauche britannique : les groupes staliniens et conservateurs ont soutenu la position anti-Maïdan du Parti communiste d'Ukraine aux côtés de Ianoukovitch et des *Berkut*², tandis que les progressistes de gauche se sont rangés du côté des manifestations contre les brutalités policières et les meurtres.

J'ai réuni des militants de gauche antistaliniens britanniques qui soutenaient l'Euromaïdan et avaient une très longue expérience dans la résistance au régime staliniste : Marko Bojcun, Halyna Kovalska et Mick Antoniwi. Nous voulions renforcer les militants de gauche progressistes ukrainiens dans leur lutte contre l'impérialisme russe. C'est ainsi que nous avons fondé l'Ukraine Solidarity Campaign (USC).

La première campagne de l'USC après 2014 a eu lieu lorsque, dans un contexte de dévaluation de la hryvnia, des mineurs syndiqués au sein du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPGU) dans plusieurs entreprises minières ont exigé des augmentations de salaire dans ce secteur hautement rentable de l'exportation de minerai de fer. Nous avons organisé une grande manifestation avant un match de football de Chelsea – le club appartenait à l'un

2. Les *berkut* (« aigle royal ») sont des anciennes unités spéciales servant de police anti-émeute qui dépendaient du ministère de l'intérieur. Ces unités créées en 1992 et composées d'environ 30 000 hommes avaient succédé aux Omon soviétiques. Elles ont été dissoutes en février 2014 en raison de la brutalité de leur répression au cours du mouvement du Maïdan.

des oligarques [NdT. Roman Abramovitch], qui possédait également plusieurs sociétés minières à Kryvyi Rih.

En collaboration avec le député britannique John McDonnell, nous avons organisé une conférence réunissant la nouvelle gauche et les syndicats démocratiques à la Chambre des communes et invité la porte-parole ukrainienne Nina Potarska, issue du mouvement socialiste et féministe en Ukraine.

Nous avons rencontré de nombreuses difficultés à cette occasion, car une autre campagne était en cours au Royaume-Uni, intitulée « Solidarité avec la résistance antifasciste en Ukraine », qui était clairement pro-russe. Un grand syndicat britannique des cheminots, le RMT, les soutenait, et ils comptaient dans leurs rangs plusieurs groupes de gauche, dont le Parti communiste, ainsi qu'un certain nombre de chauvins russes, leurs groupes étant plus importants que le nôtre.

Certains d'entre eux ont tenté de s'introduire dans notre conférence, provoquant d'énormes conflits et perturbations. Ils étaient également présents avec de nombreux chauvins russes, arborant leurs rubans tsaristes de Saint-Georges, menés par l'actuel dirigeant du syndicat RMT, Eddie Dempsey. L'atmosphère était très toxique. Ils ont tenté de nous intimider et de nous réduire au silence, mais ils ont échoué. L'atmosphère au Royaume-Uni était très différente de celle d'aujourd'hui, car la Russie, à l'époque, menait une guerre hybride intense, diffusait beaucoup de désinformation, empoisonnait considérablement l'esprit des gens, et certaines personnes étaient très heureuses d'être empoisonnées. Les



idiots des villages Potemkine ne manquaient pas.

C'était très difficile, mais nous avons obtenu le soutien de deux syndicats: le syndicat national des mineurs (NUM) et le syndicat des conducteurs de train, l'ASLEF. C'était en 2014-2015. Mick Antoniw a aidé à établir des contacts entre le NUM britannique et les mineurs ukrainiens de Pavlograd, dans le Donbass, puis avec les cheminots ukrainiens. Nous étions déjà en contact à cette époque avec le NPGU, et nous avons organisé un événement formidable au Parlement avec Yuriy Samoïlov qui s'est exprimé depuis Kryvyi Rih. Je me souviens qu'un certain nombre de jeunes Ukrainiens ont assisté à cet événement et ont également aidé à traduire. À partir de là, nous avons commencé à gagner un certain respect parmi les nouveaux Ukrainiens arrivés après l'Euromaïdan.

Au fil du temps, nous avons mené des actions de solidarité très réussies avec les travailleurs en Ukraine. Nous connaissions des cheminots à Kyiv, avons rencontré à plusieurs reprises des mineurs et mené plusieurs campagnes. Nous avons également organisé de nombreuses séances d'information au Parlement, ce que nous avons continué à faire. Plus tard, d'autres personnes sont venues en Grande-Bretagne et nous ont beaucoup aidés, comme Yulia Yurchenko. Tout notre travail de terrain et nos activités nous ont placés dans une très bonne position lorsque l'invasion à grande échelle a commencé, nous permettant de renforcer la solidarité.

Comment la mission de l'USC a-t-elle évolué au fil des ans ?

La mission initiale consistait à organiser la solidarité et à fournir des informations pour soutenir le mouvement syndical ukrainien en faveur des droits démocratiques de la classe ouvrière, contre l'intervention impérialiste et le chauvinisme; à coordonner les organisations socialistes et syndicales; à établir des liens directs avec les socialistes indépendants en Ukraine et les syndicats; et à soutenir le peuple ukrainien dans la détermination de son propre avenir, libéré de l'impérialisme russe et occidental. L'objectif initial déclaré n'a pas vraiment changé.

Et lorsque l'invasion à grande échelle a commencé, les circonstances sont devenues un peu plus favorables pour nous que pour ceux qui soutenaient la Russie. Les forces pro-russes n'étaient pas aussi explicites et agressives qu'elles l'avaient été après l'Euromaïdan. Au sein du mouvement ouvrier, la sympathie s'est accrue: nous avons pu mobiliser plus de personnes que pendant l'Euromaïdan, et le soutien et l'intérêt pour l'Ukraine étaient bien plus importants qu'ils ne l'avaient jamais été. Il convient de noter que juste après l'Euromaïdan, les sujets ukrainiens suscitaient beaucoup d'intérêt, mais il y avait aussi simultanément une opposition significative: beaucoup de documents trompeurs ont été publiés, de nombreux mensonges ont circulé, et les «experts» en savaient souvent très peu. Alors que cette fois-ci, après l'invasion à grande échelle, je pense qu'il y a eu un soutien sincère et généralisé. Dans les syndicats, chaque fois que nous nous rendions à une

conférence démocratique pour décider du soutien à l'Ukraine, la grande majorité des travailleurs votait en sa faveur. La position pro-russe n'a jamais remporté le vote démocratique; au lieu de cela, ils ont adopté des tactiques bureaucratiques pour nous bloquer. De plus, je pense que notre coordination et nos liens avec les syndicats en Ukraine se sont resserrés, évidemment grâce au travail d'aide que nous avons organisé.

Nos campagnes étaient également plus organisées et formelles qu'auparavant. Pendant l'Euromaïdan et après, Marko Bojczun, quelques autres et moi-même voulions adopter une position plus ferme pour soutenir militairement l'Ukraine contre l'agression russe, mais cela mettait certaines personnes mal à l'aise. Il y avait également eu une certaine désorientation au sein de la nouvelle gauche après l'Euromaïdan quant à l'opposition aux forces anti-Maïdan ou au soutien clair à la défense ukrainienne. Certaines personnes ont adopté une approche plus neutre et ne souhaitaient pas vraiment se prononcer explicitement en faveur de la résistance militaire de l'Ukraine contre la Russie et son occupation de Donetsk et de Louhansk.

Je dois dire que ce fut également une grave erreur pour nous tous au sein du mouvement de gauche mondial, mais je pense que cette fois-ci, face à l'invasion à grande échelle, nous avons pu adopter une position plus ferme et plus résolue contre l'impérialisme russe et en soutien à la lutte de libération nationale. Cette évolution de la pensée au sein de la gauche ici me semble très positive. Je pense également que c'est important pour une compréhension

critique des processus mondiaux, car nous sommes confrontés aujourd'hui à un contexte différent de montée du fascisme et de l'autoritarisme, et nous devons comprendre l'importance de la résistance militaire dans ce contexte.

Pour nous, en tant qu'USC, la situation actuelle est différente de celle de l'Euromaïdan – nous avons pu évoluer de manière plus forte. À l'époque, deux syndicats britanniques participaient à l'USC, et nous en avons désormais six. La majorité d'entre eux n'ont aucun doute quant à la nécessité de faire des dons pour soutenir les soldats en Ukraine. D'autres syndicats sont encore réticents à cette idée et souhaitent se concentrer davantage sur les questions humanitaires. C'est donc un débat qui reste d'actualité: le Royaume-Uni a mené de nombreuses guerres réactionnaires, et cela semble donc être un véritable saut. Cependant, c'est un ajustement nécessaire pour un changement de conscience, afin de commencer à comprendre la nécessité de soutenir la résistance militaire.

Avant la Seconde Guerre mondiale, beaucoup de gens étaient très réticents à soutenir une guerre en raison de la terrible expérience de la Première Guerre mondiale. Mais la lutte contre le fascisme était nécessaire. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un problème similaire: nous avons besoin que les gens changent de perspective. Nous avons cherché à mettre en évidence le lien très clair entre le régime de Poutine, la guerre en Ukraine et l'extrême droite à l'échelle mondiale. Au Royaume-Uni, l'extrême droite est clairement pro-russe ou pro-Poutine; elle s'oppose à l'aide à l'Ukraine, s'en prend aux droits des réfugiés ukrainiens et, là où elle





détient le pouvoir, a retiré les drapeaux ukrainiens des bâtiments des collectivités locales.

Quel est votre public cible au Royaume-Uni ?

Comme je l'ai dit plus tôt, dès le début, l'USC a bénéficié du soutien très fidèle de deux syndicats. Le syndicat national des mineurs a de nombreux liens historiques avec l'Ukraine, notamment avec certains députés proches de lui qui se sont rendus dans le Donbass. Le syndicat des conducteurs, l'ASLEF, a également soutenu la campagne. Certains de leurs membres se sont même rendus à Kyiv quelques jours avant l'invasion de 2022, se rendant jusqu'aux locaux de Sotsialnyi Rukh. Leur délégation a manifesté notre soutien. Il était important pour nous que l'USC se tienne aux côtés du peuple ukrainien. Grâce au soutien de ces deux grands syndicats, nous avons obtenu des avancées politiques importantes et joué un rôle majeur.

Le syndicat GMB, affilié à l'USC, a maintenu une position très ferme en faveur de l'Ukraine et contre l'impérialisme russe. Avec eux et les deux autres syndicats, nous avons coordonné nos efforts concernant la politique du Parti travailliste ;

nous avons joué un rôle déterminant dans la formulation de la motion qui a été présentée. Le Trade Union Congress (TUC) – l'équivalent de la FPU ou de la KVPU en Ukraine – a joué un rôle encore plus important. Nous avons mené une campagne majeure avec nos alliés et ces syndicats, et ils ont soumis une politique commune au TUC. C'était important car, avant l'invasion à grande échelle, le TUC n'avait pas de ligne politique forte sur l'Ukraine. Ce fut une avancée significative.

Le dirigeant du TUC, Paul Nowak, d'origine polonaise, a lui aussi adopté une position très pro-ukrainienne. De plus, il s'est rendu en Ukraine pour rencontrer les syndicats en personne. Cette année, il a pris la parole lors de notre réunion, marquant ainsi la première fois qu'il soutenait officiellement nos campagnes. Ce fut une grande réussite : les conférences des deux principaux organismes du TUC ont désormais adopté des positions pro-ukrainiennes.

Notre responsable syndical au sein de l'USC, Sacha Ismail, a accompli un travail incroyable en organisant des réseaux de sympathisants au sein de certains syndicats et en aidant nos alliés dans d'autres, tels qu'UNISON et Unite. Nous avons mené campagne au sein d'UNISON – le plus grand syndicat de Grande-Bretagne – et avons obtenu son soutien lorsqu'il a rejoint la campagne. Nous avons également travaillé avec l'University and College Union (UCU), qui représente le personnel des universités et des établissements d'enseignement supérieur. Au départ, l'UCU avait adopté une position controversée, quelque peu réactionnaire, sur la guerre ; bien qu'elle ne fût pas explicitement

anti-ukrainienne, elle était suffisamment réactionnaire pour pousser certains membres à démissionner. Nous avons mené campagne pendant un an, poussant le syndicat à adopter des politiques pro-ukrainiennes et à accepter les affiliations à la campagne. De même, au sein du syndicat Unite, nous avons organisé un réseau qui comprenait plusieurs jeunes Ukrainiens.

Nous avons également le syndicat des fonctionnaires, le PCS, qui soutient désormais l'USC à la suite d'une campagne interne. Avec un certain nombre de grands syndicats, nous avons pu apporter notre soutien à nos camarades ukrainiens. Récemment, le PCS a envoyé deux délégations d'aide.



Je suis fermement convaincu que les gens ne devraient pas se rendre en Ukraine pendant la guerre juste pour prendre des photos d'eux-mêmes. Ils devraient apporter de l'aide et ne pas y aller les mains vides. Je trouve cela moralement discutable, c'est pourquoi je suis heureux que le PCS ait livré pour 10 000 livres sterling d'aide médicale. Accompagnés par le PCS, nous avons assisté à la conférence du KVPU en Ukraine à leur invitation. Je pense qu'il était crucial d'établir ces liens directs entre les syndicats.

Outre les syndicats, un autre facteur majeur qu'il ne faut pas sous-estimer est l'énorme communauté pro-ukrainienne en Grande-Bretagne, qui a évolué: il y a désormais des milliers d'Ukrainiens ici, ce qui a eu une influence très positive tant sur les travailleurs que sur les membres syndicaux. La présence physique de personnes capables de contrer directement les mensonges russes s'est avérée inestimable.

Avec quels groupes collaborez-vous en Ukraine ?

Nous entretenons des relations amicales tant avec la FPU qu'avec la KVPU. Cela vaut particulièrement pour leurs deux syndicats de mineurs: le PRUP, affilié à la FPU, à Pavlohrad, et le NPGU, affilié à la KVPU. Les mineurs britanniques ont des liens étroits tant avec le NPGU qu'avec le PRUP. Les mineurs du sud du Pays de Galles ont livré près de 40 véhicules, dont la plupart ont été destinés aux mineurs de Pavlohrad qui servent désormais comme soldats dans l'armée ukrainienne.

Les deux interlocutrices les plus régulières de la FPU et de la KVPU lors des événements de l'USC ont été Ivanna Khrapko, du Conseil de la jeunesse de la FPU, et Olesia Briazghunova, la secrétaire internationale de la KVPU. Ce fut un grand plaisir d'accueillir Ivanna à la conférence du GMB et de l'entendre s'exprimer lors d'une des réunions de l'USC pendant la conférence du Parti travailliste. Un intervenant de la KVPU a également participé à notre réunion lors de la conférence du Parti travailliste cette année.

Depuis lors, nous avons tissé divers liens avec d'autres groupes. En collaboration avec le Syndicat libre des travailleurs de la santé (FUMW), affilié au KVPU, nous avons organisé un événement après que Sacha Ismail et moi-même nous soyons rendus à Lviv pour livrer un véhicule à une unité militaire composée de membres du KVPU. Pendant notre séjour, nous avons décidé de visiter la région minière autour de Novovolynsk, car nous accueillons ici en Grande-Bretagne des réfugiés originaires de cette ville.

Nous y avons également rencontré le FUMW. Nous avons ainsi pu organiser un événement international avec la section des travailleurs de la santé du syndicat GMB, au cours duquel le FUMW a tenu une réunion d'information à l'intention du personnel de divers hôpitaux. Il est apparu clairement que certaines des réformes néolibérales touchant les services de santé en Ukraine étaient très similaires à ce que les travailleurs ont connu ici au Royaume-Uni.

Nous avons également œuvré à établir des liens entre l'UCU et les syndicats d'enseignants du KVPU. De plus, nous avons noué des contacts avec l'ONG ukrainienne Progresylni, qui travaille avec les enseignants sur des thèmes éducatifs progressistes. Hanna Ostapenko, cofondatrice de cette ONG, est intervenue lors de nombreux événements syndicaux au Royaume-Uni. Nous sommes actuellement en train d'instaurer un dialogue pour organiser des événements axés sur la syndicalisation en Grande-Bretagne, en particulier sur la manière dont elle est pratiquée dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur.

Lors du congrès de la KVPU mentionné plus haut, j'ai rencontré des cheminots et, après avoir visité plusieurs lieux de travail en Ukraine, je les ai mis en relation avec le syndicat britannique des conducteurs de train, l'ASLEF. Dans la mesure du possible, nous avons essayé de «jume-ler» des syndicats et de favoriser un dialogue direct entre eux. Il en résulte aujourd'hui des liens plus solides que jamais. Pour moi, il est crucial de soutenir les syndicats libres et indépendants que les travailleurs eux-même ont créé à la fin de la période soviétique. Et ce, non seulement

en cette période de guerre, mais aussi pour les défis à venir.

Bien qu'il y ait clairement davantage de liens aujourd'hui entre les syndicats, tant au niveau national qu'international, je ne suis toujours pas entièrement convaincu que les syndicats occidentaux écoutent pleinement ce que leurs camarades ukrainiens leur demandent. Je vois sans cesse le KVPU et le FPU lancer des appels conjoints à la solidarité. Ils demandent aux syndicats de faire pression pour obtenir davantage d'aide – en particulier une aide militaire – suite à la récente escalade des attaques russes par drones et roquettes. Pourtant, je ne vois pas tous les syndicats réagir, en particulier les fédérations syndicales internationales, ce qui, à mon sens, constitue une grave lacune. Je dirais toutefois sans hésiter que les meilleurs de nos syndicats en Grande-Bretagne se sont mobilisés et ont répondu à ces appels.

Nous avons soulevé ces questions auprès des gouvernements conservateur et travailliste au Parlement. En collaboration avec des députés travaillistes favorables à cette cause [...] tels que John McDonnell, Clive Lewis et Nadia Whittome, nous avons déposé des motions et appelé à une augmentation significative de l'aide militaire à l'Ukraine lors des débats parlementaires. Nous avons également dénoncé les manquements du gouvernement britannique à cet égard. Au cours des trois dernières années, je n'ai vu dans aucun autre pays des élus de gauche ou des syndicats agir de manière aussi claire et aussi ferme qu'ici.

Nous avons mené une campagne active sur cette question, car je pense qu'il s'agit d'un

élément majeur qui fait défaut. La CES et la CSI devraient faire beaucoup plus pour répondre à ce qui leur est spécifiquement demandé, plutôt que de se contenter de publier des déclarations remplies de «belles paroles» sur le soutien à l'Ukraine.

Au sein de la société britannique, les opinions divergent quant au soutien à l'Ukraine. Malgré un large soutien public, il y a des politiciens de droite, hostiles aux migrants, qui s'opposent à l'aide; des libéraux qui souhaitent maintenir le «statu quo» avec les oligarques russes; et certains soi-disant «pacifistes» de gauche qui s'opposent à la fourniture d'armes. Comment dialoguez-vous avec ceux de la gauche britannique qui s'opposent à l'aide militaire? Êtes-vous en mesure de maintenir un dialogue avec des personnes ayant des opinions aussi divergentes?



Le Royaume-Uni compte 6,4 millions de syndiqués et 309 000 membres du Parti travailliste. Cela représente une part massive de la société civile et est devenu un terrain de lutte crucial autour de la «question ukrainienne». Mobiliser cette base en faveur de l'Ukraine est essentiel, d'autant plus que la Russie cherche constamment à saper ce soutien. Nous pourrions faire beaucoup plus pour repousser l'agresseur – pour construire une paix juste et durable, renforcer la solidarité, accroître l'aide militaire et imposer des sanctions plus sévères. Cependant, sans notre campagne en Grande-Bretagne, je pense que la situation ici ressemblerait davantage à celle de l'Allemagne: nous assisterions

à la montée d'une extrême droite pro-russe et d'une gauche anti-ukrainienne dominée par des influences russophiles de type «*Putinversteher*». Dans ce scénario, les syndicats feraient pression sur le Parti travailliste – un peu comme on le voit avec le SP – pour qu'il cherche un compromis avec Poutine, érodant constamment la confiance dans le soutien à l'Ukraine.

Nous aurions cette division, et ceux qui ne seraient pas explicitement pro-russes pourraient adopter une position neutre. Cela ne ferait que renforcer les segments de la société qui seraient ravis de voter pour quelqu'un comme Donald Trump. Si l'on examine la situation en Allemagne, elle est très différente de celle du Royaume-Uni. S'il y avait eu une campagne de gauche mieux organisée au sein du mouvement syndical allemand, la situation en matière de solidarité active serait peut-être très différente aujourd'hui.

En fait, nous sommes un petit groupe qui a réussi à maintenir l'Ukraine à l'ordre du jour tout en établissant des liens directs entre le Parti travailliste et les syndicats. Nous avons mobilisé des campagnes et présenté la guerre comme une lutte anti-impérialiste et antifasciste, faisant ainsi le lien entre l'aide concrète et la campagne politique. Je pense que ce travail était essentiel; sans lui, la situation au Royaume-Uni aurait pu être très différente, comme nous l'avons vu au lendemain de l'Euromaïdan. Nous devons également nous rappeler qu'il existe des franges de la classe capitaliste – tant en Allemagne qu'au Royaume-Uni – qui veulent la «paix à tout prix» avec la Russie. Lorsque nos divisions internes se multiplient, cela ne fait que renforcer

leur position et les aide à saper nos efforts. Je connais des camarades en Allemagne qui regrettent aujourd'hui de ne pas avoir lancé des campagnes similaires – comme l'USC – dans leur propre pays il y a des années.

En général, il est plus facile de discuter avec les travailleurs qu'avec ces factions de la gauche qui ne soutiennent pas l'Ukraine et s'opposent à l'aide militaire. Personnellement, je trouve cela très difficile car, ayant été en Ukraine pendant cette guerre, je vois les conséquences directes de leur sabotage. En s'opposant à l'aide et en essayant activement de la bloquer, ils aident en fait la Russie à gagner la guerre. Nous voyons ce qui se passe lorsque l'aide s'arrête: les attaques s'intensifient. Pendant la période où Trump a bloqué l'aide à l'Ukraine, davantage de personnes ont été tuées. Je connaissais des gens qui sont morts aujourd'hui – des gens que j'avais réellement rencontrés. Leurs décès sont, au moins en partie, une conséquence de l'arrêt de l'aide et du partage de renseignements, qui a perturbé les systèmes d'alerte précoce contre les attaques aériennes. Donc, oui, il est difficile d'engager un dialogue. Mais cela ne signifie pas que nous devrions éviter le débat. Il y a une lutte en cours au sein du mouvement syndical, et nous nous concentrons actuellement sur la manière d'aborder le débat sur le réarmement.

Il y a des gens qui s'opposent sincèrement à ce que l'argent soit dépensé pour le réarmement plutôt que pour la protection sociale et les services publics. Bien sûr, c'est une vision quelque peu simpliste, car cet argent n'était pas exactement investi dans les services publics avant le début du réarmement. Néanmoins,

alors que certains abordent cela comme une critique légitime des priorités gouvernementales, d'autres exploitent cette question spécifiquement pour saper le soutien à l'Ukraine. Nous avons cherché à faire valoir que le débat sur les dépenses de défense par rapport aux dépenses sociales ne devrait pas être centré sur l'Ukraine; ces deux besoins ne devraient pas être opposés. Certains des syndicats britanniques qui nous soutiennent considèrent le réarmement comme une politique indispensable pour deux raisons: premièrement, il crée des emplois qualifiés dans la production d'armes pour leurs membres; et deuxièmement, ils estiment que nous devons nous armer pour résister à l'autoritarisme. D'autres de nos sympathisants ne partagent pas cette position, estimant que les fonds devraient être affectés en priorité à d'autres domaines – mais ils restent fermement attachés à leur soutien à l'Ukraine.

Récemment, nous avons participé à une autre manifestation antifasciste à Londres. Nous avons apporté des drapeaux ukrainiens, et bien que nous fussions un peu nerveux quant à la réaction des gens, celle-ci a été positive – en fait, elle a été très encourageante. Nous y avons même rencontré des Ukrainiens, ce qui nous a incités à multiplier ce genre d'actions. Nous voulons maintenir une présence ukrainienne constante lors de tels événements, notamment pour lier directement la lutte contre le fascisme à la lutte ukrainienne.

Nous avons également participé à l'immense manifestation anti-Trump lors de sa visite à Londres en septembre 2025. Notre présence s'inscrivait dans une coalition plus large qui

comprenait même nos adversaires directs, tels que la Stop the War Coalition et le Parti communiste britannique. Naturellement, nous avons ressenti une certaine appréhension, mais nous avons fini par former un bloc ukrainien dédié, avec une immense banderole et des dizaines de drapeaux ukrainiens. Fait remarquable, des personnes que nous ne connaissions même pas ont fait le déplacement depuis toute l'Angleterre juste pour se joindre à nous – des individus qui avaient été actifs dans l'aide humanitaire et le bénévolat mais qui n'étaient pas auparavant liés à notre campagne. Cela a prouvé qu'il existe un potentiel inexploité considérable. Cela nous a montré qu'il n'y a aucun domaine où nous devrions hésiter à intervenir ou à participer.



Les campagnes de solidarité ne se limitent pas à l'aide humanitaire. Il est bien plus difficile d'encourager les gens à la solidarité politique. Vous avez mentionné que les personnes avec lesquelles vous travaillez ont en quelque sorte changé – les syndicalistes britanniques et les militants de gauche britanniques, et peut-être aussi les syndicalistes ukrainiens et la diaspora ukrainienne. Je pense que la plupart de nos camarades syndicalistes que vous avez mentionnés ne sont pas encore très politisés ni actifs dans la définition et la défense de leurs intérêts politiques.

Nous devons être très conscients du fait que vous évoluez dans un environnement politique post-soviétique. Dans le mouvement syndical britannique, il est très courant que les dirigeants syndicaux et la plupart des membres se

considèrent automatiquement comme appartenant à une forme ou une autre de gauche, ou explicitement comme socialistes. De nombreux militants s'identifieraient comme socialistes ou comme une forme de sociaux-démocrates, et ils seraient certainement alignés sur le Parti travailliste. En fait, la majorité des syndicats sont affiliés au Parti travailliste.

En Europe de l'Est, les régimes stalinien ont détruit la tradition de la politique de gauche démocratique. Combiné à l'histoire complexe de la question nationale ukrainienne, cela a créé un environnement où s'identifier ouvertement comme étant de gauche est bien plus difficile que dans des pays comme la Grande-Bretagne, où ce langage et cette identité sont mieux établis. À cela s'ajoute la complexité de la corruption politique. Je pense que l'un des résultats les plus constants des sondages d'opinion ukrainiens est que presque personne ne fait confiance aux politiciens. Par conséquent, il existe une différence significative entre la nature des syndicats et du mouvement syndical en Ukraine par rapport à ceux du Royaume-Uni.

Je ne dis pas qu'il faut faire confiance aux politiciens britanniques; il ne faut pas. Le fait est que les gens veulent souvent dire la même chose, mais qu'ils n'utilisent pas le même langage en Ukraine qu'en Grande-Bretagne. C'est assez tragique car de nombreuses idées des dissidents et des premiers syndicats indépendants étaient si progressistes et radicales – même les premières idées du Rukh étaient plus radicales et bien en avance sur ce que l'on voit aujourd'hui. En termes d'alignements politiques, il est essentiel que nous développons

un dialogue et un partage des connaissances pour aider les forces de gauche progressistes en Ukraine à se développer. J'espère que la gauche politique pourra s'élargir en Ukraine et finir par s'unifier en un vaste parti social-démocrate des travailleurs. Il ne s'agit, espérons-le, que d'une question de temps avant que les syndicats ukrainiens n'évoluent comme ils l'ont fait en Occident. En fin de compte, les travailleurs ne se contenteront pas toujours d'une simple voix syndicale – ils ont également besoin d'une voix politique.

En ce qui concerne les communautés ukrainiennes au Royaume-Uni, il y a certainement eu une évolution. La génération de jeunes post-Euromaïdan arrivée après l'invasion à grande échelle est très différente de la communauté de la diaspora qui existait auparavant. La diaspora d'après-guerre détenait une sorte de monopole politique, et l'arrivée de réfugiés ukrainiens après 2022 a créé des tensions. De jeunes Ukrainiens, notamment à Londres, ont participé à la Pride avec des drapeaux ukrainiens, tandis que d'autres se sont joints à des marches écologistes avec des banderoles jaunes et bleues. Cela a entraîné une scission, de nombreux jeunes se sont séparés pour créer leurs propres organisations avec des opinions plus libérales, démocratiques et progressistes sur des questions telles que les droits LGBTQ+ et l'environnement – des opinions qui ne pouvaient plus être conciliées avec celles des organisations plus anciennes. La communauté ukrainienne évolue rapidement. Ce sont des personnes aux expériences, aux héritages et aux perspectives politiques variés. Certains rejoignent des partis

politiques : nous avons désormais des militants ukrainiens au sein du Parti travailliste, dont un militant antiraciste de premier plan au Pays de Galles. Nous avons également des militants écologistes ukrainiens au sein du Parti vert. En effet, lors de la prochaine conférence du Parti vert, une motion de soutien à l'Ukraine sera présentée. Un débat important aura lieu, auquel participeront de jeunes Ukrainiens membres du parti, ainsi que des sympathisants de l'USC. Cela n'existait pas auparavant.

Pendant de nombreuses années, la communauté ukrainienne en Grande-Bretagne ne s'est pas du tout engagée dans la vie politique du pays. Ce fut une erreur majeure, car les Russes ont toujours été profondément impliqués dans la politique britannique. L'évolution actuelle est très positive ; même si tous les changements ne sont pas nécessairement progressistes, elle démontre que depuis l'Euromaïdan, une vision plus libérale et démocratique a émergé – en particulier chez les jeunes – par rapport aux perspectives des générations précédentes.

Quant à l'Ukraine, nous avons essayé de maintenir un dialogue avec divers groupes. Certains d'entre nous ont fortement soutenu et défendu la création de Sotsialnyi Rukh au lendemain de l'Euromaïdan. Marko Bojcun et moi-même, en particulier, étions convaincus qu'il serait bénéfique qu'une nouvelle organisation de gauche, étroitement liée à la révolution, émerge de l'Euromaïdan. L'apparition de Sotsialnyi Rukh, avec ses efforts pour créer un nouveau parti ouvrier, a constitué une évolution très positive. J'espère sincèrement que cela pourra

se concrétiser et que la société civile évoluera au-delà du modèle des ONG.

Nous entretenons également un dialogue et des liens avec SD Platform, qui est très proche du Parti travailliste au Royaume-Uni. Il y a toujours une place pour les forces de gauche en Ukraine, et nous devons leur apporter notre soutien afin qu'elles ne se retrouvent pas isolées. Il est évident que la «nouvelle gauche» en Ukraine évolue actuellement dans un environnement très difficile, et nous ne savons pas comment les choses vont se développer. Cependant, je crois qu'il est essentiel d'avoir un véritable dialogue avec les personnes en Ukraine – qu'il s'agisse de soldats, de membres de Sotsialnyi Rukh ou de syndicalistes. Cela ne doit pas être uniquement pour la forme, mais reposer sur un véritable travail commun et des objectifs partagés.



Nous n'avons pas seulement fait campagne pour obtenir des armes; nous avons constamment consulté les gens pour maintenir un véritable dialogue. C'est ainsi que nous avons développé notre programme pour nous opposer à la fois à Trump et à Poutine, en appelant à une alternative à l'occupation russe. Nous souhaitons toujours connaître votre avis - en tant que membres de la société civile progressiste ukrainienne - sur ce qui, selon vous, doit être fait. Plusieurs de nos récentes campagnes découlent directement de ces discussions et de nos visites en Ukraine. Par exemple, concernant les enfants enlevés: après avoir rencontré des personnes dans un refuge en Ukraine, nous avons constaté de nos propres yeux que cette question ne recevait pas suffisamment d'attention ici. Un autre moment critique a eu lieu lors

de la visite de Donald Trump au Royaume-Uni. Nous avons ressenti un besoin urgent de nous concentrer davantage sur les territoires occupés, car on ne prête actuellement presque aucune attention à ce qui s'y passe. Si un «accord de paix» injuste impose une division et rend l'occupation permanente, le monde doit savoir ce que cela signifiera pour les millions de personnes piégées sous le joug russe: enlèvements, torture, déplacements forcés, saisie de logements et une vie de mendiant sans droits. C'est pourquoi nous devons mener campagne ensemble, dans le dialogue. Personne d'autre que nous n'écrira l'histoire des voix de gauche de la résistance.

Que signifie pour vous la politique de gauche ?

Je commencerai par mes convictions fondamentales: nous vivons dans une société de classes, et il existe une lutte des classes, même si beaucoup de gens ne souhaitent plus en parler. Pourtant, nous avons un mouvement ouvrier qui a été créé spécifiquement pour s'opposer à l'exploitation capitaliste des travailleurs. C'est ainsi que les travailleurs ont commencé à s'auto-organiser. Nos alliés naturels en Ukraine doivent donc être le mouvement ouvrier. Les classes sont en état de lutte permanente, ce qui conduit inévitablement au débat fondamental: quel genre de société voulons-nous créer et dans laquelle voulons-nous vivre ?

Et de là émerge la conception de ce que devrait être une politique de gauche. Nous voulons vivre dans une société à la mesure des êtres humains, où les personnes qui travaillent

ne sont pas simplement achetées et vendues comme des marchandises sur un marché du travail et ne doivent pas être considérées comme de simples marchandises. La politique de gauche doit donc partir du principe que nous n'acceptons pas cela et que nous voulons davantage. Nous voulons que les gens soient traités comme des êtres humains, qu'ils puissent réaliser pleinement leur potentiel humain. Et cela pourrait s'appliquer aux mineurs du Donbass qui ne peuvent plus travailler dans une mine. Ils devraient pouvoir réaliser leur potentiel et avoir un emploi alternatif qui soit humain et satisfaisant. Il en va de même pour les soldats qui pourraient revenir blessés.

J'ai été très influencé par les humanistes socialistes qui ont émergé à l'Est et à l'Ouest en réponse au communisme totalitaire et au capitalisme occidental. Parmi eux figurent les dissidents marxistes humanistes ukrainiens. Pour moi, la leçon du 20^e siècle et des expériences de la période soviétique et de ces régimes communistes, c'est la centralité de l'être humain. Le projet de gauche consiste aussi à surmonter l'aliénation, en plaçant l'être humain au centre, en tant que sujet et force de changement. Le pouvoir de changement ne vient pas «d'en haut» en ce sens. Les politiques de gauche sont donc doubles: il y a les besoins les plus immédiats auxquels nous devons répondre dans un programme minimum. Dans ce contexte, nous sommes confrontés à des problèmes immédiats concernant nos besoins sociaux fondamentaux: le logement, des salaires qui nous permettent de vivre, notre environnement et la défense de la démocratie, en particulier en Europe. L'Ukraine

occupe une place centrale dans le contexte de la montée de l'autoritarisme; gagner la guerre en Ukraine est vital pour préserver la démocratie en Europe et s'opposer aux fascistes dans tous nos pays.

Mais il faut aussi lutter contre un programme qui ne fera que réduire l'Ukraine à une arène d'exploitation, que ce soit par le capital mondial ou par les oligarques ukrainiens. Une politique de gauche, tant en Ukraine qu'à l'extérieur, consiste donc à nous solidariser avec ces luttes pour défendre les travailleurs contre ce qui leur arrive – contre le fait d'être simplement spoliés et exploités au nom de la reconstruction ou de la paix. La place d'une politique de gauche réside ici dans des solutions collectives aux questions salariales, et dans des discussions sur le droit au logement et l'accès à des soins de santé gratuits et décents. Ce sont là les minima fondamentaux qui garantissent l'égalité au travail et l'égalité dans la société.

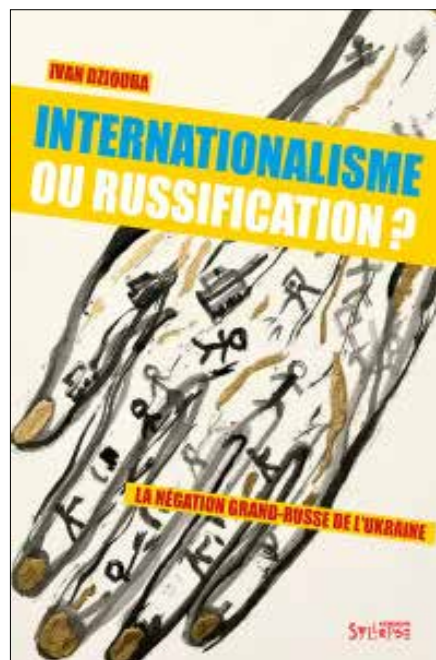
En même temps, une politique de gauche doit avoir un objectif plus large. Nous devons reconnaître que les problèmes auxquels nous sommes confrontés dans le mouvement syndical – que ce soit en Ukraine, en Europe ou à l'échelle mondiale – ne sont pas isolés, et que nous ne pouvons pas nécessairement les traiter tous séparément. Il ne s'agit pas seulement de démocratie; nous voulons un changement social-démocrate. Nous avons besoin d'un changement social, ce qui implique un changement de système, transcendant le système qui engendre ces Poutine, ces Trump et ces oligarques. Nous devons encore nous tourner vers l'élaboration d'une vision émancipatrice

pour un type de société différent de celle du 20^e siècle, même si nous devons aussi en tirer les leçons. Il y a une désorientation au sein du mouvement syndical parce que nos problèmes sont si énormes que les solutions immédiates nous font souvent perdre de vue le fait que si nous ne changeons pas le système, nous nous retrouverons à nouveau dans la même situation. Oui, nous avons besoin d'une politique de gauche immédiate, mais nous avons également besoin de plus que cela.

Je ne pense pas que nous devrions idéaliser la situation. Nous pourrions être contraints de former des alliances avec des personnes avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord si nous voulons vraiment lutter contre ce fascisme et cet autoritarisme. Sans cela, il sera très difficile de créer une société meilleure. La question nationale n'a pas disparu, et je pense qu'elle est centrale : l'émancipation nationale est aussi importante que l'émancipation sociale. C'est exactement ce qu'Ivan Dziouba a toujours soutenu : « La question ukrainienne était à la fois sociale et nationale. Il est impossible de se concentrer sur l'une seule d'entre elles, et il est impossible de résoudre l'une sans l'autre³. » Je viens d'un pays où la question nationale est profonde : ma famille est originaire d'Irlande. Je pense que dans les pays qui étaient d'anciennes colonies, ou où la question nationale est profonde, on ne peut pas construire un projet socialiste ou une organisation de gauche sans garder à l'esprit la nécessité de la libération nationale également. Je

3. Ivan Dziouba, *Internationalisme ou russification : la négation grand-russe de l'Ukraine*, Paris, Syllepse, 2023.

pense que c'est une leçon pour l'Ukraine : tous les projets socialistes passés en Ukraine qui ne plaçaient pas l'émancipation nationale au cœur de leur programme, ou qui ne se concentraient pas sur le dépassement de l'héritage du colonialisme, ont échoué face à des groupes plus russophiles ou, plus tard, à des courants nationalistes plus conservateurs.



Je pense donc que les événements récents ont confirmé ce point. Vous savez, je me souviens d'une discussion avec un membre de la gauche ukrainienne après l'Euromaïdan qui me disait que j'étais resté coincé dans les années 1920 – qu'il n'y avait plus de question nationale. Mais je pense que c'est une erreur d'analyse complètement catastrophique de la part de



personnes comme Volodymyr Ichtchenko. Bien sûr qu'il y a une question nationale quand près de 20 % du pays est occupé par la puissance coloniale historique.

Avec tant de guerres et d'injustices dans le monde, comment parvenez-vous à maintenir l'attention sur ce qui se passe en Ukraine ?

La guerre en Ukraine est cruciale pour l'évolution de la situation mondiale. Lorsque Poutine a lancé cette invasion, il ne s'agissait pas seulement d'un conflit régional – c'était une attaque contre la stabilité mondiale et le cadre fondamental du droit international. C'est une contre-révolution à grande échelle. Plus la guerre dure, plus elle érode ces normes. La Russie a contribué à créer un monde où «la force fait le droit», où les puissances autoritaires dictent les règles. Cette dynamique en encourage d'autres – les actions de Netanyahou en sont un exemple – nous poussant vers un système où seuls les plus forts décident de ce qui se passe, sans rendre de comptes. Cela reprend ce que Marx appelait la «bataille des capitaux» et l'intensifie à l'extrême.

Il est important de reconnaître que cette guerre en Europe a des conséquences profondes pour la démocratie. Les institutions démocratiques dont nous disposons en Europe ont été conquises grâce à des générations de luttes de la classe ouvrière. Si les forces autoritaires et d'extrême droite parviennent à les saper – comme la guerre de Poutine vise à le faire –, cela menace non seulement l'Europe, mais le monde entier. Si le cœur de la stabilité mondiale

et de la démocratie libérale s'effondre, l'espoir pour le reste du monde s'amenuise également. Oui, les États européens sont souvent hypocrites; ils se sont rendus complices d'atrocités comme celles commises à Gaza et ont exploité les pays du Sud. Mais leurs acquis démocratiques restent importants. Tout comme dans les années 1930 et 1940, si l'Europe bascule complètement vers l'extrême droite populiste, cela ne profitera à personne. C'est pourquoi l'issue de la guerre en Ukraine est cruciale, non seulement pour l'Europe, mais aussi pour façonner l'ordre mondial. Elle a des conséquences de grande envergure. D'autres conflits ont leur importance, mais à l'heure actuelle, la guerre menée par la Russie en Ukraine est centrale et déterminante pour l'avenir de la démocratie et de la stabilité internationale.

Si l'Ukraine l'emporte, ce serait une défaite majeure pour le projet autoritaire – non seulement pour Poutine, mais aussi pour des personnalités comme Trump. C'est un enjeu central de la lutte mondiale pour la démocratie. Bien sûr, cela ne diminue en rien le coût humain et les souffrances du peuple ukrainien, qui restent primordiaux. Nous devons absolument soutenir un cessez-le-feu; cependant, cela ne signifie pas que nous – en tant que gauche mondiale et mouvement ouvrier – devrions soutenir un accord injuste qui rendrait la partition et l'occupation permanentes, récompensant ainsi Poutine. Nous devrions chercher à pousser l'Europe à créer les conditions d'une issue différente pour l'Ukraine, ce que l'Europe a les moyens de réaliser.



Les actions de Trump ont semé la confusion et ralenti les efforts d'aide, car beaucoup pensaient que la guerre pourrait bientôt prendre fin. Cette incertitude s'est dissipée, mais elle a affecté la collecte de fonds et le travail de solidarité. Ironiquement, d'autres actions de Trump - comme sa scandaleuse sortie envers Zelensky dans le Bureau ovale - ont incité certaines personnes à soutenir l'Ukraine plus activement. Les gens ont vu que Trump et Poutine semblaient être parvenus à une sorte d'entente, et que cet arrangement ne servait que leurs intérêts. L'une de nos actions les plus visibles à l'époque a été une manifestation devant l'ambassade des États-Unis aux côtés de groupes ukrainiens - quelque chose que je n'aurais jamais imaginé voir de mon vivant.

Nous entrons dans une nouvelle phase, tant dans la guerre que dans notre travail de solidarité. Nous devons présenter la lutte de l'Ukraine

comme faisant partie de la lutte mondiale contre le fascisme et l'autoritarisme, en la reliant aux défis auxquels nous sommes confrontés ici au Royaume-Uni. Les forces d'extrême droite et anti-migrants gagnent du terrain; si nous ne les arrêtons pas, rien de bon n'en ressortira. Soutenir l'Ukraine est essentiel, et notre message doit s'adapter pour toucher un public plus large - ce combat reste d'une importance cruciale non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour la démocratie dans le monde entier.

Tu as mentionné qu'il a fallu près de dix ans pour convaincre six syndicats britanniques de soutenir l'Ukraine. Nous constatons également à quel point il est difficile de persuader les États membres de l'ONU d'adopter une position plus ferme pour défendre un pays sous occupation. Dans ce contexte, nous entendons souvent des arguments selon lesquels nous entrons

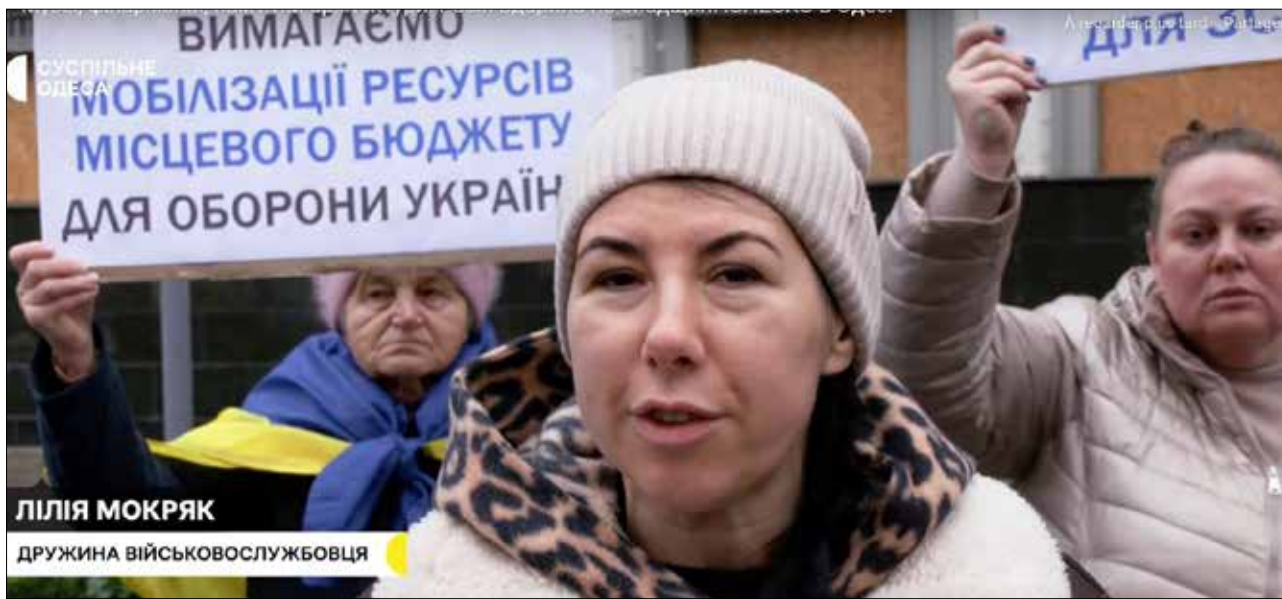
dans une ère d'autoritarisme parce que les démocraties ne sont pas assez flexibles. Qu'en penses-tu ?

Le président chinois Xi Jinping a déclaré que l'ère actuelle serait celle des autocraties, affirmant que les démocraties ne seraient pas assez flexibles. Cet argument est profondément réactionnaire. La montée des forces autoritaires, voire fascistes, n'est pas causée par la faiblesse de la démocratie, mais par les crises au sein même du capitalisme. En particulier, la crise de la baisse du taux de profit et la crise financière – souvent appelée la Grande Récession – ont déclenché le dernier virage autoritaire.

Pourquoi cela se produit-il? Les capitalistes veulent exploiter davantage, tandis que le développement de la démocratie implique la redistribution des richesses et l'expansion des programmes sociaux, ce qui renforce les mouvements ouvriers. L'autoritarisme est une réponse à cette crise, alimentée par la

concurrence croissante entre les États et le protectionnisme. Différentes factions de la classe capitaliste dans divers pays ont adopté l'autoritarisme comme stratégie. Dans certains pays, ces factions sont en train de l'emporter – notamment aux États-Unis – et il existe désormais un réel danger qu'elles puissent arriver au pouvoir au Royaume-Uni, voire en France. Au Royaume-Uni, cette faction a déjà réussi à faire passer le Brexit et pourrait potentiellement former un gouvernement, ce qui serait un désastre tant pour nous que pour l'Ukraine.

Cependant, ces forces autoritaires ne dominent pas partout; il existe des divisions au sein des classes dirigeantes. Dans cette lutte, il est dans notre intérêt de nous ranger du côté de ceux qui défendent la démocratie. Il est important de noter que toutes les factions qui soutiennent l'autoritarisme s'efforcent activement de saper l'Ukraine et s'opposent à l'aide qui lui est apportée. Elles comprennent les enjeux – et nous devrions en faire autant.



CARNETS
DE GUERRE

La guerre en quelques mots et quelques chiffres...

Antoine Rabadan¹

Russie. De petits km² ukrainiens gagnés pour d'énormes pertes

Avant l'invasion du 24 février 2022, la Russie contrôlait 7 % du territoire ukrainien (la Crimée et, dans la région du Donbass, des parties des oblasts de Donetsk et de Louhansk). Fin mars 2022 l'occupation avait atteint son pic à 25,86 % avant de chuter à 20,28 % dès le mois suivant pour se stabiliser entre 17,62 % en novembre 2022 et 17,73 % en juillet 2024. À partir de ce mois de juillet 2024, le taux d'occupation avait connu une progression, mais très légère, passant de 17,79 % en août 2024 à 18,3 % en mars 2025². Au 4 avril 2026 la Russie occupe 19,3 % (soit 116 379 km²) du territoire ukrainien.

En avançant de 177 kilomètres carrés par mois en moyenne depuis le mois de janvier, il faudrait 229 années à l'armée russe pour s'emparer de la totalité du territoire ukrainien. Vladimir Poutine serait alors âgé de 302 ans³.

Pour rappel : le territoire ukrainien a une superficie de 603 550 km². Si l'on reprend deux des pourcentages ci-dessus, on vérifie que les 25,86 % de territoires occupés par la Russie en mars 2022 équivalent à une surface de 156 070 km² et les 18,3 % de mars 2025 à 110 450 km². En occupant 19,3 % du territoire ukrainien, soit 116 379 km², au 4 avril 2026, on mesure que la Russie n'a gagné que 5 929 km² depuis le 31 mars 2025, soit en un an et quatre jours (369 jours). Ce qui donne un gain moyen de 16,06 km² par jour.

La Russie ne gagne pratiquement plus de territoire. L'idée reçue, reprise jusqu'en 2025, d'une progression lente mais inexorable est désormais contredite sur le terrain. Les 600 kilomètres carrés grugés chaque mois par l'armée russe en 2025 sont tombés à moins de 150 au début de 2026. En février et en mars, il y aurait même eu le contraire : quelques kilomètres carrés repris par l'Ukraine⁴.

Cela fait près d'un mois que l'armée russe a lancé son offensive de printemps en Ukraine. Toutefois, au cours des deux dernières semaines, soit depuis le début du mois d'avril, Moscou n'a conduit aucune opération offensive majeure sur la ligne de front.

Le nombre d'assauts russes quotidiens, mesuré sur une moyenne de 30 jours, est passé de 200 en novembre à 156 au mercredi 15 avril. Il s'agit du niveau le plus faible enregistré depuis un an.

1. Antoine Rabadan est membre du Comité français du RESU à Montpellier.

2. À partir du graphique du *Monde*, « Les Décodeurs, guerre en Ukraine », 23 avril 2025.

3. Tiré de « En 1 500 jours de guerre à grande échelle contre l'Ukraine, la Russie n'a cessé de revoir à la baisse ses

objectifs », *Le Grand Continent*, 4 avril 2026.

4. François Brousseau, « La Russie recule », *Le Devoir*, 13 avril 2026.

Le commandement russe peine à régénérer ses forces suite à de lourdes pertes matérielles et humaines subies durant l'hiver.

Selon l'économiste Janis Kluge, les données budgétaires régionales russes indiquent que le rythme de recrutement s'est contracté de près de 20 % entre le premier trimestre 2025 et 2026, passant de 1 100 nouvelles recrues par jour en moyenne à 900 cette année.

Plusieurs analystes estiment que les échecs offensifs répétés contraignent le commandement russe à diminuer le nombre de secteurs dans lesquels il conduit des opérations afin de se concentrer sur un nombre réduit d'objectifs.

- L'enlèvement russe dans le secteur de Kostiantynivka et Droujkivka, sur la route de Kramatorsk, réduit considérablement la probabilité d'une percée en direction de la ceinture de forteresses ukrainiennes de Donetsk.
- Cette situation résulte autant d'une déconnexion entre les objectifs fixés par le Kremlin et les capacités de l'armée russe que d'une stratégie efficace de contre-attaques localisées menées par l'armée ukrainienne.

Les assauts ukrainiens en direction d'Oleksandrivka et d'Houliaïpole, dans l'oblast de Zaporijjia, contraignent en effet le commandement russe à allouer des ressources qui auraient pu être utilisées dans le cadre des efforts offensifs visant les forteresses de Donetsk, et à puiser dans ses réserves⁵.

5. «Sur le front ukrainien, l'offensive russe de printemps s'enlise», *Le Grand Continent*, 16 avril 2016.

L'année 2025 a été la plus meurtrière pour les forces russes

L'état-major ukrainien affirme que les pertes ennemies se sont élevées à 418 170 soldats tués ou blessés graves, estimation très proche de celles de l'ISW (Institut pour l'étude de la guerre) ou du Center for Strategic and International Studies. Ce qui donne 35 000 soldats russes hors de combat chaque mois, alors que Moscou n'arrive plus à dépasser les 30 000 embauches mensuelles. Arithmétique fatale, qui peut expliquer le piétinement actuel⁶.

Durant l'année écoulée, le savoir-faire technologique de l'Ukraine lui a permis mettre hors de combat plus de soldats russes qu'il n'en avait été recruté. Mais selon les estimations du commandant en chef des forces armées ukrainiennes, le Kremlin prévoit d'incorporer plus de 400 000 nouvelles recrues en 2026, poursuivant ainsi sa stratégie dite du «hachoir à viande» : il s'agit de submerger l'Ukraine par le seul poids du nombre, tout en sapant le moral national en détruisant ses infrastructures énergétiques⁷.

La défense ukrainienne

Aujourd'hui, l'industrie de défense de l'Ukraine fournit la moitié de l'équipement nécessaire à son armée (contre 10 % en 2022)⁸.

6. François Brousseau, art. cité.

7. Malgré de lourdes pertes humaines en Ukraine, la Russie ne risque pas de manquer de soldats de sitôt», *The Conversation*, 2 avril 2026.

8. «La militarisation de l'industrie de défense ukrainienne», *Diplomatie. Affaires stratégiques et relations internationales*, n° 138, mars-avril 2026.



En janvier 2022, il existait sept entreprises ukrainiennes productrices de drones pour une commande publique... de six drones de taille moyenne à grande. En octobre 2024 plus de 25 entreprises étaient en passe de fabriquer 2 millions d'unités, un chiffre qui devait passer à 4 millions à la fin 2025⁹.

Les frappes de drones ukrainiens ont diminué de 16 % la capacité de raffinage russe en août 2025¹⁰.

Les drones navals Magura et Sea Baby ont permis à l'Ukraine de détruire ou neutraliser le tiers des navires russes de la mer Noire¹¹.

Imprimantes de guerre. Afin d'adapter au mieux les besoins des unités, Kiev a déployé depuis plusieurs années maintenant, un réseau d'imprimantes 3D permettant de fabriquer des pièces pour ses drones, arme devenue centrale dans le conflit.

Au tout début les Ukrainiens produisaient surtout des éléments comme des ailettes, notamment pour des obus largués depuis des drones. Chaque unité disposait alors de sa propre imprimante 3D pour ce type de production. Progressivement le volume a augmenté : on est passé d'une imprimante par unité à plusieurs, et les pièces se sont perfectionnées.

Aujourd'hui, selon Ulrich Bounat, analyste en géopolitique, spécialiste de l'Europe centrale et de l'Est, en Ukraine, on fabrique directement des composants de drones complets. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que cette guerre,

notamment sur le plan des drones, repose sur une adaptation permanente. Les drones doivent être améliorés en continu pour voler plus loin ou résister davantage¹².

Selon *Le Monde* du 9 avril, «les Ukrainiens ont maintenant pris le dessus dans la guerre aérienne contre la Russie [sur son territoire]». Portées par une nouvelle génération de drones, «les forces ukrainiennes ont réalisé un nombre record de frappes en mars, détruisant des infrastructures pétrolières et gazières russes». Le ministère de la défense russe a déclaré avoir abattu un «record» de 7 347 drones ukrainiens en mars... mais sans jamais dire combien sont passés!

En 2025, des milliers de drones ont été lancés, dont au moins 58 ont fait mouche, jusqu'à 2000 km en profondeur. Plus de la moitié des grandes raffineries ont été touchées, ce qui a réduit de 17 % la capacité totale de raffinage du pays. Résultat : pénuries locales, carburant rationné et révisions à la baisse des exportations. L'Ukraine frappe là où ça fait mal.

À tel point qu'un nombre important de drones ukrainiens sont aujourd'hui déployés au Moyen-Orient. Les pays de la région, à l'exception de l'Iran, s'empressent de conclure des accords avec Kiev pour acheter du matériel de pointe (des drones intercepteurs) et embaucher des conseillers. Le monde à l'envers!

Le dédain, redevenu clair et explicite, de Donald Trump envers Volodymyr Zelensky et son

9. *Ibid.*

10. *Ibid.*

11. *Ibid.*

12. Tiré de «Guerre en Ukraine : "Ça compense en partie les problèmes d'approvisionnement"... Quel rôle jouent vraiment les imprimantes 3D dans le conflit?», *Midi Libre*, 10 avril 2026.

pays, n'y change rien. Même s'il a déclaré en mars qu'il n'avait surtout pas besoin de drones ukrainiens, le *New York Times* a révélé que des bases américaines, notamment en Jordanie, avaient précisément acquis des drones intercepteurs ukrainiens ! Ce qui permet aujourd'hui à Zelensky de mettre de côté toute obséquiosité stratégique et de déclarer franchement : «Poutine manipule Trump.» Le maître du Kremlin va-t-il se décider à négocier la paix¹³ ?

La performance dronique des Ukrainiens. En mars l'Ukraine est parvenue, pour la première fois, à frapper avec les drones en profondeur plus que n'a fait la Russie [en Ukraine]. À voir si cette situation s'avère durable. L'utilisation de drones d'observation comme de frappes des deux côtés des antagonistes sur le front, qui rend détectable et visé instantanément tout mouvement de troupes et de véhicules, complique, sur une profondeur de 20 à 30 km, la mise en œuvre d'opérations complexes, que ce soit pour l'offensive de l'un ou la contre-offensive de l'autre. La «*kill zone*» s'étend désormais sur ces 20 à 30 km de chaque côté de la ligne de front.

Un haut responsable américain, David Petraeus [un ancien général de l'armée américaine, commandant de la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan entre 2010 et 2011 et directeur de la CIA de 2011 à 2012], affirme que l'Ukraine est en passe de devenir le principal complexe militaro-industriel du monde libre (sic) dans le domaine des drones, y compris des drones antidrones.

Passés en économie de guerre (comme la Russie), les Ukrainiens consacrent à la fabrication de drones des moyens financiers considérables mais surtout ils ont agrégé un système assez révolutionnaire de fabrication de drones. Là où en Europe on en est encore à vouloir passer de grandes commandes sur 10 ans à des constructeurs aéronautiques, genre Dassault, qui nous font ça en dizaines de millions de dollars, les Ukrainiens produisent pour les trois semaines à venir des milliers de drones qui seront obsolètes dans les trois mois à venir. C'est cette rapidité, cette capacité à travailler en réseaux avec de toutes petites start-up mais aussi avec des fabricants qui ne vont faire que des morceaux de pièces détachées, qui sont inatteignables aujourd'hui pour les grands constructeurs européens. Du coup ils vont faire des *joint-ventures* avec les Ukrainiens pour comprendre comment ils fonctionnent. C'est un autre modèle industriel¹⁴.

Il reste que cette place décisive prise par les drones, en particulier par les Ukrainiens, mais aussi, quoiqu'avec moins d'agilité productive et technologique, par les Russes, ne résout pas absolument le déficit en soldats qui pèse beaucoup sur les forces armées ukrainiennes. À l'inverse, les Russes peuvent compter sur un nombre bien plus élevé de soldats à sacrifier, c'est le terme dans ce cas. Mais la situation en termes de recrutements russes est en train de se détériorer grandement¹⁵.

14. Guillaume Ancel, écrivain et ancien officier français.

15. «L'Ukraine peut-elle gagner sa guerre face à la Russie grâce à ses innovations militaires ?», TV5-Monde Info, 12 avril.

13. Tiré de François Brousseau, art. cité.



Une économie russe qui va très mal selon le *Moscow Times*

Vladimir Poutine a exigé des explications du gouvernement et de la Banque centrale quant aux raisons pour lesquelles l'économie russe affiche des performances inférieures aux attentes des experts et des analystes, voire à leurs propres prévisions. Il a également réclamé des mesures urgentes pour relancer la croissance. C'est la deuxième fois en un mois que Poutine dénonce la faiblesse de l'économie russe.

Selon le ministère du développement économique, le PIB des deux premiers mois de l'année a reculé de 1,8 % par rapport à la période janvier-février de l'année précédente. L'Institut de prévision économique de l'Académie des sciences de Russie a estimé cette baisse à 1,5 % en glissement annuel pour le trimestre. De son côté, la Banque centrale prévoit une croissance du PIB de 1,6 % au premier trimestre.

La production manufacturière et industrielle en général, ainsi que le secteur de la construction, d'importance systémique, ont subi des pertes, déplore Poutine. Selon Rosstat (l'agence publique de statistique), le secteur de la construction s'est contracté de 16 % en janvier et de 14 % en février par rapport à l'année précédente.

L'activité économique ne progresse pas cette année, selon le suivi des entreprises effectué par la Banque centrale. L'indicateur du climat des affaires (ICA), calculé à partir de ces données, s'établissait à 0,2 point en janvier et à

-0,1 en février. Le suivi des flux financiers de la Banque centrale a enregistré une forte baisse des recettes dans la plupart des secteurs au premier trimestre, une situation qui s'est accentuée chaque mois.

Le ralentissement de la croissance économique menace le budget, dont les recettes pétrolières et gazières du premier trimestre ont chuté de 45 % par rapport à l'année précédente. Les recettes hors pétrole et gaz, malgré la hausse de la TVA, des droits d'accise (taxes prélevées sur la consommation de certains produits, à l'intérieur ou à l'importation) et autres taxes, n'ont progressé que de 7 %, tandis que les dépenses ont bondi de 17 %. En conséquence, le déficit trimestriel a atteint 4 580 milliards de roubles et dépasse déjà le budget prévisionnel annuel. Le ralentissement économique, la contraction de la demande et l'augmentation du coût du service de la dette devraient peser sur les bénéfices des entreprises et les investissements, même par rapport à 2025, souligne l'Institut Gaïdar. Ce dernier craint donc que les recettes fiscales soient inférieures aux prévisions des autorités.

La Banque mondiale constate que la baisse des recettes pétrolières et gazières n'est pas compensée par d'autres sources de revenus. Elle considère la flambée des prix du pétrole due à la guerre en Iran comme un facteur temporaire susceptible d'améliorer légèrement la situation, mais qui ne modifie pas la tendance générale au ralentissement de la croissance. Ce constat est également partagé par le CMASF, un groupe de réflexion proche du Kremlin : il a relevé ses prévisions concernant

le prix moyen à l'exportation du pétrole brut russe de l'Oural cette année à 81,60 dollars le baril, mais la croissance économique, dans son scénario, ne progresse que de 0,5 point de pourcentage au maximum et ne devrait pas dépasser 1,3 % cette année.

Une accélération significative de la croissance économique russe est improbable : les taux d'intérêt restent élevés et la Banque centrale s'est engagée à maintenir une politique monétaire restrictive pendant une période prolongée. L'activité économique a reculé, les investissements ayant chuté de 2,3 % l'an dernier, et le ministère du développement économique prévoit une poursuite de ce repli cette année. Si les fonds propres des entreprises constituent la principale source d'investissement, les bénéficiaires sont également en baisse. L'Institut de prévision économique de l'Académie des sciences de Russie a identifié ce facteur, au même titre que les contraintes budgétaires et le ralentissement de la consommation, comme l'un des principaux risques pesant sur la croissance économique cette année.

La croissance principale se concentre dans le complexe militaro-industriel, qui absorbe des ressources au détriment de l'économie civile. Selon le Centre de prévisions économiques de Gazprombank, la croissance de la production dans les industries à vocation militaire s'accompagne d'un ralentissement, voire d'une baisse, de la production de biens de consommation. D'après le Centre d'analyse macroéconomique et de prévisions à court terme, les secteurs civils de l'industrie russe ont accéléré leur déclin en début d'année.

Par conséquent, la plupart des prévisions tablent sur une croissance atone de l'économie russe, autour de 1 %. Promsvyazbank, « face à des résultats décevants au premier trimestre », a abaissé ses prévisions de croissance du PIB pour l'année de 1,5 % à 1 %. Le consensus des analystes interrogés par la Banque centrale en avril est resté inchangé : une croissance de 1 %. La Banque mondiale a revu ses prévisions à la baisse, à 0,8 %, tandis que le FMI les a relevés de 0,8 % à 1,1 %.

La fin de la guerre serait le meilleur atout pour l'économie. Mais même une telle fin apporterait un soulagement, sans pour autant résoudre les problèmes accumulés, ont souligné Andrei Yakovlev, chercheur associé au Davis Center de l'Université Harvard, et Vasily Burov, directeur du cabinet de conseil Estonto Lab : Cela ne ramènera pas tous ceux qui sont partis. Cela ne restaurera pas la confiance brisée des entreprises envers l'État... Cela ne créera pas d'institutions fonctionnelles là où elles se sont dégradées... Cela ne réorientera pas l'économie des rentes de guerre vers une croissance productive¹⁶.

16. « Poutine a réprimandé les responsables pour leurs prévisions non réalisées et a exigé que l'économie renoue avec la croissance », *The Moscow Times*, 15 avril 2026.



Ce que l'Ukraine nous apprend aussi

Marcel Le Chamborrand¹

Il y a un peu plus d'un an, tirant quelques leçons de la guerre en Ukraine, deux politologues proches du Pentagone, Jon Schmid et Erik E. Mueller, publiaient un article titré : « Ce que le Pentagone pourrait apprendre de l'Ukraine sur l'utilisation des nouvelles technologies² ».

Les bouleversements provoqués par l'introduction massive des nouvelles technologies sur le champ de bataille sont désormais une évidence telle qu'il n'est pas utile d'y revenir dans cette note. Ce n'est d'ailleurs pas l'objet de l'article puisque toute l'argumentation des auteurs repose sur la nécessité de changer les rapports entre « fournisseurs » et « utilisateurs », on pourrait même dire entre « marchand » et « client ». Les clients étant directement ceux qui sont amenés à utiliser sur le champ de bataille les armes fournies par les marchands.

Avant la guerre, nous disent les auteurs, le système d'acquisition militaire de l'Ukraine était lent, opaque et dominé par une entreprise publique, UkrOboronProm. Ce système centralisé a été abandonné dès les premiers mois de la guerre. L'Ukraine s'est par exemple tournée vers les petits fabricants privés de drones qui ont

reconverti leur savoir-faire vers une production militaire et adapté « librement » leur production aux besoins concrets du champ de bataille. On notera ici que la plasticité des productions civiles vers les productions de guerre n'est pas à sens unique.

Prudents, nos deux auteurs soulignent que « bien entendu, le contexte est important : les processus, les modèles organisationnels et les règles de l'Ukraine ne peuvent être reproduits à l'identique aux États-Unis ou ailleurs ». Toutefois, ajoutent-ils, « le Pentagone peut tirer au moins deux enseignements précieux de cette expérience ». Tout d'abord, écrivent-ils, la technologie civile est « plus avancée et moins coûteuse que la technologie militaire ». Ce qui a effectivement une importance capitale « pendant un conflit en cours, lorsque les lacunes en matière de capacités apparaissent soudainement et que l'urgence empêche de suivre les processus d'acquisition traditionnels ». Plus important, encore, les drones civils sont moins chers et « modifiables aisément pour répondre à des besoins de mission spécifiques ».

La solution la plus innovante (techniquement et socialement) a été la création d'une organisation, baptisée Brave 1, « chargée de faire rapidement le lien entre la demande des combattants et les développeurs ». Brave1 a accordé des subventions à des développeurs pour un montant total de plus de 800 millions d'UAH (19 millions de dollars). On objectera évidemment que c'est un transfert vers le privé. Mais là n'est pas la discussion – même si elle n'est pas à négliger. La question qui doit retenir notre attention, c'est

1. Note publiée dans *Lignes de mire*, n°3.

2. [Defense News](#).

le lien direct entre les besoins du champ de bataille, exprimés par les unités, et les fournisseurs d'armes qui sont contraints (plus ou moins, évidemment) à se plier à des demandes précises et particulières.

Brave 1 repose sur une plateforme en ligne qui met en relation des combattants ayant des besoins opérationnels spécifiques avec des développeurs de technologies. L'Ukraine a ainsi mis en place sur le terrain une délégation des pouvoirs d'achat au niveau de certaines unités. Si sur le plan opérationnel, cela permet de répondre à l'évolution rapide des besoins sur le terrain, cela ne manque certainement pas d'avoir des répercussions sur la chaîne de commandement d'une armée d'autodéfense populaire.

BRIÈVEMENT

Selon une source officielle citée par la BBC, l'armée ukrainienne a réussi à reprendre le contrôle d'une position occupée par les occupants grâce à des drones et des systèmes robotisés terrestres, sans qu'aucune unité d'infanterie n'ait participé à l'opération.

Il s'agit-là d'après cette information d'une « première puisqu'une « position ennemie a été prise uniquement par des plateformes sans pilote – missiles et drones ». Il est également fait état de 22000 missions accomplies en trois mois par des robots Ratel, Termit, Ardal, Lynx, Zmey, Protector et Volya: « Autrement dit un robot, et non un soldat, s'est rendu dans les zones les plus dangereuses. Cela témoigne du rôle essentiel des hautes technologies dans la



protection de ce qu'il y a de plus précieux : la vie humaine », a souligné le président Zelensky. De son côté, le commandant en chef des forces armées ukrainiennes, Oleksandr Syrsky, a déclaré qu'en mars, les systèmes robotiques avaient accompli 50 % de tâches de plus qu'en février.

À consulter: [РБК-УКРАЇНА](#)



BOÎTE
ALERTE

« Nous avons été recrachés sur la rive d'une nouvelle réalité et nous réapprenons à respirer. »

Dominique Boury¹

La vie à la lisière : être ukrainien aujourd'hui, un livre de Tetyana Ogarkova et Volodymyr Yermolenko (traduit de l'ukrainien par Louise Henry, Paris, Gallimard, 2026).

Tetyana Ogarkova, essayiste et journaliste, et Volodymyr Yermolenko, philosophe et écrivain, sont deux universitaires qui, dès le Mайдан en 2013-2014, s'engagent aux côtés du peuple ukrainien pour « raconter l'histoire qui naissait sous leurs yeux ». Lors de l'invasion à grande échelle par la Russie, ils décident de sillonner l'Est et le Sud du pays, avec leurs trois filles, à la fois observateurs et acteurs bénévoles des réseaux de solidarité apportant des véhicules aux militaires et des livres aux civils.

1. Dominique Boury est membre du Comité français du RESU et du NPA-A.

Ils n'écrivent pas un reportage documentaire mais esquissent une réflexion philosophique nourrie des descriptions de villages détruits, de maisons bombardées, de paysages dévastés, des rencontres d'hommes et de femmes pendant la quarantaine de voyages qu'ils effectuent. Une sorte de phénoménologie de la guerre, une phénoménologie qui ne se dit pas au singulier d'une conscience privée, mais qui se déploie au niveau de la conscience collective d'un peuple qui résiste.

Pour des millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens, le 24 février 2022 est une rupture radicale du temps. « Nous avons été recrachés sur la rive d'une nouvelle réalité et nous réapprenons à respirer. » L'invasion à grande échelle par l'armée russe a bouleversé les catégories fondamentales de leur existence : l'espace, le temps, la terre, l'eau perdent leur familiarité. Si tu tournes à droite tu es mort, à gauche, tu survivs. L'eau de la rivière, infranchissable, te protège ou te piège. Même la mort change de nature, ce n'est plus une affaire privée... « La mort des uns oblige les autres, la garantie de ma vie à l'arrière c'est la mort d'un autre sur le front. » Avec la guerre, c'est une réalité inimaginable qui s'impose sans échappatoire possible. Devient réel ce qui semblait jusqu'alors impossible : une frappe de missiles sur un centre commercial bondé à Kremenchouk, les meurtres dans les caves de Boutcha...

Ce ne sont pas les activités du front qui préoccupent Tetyana Ogarkova et Volodymyr Yermolenko, mais la vie qui se déroule à la lisière, cet espace où se révèlent la vulnérabilité des corps, la fragilité des maisons et des villages

pour celles et ceux qui sont là parce qu'ils et elles ne veulent pas abandonner leur jardin, les murs en ruine de leur foyer, les sépultures souvent improvisées de leurs proches tués par la guerre. Dans la lisière, ils vivent une «après-vie»: des expériences qui ne relèvent plus de la vie, mais qui ne sont ni la mort ni le non-être, une ruine, un survivant, un paysage dévasté. Se déploie un espace vivant, habité, fragile, entre deux mondes, deux réalités. Dans cet entre-deux l'identité ukrainienne persiste entre survie et disparition.



La lisière - nous le voyons tout au long du livre - n'est pas seulement l'intervalle qui sépare du front les zones du sud et de l'est. Ce sont aussi, dans les grandes villes, ces moments de bombardement où tout peut basculer, les frappes meurtrières, l'écroulement d'un immeuble, les privations d'eau ou d'électricité aux effets dramatiques. Plus largement c'est la frontière entre les ténèbres et les lumières dont

l'alternance a marqué l'histoire de l'Ukraine, d'effacements en renaissances. Tetyana Ogarkova et Volodymyr Yermolenko en font le symbole de la place de l'Ukraine, lisière entre l'Europe et la Russie de Poutine.

En contrepoint, ce livre est une critique féroce des intentions et des formes qu'a prises l'invasion par l'empire, qui ne se bat pas pour des territoires ni pour des ressources. Espace immense, la Russie n'a aucun besoin des oblasts occupés. Mais Poutine veut détruire l'identité ukrainienne, qu'il décrit comme une construction artificielle, «historiquement russe». Les enfants des territoires occupés sont embrigadés avant d'être russifiés. L'assimilation commence par eux. La destruction systématique des bibliothèques, des écoles, des lieux de mémoire vise à anéantir l'idée même d'une identité ukrainienne. «La destruction de la culture est une composante du génocide. Pour détruire une communauté, il faut détruire sa mémoire, ses mécanismes de transmission des pensées et des sentiments.» Depuis le 17^e siècle, chaque affirmation politique ou culturelle de l'Ukraine est perçue comme une menace et suivie d'une répression visant non seulement les territoires, mais la possibilité d'une identité ukrainienne autonome. Au 20^e siècle, la renaissance des années 1920 est brisée par l'Holodomor (1932-1933), la Grande Terreur de 1937-1938 et l'anéantissement de l'intelligentsia, puis par la poursuite des répressions soviétiques après 1945, notamment contre les dissidents et les Tatars de Crimée. En écrasant la nation ukrainienne, Poutine veut ramener l'histoire où elle s'était arrêtée en 1989 et rebâtir l'ancienne grandeur stalinienne.

Mais l'activité culturelle devient une force active de résistance, les librairies réouvrent, les salles de concert se remplissent. L'impressionnante floraison poétique et artistique après quatre ans de guerre répond à une question centrale du livre: comment un peuple résiste-t-il quand tout est détruit? Les deux auteurs inscrivent cette résistance dans la lignée des artistes, poètes, écrivains, peintres qui ont construit l'Ukraine, de Taras Chevtchenko à Ivan Franko ou Kasimir Malevitch. Exilés, emprisonnés, assassinés, leurs destins témoignent de l'incroyable capacité de l'Ukraine à renaître. C'est Vassyl Stous, poète et dissident, mort à 47ans, en 1985, au goulag qui en sera le maillon intermédiaire. Il devient, après l'indépendance de 1991, un des symboles de l'Ukraine nouvelle, «en train de naître en s'arrachant à la domination russe».

Tout au long des pages, nous retrouvons beaucoup d'artistes contemporains, souvent leurs proches engagés dans l'armée, qui ont écrit, peint, exposé et dont la plupart sont morts au front. Ils n'étaient pas nés pour la guerre, aucun d'entre eux n'aimait le pathos que véhicule souvent le mot «combattant», mais la guerre s'est imposée, et ils ne se sont pas dérobes.

La vie à la lisière révèle la dimension universelle des drames et des dégâts de la guerre dont les civils sont les cibles, immeubles bombardés de Beyrouth, rues détruites de Téhéran, les mêmes récits de massacres et de souffrances infligées à Gaza où écoles, mosquées, centres culturels, hôpitaux ont été intentionnellement détruits. Mykhaïlo qui survit par hasard au bombardement d'Izioum, dont toute la famille est

massacrée, fait écho aux familles palestiniennes écrasées sous les missiles israéliens. L'universalité implicite du livre n'est donc pas politique (les conséquences impérialistes ou colonialistes des maîtres du monde) ni morale (les victimes et les bourreaux), mais anthropologique. Les guerres contemporaines détruisent les bases mêmes qui permettent de vivre comme humain. Elles savent les conditions d'habitabilité de la terre, la possibilité d'un futur choisi. Mais dans le même mouvement toutes les formes de résistance à la lisière en témoignent: «Ce qui nous définit, c'est ce que l'on est prêt à défendre.»

On n'est pas tenu de suivre Tetyana Ogarikova et Volodymyr Yermolenko dans leur analyse du poutinisme et de ses filiations avec le stalinisme. On peut être réticent face à l'essentialisation du peuple ukrainien qui efface les conflits qui le traversent, ou à la réduction de l'invasion à un affrontement métaphysique entre nihilisme russe et romantisme ukrainien. Mais en inscrivant la guerre actuelle dans une longue histoire coloniale et impériale, leur travail donne une profondeur décisive à la compréhension du conflit. Leur description de la population ukrainienne ouvre un espace, là où la vie ne va plus de soi mais persiste et permet «de parler, de continuer d'être, de continuer de réfléchir et d'agir», dans cet entre-deux instable où la survie devient une forme de résistance. Rien n'est gagné, rappellent-ils, car la guerre se poursuit et la destruction totale de l'Ukraine demeure possible. «Nous sommes à un moment de bifurcation, où peuvent – ou non – se créer des points de non-retour pour une renaissance durable.»



« On dansera quand même »

Bernard Randé¹

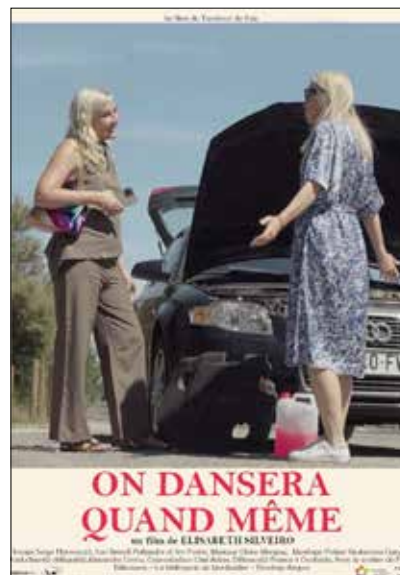
On dansera quand même, le film d' Elisabeth Silviero, coproduit par France 3-Occitanie a été largement évoqué récemment.

Puisqu'il faut bien qu'un homme souffre pour le RESU, j'ai regardé le film en question (avec néanmoins un léger somme avant la fin). Quelques phrases prononcées rendront compte des thèses avancées. « Il faut fermer les yeux sur le monde », qui est annoncé comme le thème central. « Tous les Russes ne sont pas mauvais, et tous les Ukrainiens ne sont pas des anges », découverte qui ferait baver Socrate d'envie. « L'important, c'est la personnalité d'un individu, pas sa nationalité », ce qui, à nouveau, est une découverte philosophique majeure, mais qui doit être nuancée : ... pas sa nationalité, à condition qu'il soit russophone.

Le film n'est pas à proprement parler un film social. Tous les émigrés russophones semblent habiter des villas avec piscine. Au premier plan, des femmes. Très propres sur elles, et d'ailleurs elles sont soit esthéticiennes, soit toiletteuses pour chien, soit leurs clientes. Néanmoins, l'une d'entre elles a une voiture dont les essuie-glaces ne fonctionnent pas (Ken Loach pointe le bout de son nez).

1. Bernard Randé est membre du Comité français du RESU et du Réseau Bastille.

De façon sous-jacente, le film est à la gloire, non pas de l'URSS, mais des pays qui la composaient (Russie, Ukraine, Lettonie, Kazakhstan, Géorgie, Arménie) pour la raison que tous leurs représentants dans le film sont russophones. Certes, le russe est répandu dans ces pays (sauf en Arménie), mais son usage provient pour une bonne part, dans les Républiques « périphériques », de la période où le russe était obligatoire dans l'enseignement. On peut à la rigueur considérer que c'est la langue du colonisateur, sans la limiter à cela. On peut aussi considérer que c'est la langue d'un pays agresseur. Le film n'est donc pas franchement woke. Il y aurait ainsi une communauté russophone qui serait plus vaste que la communauté des « frères slaves » évoquée dans le film. Passer du cadre ethnique au cadre linguistique ne fait qu'étendre les visées dominatrices.



Un autre thème omniprésent: il ne faut pas faire de politique car «on ne peut rien changer».

L'arrière-plan est lui aussi intéressant: on entend au début une radio française annoncer que «la Russie a à nouveau bombardé l'Ukraine», ce qui peut laisser penser qu'il y a une volonté mauvaise vis-à-vis de la Russie. Cependant, la France semble extrêmement accueillante pour ces réfugiés qui ont fui leur pays au début de la «guerre» (le mot est prononcé). On ne sait pas si c'est pour dénoncer le «bataillon Monaco» ou par pur fayotage à l'égard des téléspectateurs français, mais en réalité tout n'est pas rose, comme on le sait, pour ces réfugiés (ni les autres, d'ailleurs), sans mettre tout en noir (le film a apparemment eu une influence insoupçonnable sur ma pensée philosophique).

Le film est par ailleurs un navet absolu.



Filmer, témoigner, résister

Sophie Bouchet-Petersen¹

Ce 16 avril au Cinéma des cinéastes (Paris): une belle soirée avec le festival Docudays UA, autour de deux documentaires ukrainiens et de leurs réalisatrices.

Nous vous avons longuement parlé de ce projet dans le numéro spécial de *Soutien à l'Ukraine résistante* consacré au cinéma: «Résister caméra au poing» (n° 47, 25 mars 2026). Il est né du voyage d'Ukraine CombArt à Kyiv en juin dernier, à l'invitation du Festival international du film documentaire et des droits humains Docudays UA, avec lequel nous avons organisé ces projections du 16 avril.

Merci au Cinéma des cinéastes qui a fait plus qu'accueillir cet événement solidaire et l'a organisé avec nous. Merci aux ami-es de Kalyna à qui nous avons demandé un buffet ukrainien qui fut très apprécié. Merci aux deux réalisatrices, Tetiana Symon (*Kherson, Resistance Goes On*) et Alisa Kovalenko (*My Dear Théo*) que nous avons conviées à Paris pour la circonstance. Merci à Laure Adler qui a animé avec Chowra Makaremi, présidente d'Ukraine CombArt, le débat avec Alisa Kovalenko.

1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale d'Ukraine CombArt et membre du Comité français du RESU.

Merci à toutes celles et tous ceux qui sont venus en nombre manifester ce soir-là leur solidarité avec l'Ukraine combattante et avec ses cinéastes qui font de leur art une arme de résistance à l'invasion et pour certain-es, comme Alisa, ont pris les armes. Malgré bien d'autres guerres infâmes et une actualité qui tend à reléguer l'Ukraine au second plan, ils et elles ont affirmé, avec nous, que nous restons plus que jamais aux côtés de la résistance populaire ukrainienne, civile et militaire, qui tient tête et tient bon.

En guise de compte rendu: ces quelques photos d'une belle et forte soirée, riche d'émotion partagée et de détermination intacte.



Dans l'entrée du Cinéma des cinéastes, décorée aux couleurs de l'Ukraine, les banderoles d'Ukraine CombArt et de Kalyna accueillent les spectateurs et les spectatrices.

Dans le hall, la banderole du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine donne le ton: «Troupes russes hors d'Ukraine!».



Sur la table Ukraine CombArt-RESU: notre brochure sur les céramistes ukrainiens, dissidents discrets des années 1960-1980, qui ont décoré dans tout le pays les abribus et parsemé leurs mosaïques de symboles patriotiques (un cosaque, un tournesol...) que chacun-e déchiffrait aisément en dépit des interdits du colonialisme russe. Notre appel aux dons pour acheter des garrots-tourniquets destinés au bataillon du régiment 225 dans lequel combat, près de Kharkiv, celui qui fut le président-fondateur d'Ukraine CombArt. Les quatre-pages du RESU sur des thèmes qui nous mobilisent comme le retour des enfants ukrainiens kidnappés et russifiés de force ou la campagne pour financer des générateurs destinés aux hôpitaux ukrainiens, avec le syndicat indépendant du personnel hospitalier Soyez comme nous sommes. Des publications des éditions Syllepse, très actives sur le front de la solidarité avec l'Ukraine et du soutien

aux opposants russes à la guerre impérialiste de la Fédération de Russie. Et deux œuvres de la sculptrice Elena Voïtenko (des tableaux de notre amie Oxana Bloch, accrochés aux murs du cinéma, donnaient à voir avec talent ce que la guerre fait aux lieux et aux cadres de vie d'un peuple perpétuellement ciblé par les missiles et les drones).



Avec Svitlana et Florent, les ami-es de l'association Kalyna avaient préparé un délicieux et copieux buffet ukrainien (vodka comprise) qui a rencontré un vif succès.

Le stand de Kalyna exposait aussi des bijoux traditionnels ukrainiens dont les recettes, comme celles du buffet, financent des équipements directement acheminés en Ukraine (ambulances, kits de survie, colis).



La première projection, *Kherson, Resistance Goes On*, a fait salle comble au point que certain·es n'ont pas pu rentrer: nous les prions de nous en excuser. Ce moyen-métrage donne la parole à trois jeunes volontaires qui aident les populations civiles piégées sur la ligne de front puis par la destruction du barrage de Kakhovka (l'un d'eux a été tué depuis).



Lors du débat qui a suivi, sa réalisatrice, Tetiana Symon, nous a expliqué le fonctionnement des Archives de la guerre, dont ce film est tiré. Ce fonds documentaire unique au monde, créé par Docudays en mars 2022, collecte documents et témoignages sur les crimes commis

▲ À gauche, Tetiana Symon, à droite, Marianne Babich, journaliste et traductrice d'Ukraine CombArt).

► Marie Rebaud et Sophie Bouchet-Petersen, d'Ukraine CombArt.

par les troupes d'invasion russes: vérification des sources, méthodes d'archivage, modalités de mise à disposition des chercheurs, journalistes, juristes et militants. Une arme majeure contre les mensonges de la propagande poustinienne et pour garder la trace de crimes dont les auteurs doivent être identifiés et poursuivis.

Dans la grande salle du Cinéma des Cinéastes, après qu'Arnaud Boufassa, son directeur, ait introduit cette deuxième partie de la soirée avec des mots d'amitié et d'engagement, Marie Rebaud et Sophie Bouchet-Petersen rappellent notamment, avant la projection de *My Dear Théo*, comment se sont nouées, depuis 2024, nos relations avec Docudays et ce que subit, en ce moment même, la population ukrainienne ciblée par les bombardements redoublés des agresseurs du Kremlin.



Après ce film qui nous a toutes et tous bouleversé·es, le débat s'engage avec Alisa Kovalenko: elle revient sur les raisons de son choix (prendre les armes), sur les conditions de réalisation de ces lettres filmées à son petit garçon, sur les relations quasi-familiales tissées avec ses frères et sœurs d'armes, avec tous ceux que l'on voit à l'écran, devenus si proches, parmi lesquels beaucoup ont, depuis, trouvé la mort au combat: le générique de fin leur rend notamment hommage.



Alisa nous a expliqué qu'au départ, elle n'avait pas songé à faire un film: elle se vivait avant tout comme soldate, pas une cinéaste mais uniquement une soldate, décidée à empêcher à tout prix que son pays retombe sous la botte russe et soit forcé de devenir une société aux antipodes des valeurs pour lesquelles les Ukrainien·nes se sont mobilisé·es avant et après Maïdan. Plus que pour un territoire ou une patrie, il s'agissait et il s'agit pour elle d'empêcher, ici et maintenant, que son fils et les enfants

d'Ukraine grandissent dans un pays comme celui dont la Russie de Poutine donne le terrifiant exemple. Elle se serait, nous a-t-elle dit, sentie coupable de ne pas faire le maximum.



Alisa a tenu à nous dire que la guerre, n'en déplaise à ceux qui en font un spectacle, ne se réduit pas aux affrontements paroxystiques et ultra-violents dont certains médias et certains films sont friands. Ce qu'elle donne à voir, c'est une guerre à hauteur d'hommes (et de femmes),

faite de longues périodes d'attente d'où le danger n'est jamais absent mais où la vie s'organise comme elle peut, dans les tranchées et les abris temporaires. La peur est là, qu'il faut tâcher de dominer, mais Alisa refuse l'héroïsation individuelle : c'est le collectif soudé qui donne à chacun·e le courage nécessaire.



De gauche à droite, Chowra Makaremi, d'Ukraine CombArt, et la journaliste Laure Adler, qui a présenté la soirée.

Laure Adler, qui nous a fait l'amitié de coanimer ce débat, a confié combien ce film et les propos d'Alisa l'avaient profondément émue. Elle est ici à côté de Sacha Nabieva, productrice et membre de l'équipe de direction du festival Docudays avec lequel nous avons organisé cette soirée dédiée au documentaire ukrainien.

Chowra Makaremi, présidente d'Ukraine CombArt, a rebondi sur les propos d'Alisa Kovalenko soulignant l'importance d'un collectif partageant un même engagement pour rendre possible et épauler le courage individuel. Elle a fait part de l'expérience des prisonnières politiques iraniennes des années 1980 (sa mère et sa tante en étaient et toutes deux ont été assassinées dans les geôles de Khomeiny) : lorsque le régime des mollahs instrumentalisait les familles pour qu'elles fassent pression sur les détenues et les poussent à se repentir (au nom, parfois, des enfants dont certaines étaient mères, comme Alisa), celles-ci ont puisé dans leur résistance collective la force de ne pas céder individuellement. Il ne s'agit pas, bien sûr, de plaquer un contexte (la dictature) sur un autre (la guerre) mais de montrer certaines correspondances dans les choix difficiles auxquelles les femmes combattantes sont confrontées, avec ce point commun qu'est la dialectique courage individuel/résistance collective.

À la fin du débat, standing ovation pour Alisa et Tetiana, rejointes par les organisatrices (de gauche à droite : Dominique Rebaud, Chowra Makaremi, Sacha Nabieva, Laure Adler, Alisa Kovalenko, Marianne Babich, Tetiana Symon, Marie Rebaud, Sophie Bouchet-Petersen).

Que dire pour conclure? Ce qui nous a le plus impressionné·es dans ces films qui, tous deux, rendent hommage avec talent à l'engagement - humanitaire ou sous l'uniforme - de gens « ordinaires » qui accomplissent des choses extraordinaires: leur courage sans forfanterie, leur détermination non dénuée d'humour, leur profonde humanité.



www.syllepse.net



David Chichkan

Correspondance

Artiste libertaire, David Chichkan aurait eu 40 ans le 15 avril, ses 40 ans. Il est mort au combat le 10 août 2025 contre les occupants russes dans la région de Zaporijjia. Le Musée national d'art d'Ukraine a organisé à Kyiv un hommage au combattant antifasciste libertaire :

David Chichkan est un artiste ukrainien contemporain qui a fait de sa pratique artistique un outil d'éducation politique et de transformation sociale. Il a créé un langage artistique et une iconographie reconnaissables, travaillant avec le graphisme, la peinture et le street art, développant constamment une approche critique de l'art. Ses œuvres figurent dans des collections muséales et privées en Ukraine et

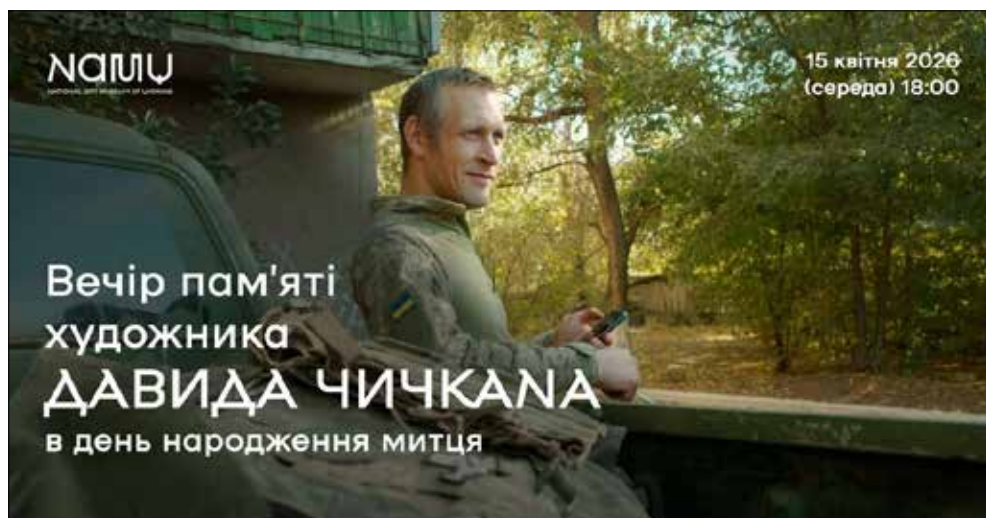
à l'étranger, notamment au Musée national d'art d'Ukraine, au musée Ludwig de Budapest et au Musée d'art moderne d'Anvers. Après le début de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, David s'est engagé volontairement dans la batterie de mortiers de la compagnie d'infanterie de la 241^e brigade de Kyiv.

Au programme: des conférences d'Oksana Bryukhovetska sur les figures féminines dans l'œuvre de David Chichkan et de Karina Lazaruk sur la réinterprétation du modernisme ukrainien dans sa pratique artistique, ainsi que la projection du court-métrage documentaire *David Chichkan: l'art de la désobéissance*.

Un entretien avec David Chichkan

Publié par *Entre les lignes entre les mots* :

«L'Ukraine est un projet de gauche et antiautoritaire»



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne), *Trasversales* (Madrid) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».